



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**

11 Laurier St., / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

OU via ePost Connect

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Informatics Professional Services - EL Division/Services
professionnels en informatique - division EL

Terrasses de la Chaudière 4th Floor

10 Wellington Street

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet Services Professional - SPICT 2		
Solicitation No. - N° de l'invitation 08915-170500/B	Date 2019-06-07	
Client Reference No. - N° de référence du client 20170500		
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$EL-618-35796		
File No. - N° de dossier 618eL.08915-170500	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2019-07-02		Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Laassouli(EL DIV.), Hicham		Buyer Id - Id de l'acheteur 618eL
Telephone No. - N° de téléphone (613) 858-9817 ()	FAX No. - N° de FAX () -	
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Foreign Affairs, Trade and Development Canada LB PEARSON BLDG TWR C3 125 SUSSEX DR. OTTAWA Ontario K1A0G2 Canada		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

DEMANDE DE SOUMISSIONS

**POUR LES CONTRATS CONCLUS DANS LE CADRE DE
L'ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT (AMA)
POUR DES SERVICES PROFESSIONNELS EN INFORMATIQUE
CENTRÉS SUR LES TÂCHES (SPICT)
DIVERS VOLETS ET CATÉGORIES DE RESSOURCES**

**POUR
LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ET DU
DÉVELOPPEMENT (MAECD)**

Table des matières

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	5
1.1 Introduction.....	5
1.2 Sommaire	5
1.3 Compte rendu	8
1.4 Conflit d'intérêts.....	8
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	9
2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées	9
2.2 Présentation des soumissions.....	11
2.3 Demandes de renseignements en période de soumission.....	11
2.4 Ancien fonctionnaire	11
2.5 Lois applicables	13
2.6 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions	13
2.7 Données volumétriques.....	13
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	15
3.1 Instructions pour la préparation des soumissions	15
3.2 Section I : Soumission technique.....	17
3.3 Section II : Soumission financière.....	19
3.4 Section III : Attestations.....	19
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	20
4.1 Procédures d'évaluation.....	20
4.2 Évaluation technique	24
4.3 Évaluation financière	25
4.4 Méthode de sélection.....	31
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	33
5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires ..	33
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES.....	35
6.1 Exigences relatives à la sécurité.....	35
6.2 Capacité financière	35
6.3 Exigences relatives aux marchandises contrôlées	35

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	36
7.1 Besoin	36
7.2 Autorisation de tâches	36
7.3 Garantie des travaux minimums	40
7.4 Clauses et conditions uniformisées	41
7.5 Exigences relatives à la sécurité.....	42
7.6 Période du contrat	42
7.7 Responsables	43
7.8 Divulgence proactive des contrats conclus avec d'anciens fonctionnaires.....	43
7.9 Paiement.....	44
7.10 Instructions relatives à la facturation.....	46
7.11 Attestations.....	46
7.12 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur.....	47
7.13 Lois applicables	47
7.14 Ordre de priorité des documents	47
7.15 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien).....	47
7.16 Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)	48
7.17 Exigences en matière d'assurance.....	48
7.18 Programme de marchandises contrôlées.....	49
7.19 Limitation de la responsabilité – Gestion de l'information/technologie de l'information	49
7.20 Entrepreneur en coentreprise.....	51
7.21 Services professionnels – Généralités.....	52
7.22 Préservation des supports électroniques	53
7.23 Déclarations et garanties	53
7.24 Accès aux biens et aux installations du Canada.....	53
7.25 Responsabilités relatives au protocole d'identification	53

Liste des annexes du contrat subséquent :

Annexe A Énoncé des travaux

Annexe B Base de paiement

Annexe C Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité

Appendice A de l'annexe A - Procédure d'attribution de tâches

Appendice B de l'annexe A – Formulaire d'autorisation de tâche (AT)

Appendice C de l'annexe A - Critère d'évaluation des ressources et tableau de réponse

Appendice D de l'annexe A - Attestations à l'étape de l'autorisation de tâche

Liste des pièces jointes

Pièce jointe 1: Formulaire de présentation des soumissions

Pièce jointe 2: Critères d'évaluation des soumissions

Pièce jointe 3: Barème de prix

Pièce jointe 4: Programme des entrepreneurs fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

Dans le présent document, on énumère les modalités qui s'appliquent à la demande de soumissions. Le document contient sept parties, ainsi que des annexes et des pièces jointes, comme suit :

Partie 1 Renseignements généraux : Renferme une description générale du besoin.

Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, les clauses et les conditions relatives à la demande de soumissions.

Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission.

Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels il faut satisfaire dans la soumission, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection.

Partie 5 Attestations et renseignements supplémentaires : renferme les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir.

Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre.

Partie 7 Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'énoncé des travaux et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

- (a) La présente demande de soumissions vise à répondre au besoin du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD) (le « **client** ») en matière de SPICT dans le cadre de l'AMA pour des SPICT.
- (b) Il est prévu qu'au plus 2 contrats seront attribués dans chacun des 5 volets de travail, et que chaque contrat portera uniquement sur les travaux du volet auquel ils sont associés. Chaque contrat aura une durée de 3 ans et sera assorti de 2 options irrévocables d'une année qui permettront au Canada de prolonger la durée du contrat. Les soumissionnaires ne sont pas tenus de présenter une soumission pour chaque volet de travail. Si un soumissionnaire souhaite présenter une offre portant sur plusieurs volets de travail, une soumission technique distincte devra être soumise pour chaque volet de travail lorsque le soumissionnaire choisit de transmettre sa soumission sur papier.
- (c) Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6, Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences, et la Partie 7, Clauses du contrat subséquent. Pour en savoir plus sur le filtrage de sécurité du personnel et de l'organisation ainsi que sur les clauses de sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de sécurité des contrats de TPSGC (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).
- (d) Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce, de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de l'Accord de libre-échange Canada-Chili, de l'Accord de libre-échange entre le Canada et le Pérou, de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie, de l'Accord de libre-échange Canada-Panama, de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG) et de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

- (e) Ce besoin est assujéti au Programme des marchandises contrôlées. La Loi sur la production de défense définit les marchandises contrôlées comme certains biens matériels figurant sur la Liste des marchandises d'exportation contrôlée, un règlement pris dans le cadre en vertu de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation (LLEI).
- (f) Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi s'applique au présent besoin; voir la Partie 5 – Attestations et renseignements supplémentaires, la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent, et la pièce jointe intitulée « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation ».
- (g) Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postel offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, « Instructions à l'intention des soumissionnaires », et la partie 3, « Instructions pour la préparation des soumissions », de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements.
- (h) Seuls les titulaires d'AMA pour des SPICT qui détiennent actuellement un AMA pour des SPICT au palier 2, dans un volet ou tous les volets et dans la région de la capitale nationale dans le cadre de la série d'AMA n° EN578-170432 peuvent soumissionner. L'AMA pour des SPICT n° EN578-170432 est incorporé par renvoi et fait partie de la présente demande de soumissions, comme s'il y était formellement reproduit, et est assujéti aux conditions contenues dans la présente demande de soumissions. Les conditions en lettres majuscules qui ne sont pas définies dans la présente demande de soumissions ont le sens qui leur a été donné dans l'AMA pour les SPICT.
- (i) Les titulaires d'AMA invités à soumissionner à titre de coentreprise doivent présenter une soumission à ce titre et ne doivent pas former une autre coentreprise pour soumissionner. Toute coentreprise doit déjà avoir été sélectionnée dans le cadre de l'AMA n° EN578-170432 au moment de la clôture des soumissions pour pouvoir présenter une soumission.
- (j) Pour chaque volet de travail, les catégories de ressources énumérées ci-dessous doivent être fournies sur demande, conformément à l'annexe A de l'AMA pour des SPICT.

VOLET DE TRAVAIL 1 : SERVICES DE DÉVELOPPEMENT D'APPLICATIONS

CATÉGORIE DE RESSOURCES	NIVEAU D'EXPERTISE	NOMBRE ESTIMATIF DE RESSOURCES REQUISES
Architecte d'applications et de logiciels - Siebel	1,2,3	7
Architecte d'applications et de logiciels - .Net	1,2,3	7
Programmeur ou développeur de logiciels - Siebel	1,2,3	8
Programmeur-analyste	1,2,3	10
Spécialiste en conversion de données	1,2,3	3
Spécialiste ou analyste de l'assurance de la qualité	1,2,3	6

VOLET DE TRAVAIL 2 : SERVICES D'INFRASTRUCTURE ET D'ADMINISTRATION DE BASES DE DONNÉES (ABD)

CATÉGORIE DE RESSOURCES	NIVEAU D'EXPERTISE	NOMBRE ESTIMATIF DE RESSOURCES REQUISES
Architecte d'applications et de logiciels	1,2,3	3
Analyste de systèmes	1,2,3	6
Administrateur de bases de données	1,2,3	3
Analyste de réseau	1,2,3	6
Architecte technique	1,2,3	3
Architecte de la technologie	1,2,3	12
Rédacteur technique	1,2,3	3

VOLET DE TRAVAIL 3 : SERVICES DE MISE À L'ESSAI

CATÉGORIE DE RESSOURCES	NIVEAU D'EXPERTISE	NOMBRE ESTIMATIF DE RESSOURCES REQUISES
Coordonnateur des essais	1,2,3	6
Testeur	1,2,3	51

VOLET DE TRAVAIL 4 : SERVICES OPÉRATIONNELS

CATÉGORIE DE RESSOURCES	NIVEAU D'EXPERTISE	NOMBRE ESTIMATIF DE RESSOURCES REQUISES
Testeur	1,2,3	6
Analyste des activités	1,2,3	27
Développeur de didacticiels	1,2,3	6
Rédacteur technique	1,2,3	3
Expert-conseil en gestion du changement	1,2,3	6
Gestionnaire de projet	1,2,3	9

VOLET DE TRAVAIL 5 : SERVICES DE DÉVELOPPEMENT D'APPLICATIONS

CATÉGORIE DE RESSOURCES	NIVEAU D'EXPERTISE	NOMBRE ESTIMATIF DE RESSOURCES REQUISES
Architecte d'applications et de logiciels	1,2,3	6
Architecte de la technologie	1,2,3	3
Gestionnaire de projet	1,2,3	24
Ordonnancier de projet	1,2,3	6

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Ils doivent en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.4 Conflit d'intérêts

- (a) On recommande aux répondants de se référer aux dispositions relatives aux conflits d'intérêts à l'article 18 du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) 2003, Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels (datées du 2018-05-22) et aux dispositions relatives aux conflits d'intérêts du Guide des CCUA 2035, Conditions générales – besoins plus complexes – services (datées du 2018-06-21), disponibles sur le site Web de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
- (b) On avise les soumissionnaires que le Canada n'acceptera pas une soumission de la ressource et de l'entrepreneur du secteur privé suivant, car ils ont fourni une assistance et des services pour préparer des stratégies et des documents liés à ce processus d'approvisionnement. En outre, les soumissionnaires doivent savoir qu'une soumission sera rejetée si la ressource ou l'entrepreneur du secteur privé énuméré ci-dessous a participé de quelque manière que ce soit dans la préparation de leurs soumissions.

NOM DE LA RESSOURCE	NOM DE L'ENTREPRENEUR
Nina Rejhon	I4C Information Technology Consulting Inc.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

- (a) Toutes les instructions, clauses et conditions indiquées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
- (b) Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du ou des contrats subséquents.
- (c) Le document 2003 (2018-05-22), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est intégré par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante. En cas de contradiction entre les dispositions du document 2003 et celles du présent document, ce sont les dispositions de ce dernier qui prévalent.
- (d) Le paragraphe 3.a. de l'article 01 « Dispositions relatives à l'intégrité – soumission » des instructions uniformisées 2003, incorporées par renvoi ci-dessus, est supprimé en entier et remplacé par ce qui suit :
- a. au moment de présenter un arrangement dans le cadre de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA), le soumissionnaire a déjà fourni une liste complète des noms, tel qu'exigé en vertu de la *Politique d'inadmissibilité et de suspension*. Pendant ce processus d'approvisionnement, le soumissionnaire doit immédiatement informer le Canada par écrit de tout changement touchant la liste des noms,
- (e) Le paragraphe 4 de l'article 05 « Présentation des soumissions » des instructions uniformisées 2003, incorporées par renvoi ci-dessus, est modifié comme suit :
- Supprimer : 60 jours
Insérer : 180 jours
- (f) Le paragraphe 1 de l'article 08 « Transmission par télécopieur ou par le service Connexion postal » des instructions uniformisées 2003, incorporées par renvoi ci-dessus, est entièrement supprimé et remplacé par ce qui suit :
1. Télécopieur
- En raison de la nature de la présente demande de soumissions, TPSGC n'acceptera pas les soumissions qui lui sont transmises par télécopieur ou par courrier électronique.
- (g) Le paragraphe 2 de l'article 08 « Transmission par télécopieur ou par le service Connexion postal » des instructions uniformisées 2003, incorporées par renvoi ci-dessus, est entièrement supprimé et remplacé par ce qui suit :
2. Connexion postal
- a. Sauf indication contraire dans la demande de soumissions, les soumissions peuvent être transmises à l'aide du [service Connexion postal](#) offert par la Société canadienne des postes.
- i. TPSGC, région de la capitale nationale : La seule adresse de courriel acceptable avec Connexion postal pour transmettre une réponse à une demande de soumissions établie par l'administration centrale de TPSGC est :
- tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca,
ou le cas échéant, l'adresse courriel indiquée dans la demande de soumissions.

- ii. Bureaux régionaux de TPSGC : La seule adresse de courriel acceptable avec Connexion postel pour transmettre une réponse à une demande de soumissions établie par les bureaux régionaux de TPSGC est indiquée dans la demande de soumissions.
- b. Pour transmettre une soumission à l'aide du service Connexion postel, le soumissionnaire doit utiliser l'une des deux options suivantes :
 - i. envoyer directement sa soumission uniquement à l'Unité de réception des soumissions de TPSGC précisée à l'aide de sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postel en vigueur entre son entreprise et la Société canadienne des postes; ou
 - ii. envoyer dès que possible et, dans tous les cas, au moins six jours ouvrables avant la date de clôture de la demande de soumissions (afin de garantir une réponse), un courriel qui contient le numéro de la demande de soumissions à l'Unité de réception des soumissions de TPSGC précisée pour demander d'ouvrir une conversation Connexion postel. Les demandes d'ouverture de conversation Connexion postel reçues après cette date pourraient rester sans réponse.
- c. Si le soumissionnaire envoie un courriel demandant le service Connexion postel à l'Unité de réception des soumissions précisée dans la demande de soumissions, un agent de l'Unité de réception des soumissions entamera alors la conversation Connexion postel. La conversation du service Connexion postel créera une notification par courriel de la Société canadienne des postes invitant le soumissionnaire à accéder au message dans la conversation et à prendre les mesures nécessaires pour répondre. Le soumissionnaire pourra transmettre sa soumission en réponse à la notification à n'importe quel moment avant la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions.
- d. Si le soumissionnaire utilise sa licence d'entreprise en vigueur pour envoyer sa soumission, il doit maintenir la conversation Connexion postel ouverte jusqu'à au moins 30 jours ouvrables après la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions.
- e. Le numéro de la demande de soumissions devrait être indiqué dans le champ réservé à la description dans toutes les transmissions électroniques.
- f. Il est important de savoir qu'il faut avoir une adresse postale canadienne pour utiliser le service Connexion postel. Si le soumissionnaire n'en a pas, il peut utiliser l'adresse de l'Unité de réception des soumissions indiquée dans la demande de soumissions pour s'inscrire au service Connexion postel.
- g. Dans le cas des transmissions par le service Connexion postel, le Canada ne pourra pas être tenu responsable de tout retard ou panne touchant la transmission ou la réception des soumissions. Entre autres, le Canada n'assumera aucune responsabilité pour ce qui suit :
 - i. réception d'une soumission brouillée, corrompue ou incomplète;
 - ii. disponibilité ou état du service Connexion postel;
 - iii. incompatibilité entre le matériel utilisé pour l'envoi et celui utilisé pour la réception;
 - iv. retard dans la transmission ou la réception de la soumission;
 - v. défaut de la part du soumissionnaire de bien indiquer la soumission;
 - vi. illisibilité de la soumission;
 - vii. sécurité des données contenues dans la soumission;
 - viii. incapacité de créer une conversation électronique par le service Connexion postel.

- h. L'Unité de réception des soumissions enverra un accusé de réception des documents de la soumission au moyen de la conversation Connexion postel, peu importe si la conversation a été initiée par le fournisseur à l'aide de sa propre licence ou par l'Unité de réception des soumissions. Cet accusé de réception ne confirmera que la réception des documents de soumission et ne confirmera pas si les pièces jointes peuvent être ouvertes ou si le contenu est lisible.
- i. Les soumissionnaires doivent veiller à utiliser la bonne adresse courriel pour l'Unité de réception des soumissions lorsqu'ils amorcent une conversation dans Connexion postel ou communiquent avec l'Unité de réception des soumissions et ne doivent pas se fier à l'exactitude d'un copié-collé de l'adresse courriel dans le système Connexion postel.
- j. Une soumission transmise par le service Connexion postel constitue la soumission officielle du soumissionnaire et doit être conforme à l'article 05.

2.2 Présentation des soumissions

- (a) Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de TPSGC au plus tard à la date, à l'heure et à l'adresse de TPSGC indiquées à la page 1 de la demande de soumissions.

Remarque : Pour les soumissionnaires qui choisissent de présenter leurs soumissions en utilisant Connexion postel pour la clôture des soumissions à l'Unité de réception des soumissions dans la région de la capitale nationale, l'adresse de courriel est la suivante :

tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

Remarque : Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postel, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées 2003 ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion postel si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postel.

- (b) En raison de la nature de la présente demande de soumissions, TPSGC n'acceptera pas les soumissions qui lui sont transmises par télécopieur ou par courrier électronique.

2.3 Demandes de renseignements en période de soumission

- (a) Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au plus tard 5 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.
- (b) Les soumissionnaires doivent indiquer aussi fidèlement que possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et de permettre la **transmission des réponses** à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Ancien fonctionnaire

- (a) Les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du

Trésor sur les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si les réponses aux questions et, s'il y a lieu, les renseignements requis, n'ont pas été fournis à la date de fin de l'évaluation des soumissions, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et de satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

(b) Définitions

Aux fins de cette clause, « *ancien fonctionnaire* » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces canadiennes ou un ancien membre de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- (i) un individu;
- (ii) un particulier qui s'est incorporé;
- (iii) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires;
- (iv) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

Le terme « *période du paiement forfaitaire* » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place de divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'indemnité de cessation d'emploi, qui se mesure de façon similaire.

Le terme « *pension* » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R.C., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17; à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3; à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10; à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11; à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5; et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

(c) Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- (i) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (ii) la date de cessation d'emploi ou de retraite de la fonction publique.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des contrats, sur les sites Web des ministères, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et aux [Lignes directrices sur la divulgation proactive des marchés](#).

(d) Directive sur le réaménagement des effectifs

Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire conformément aux modalités de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- (i) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (ii) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- (iii) la date de cessation d'emploi;
- (iv) le montant du paiement forfaitaire;
- (v) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- (vi) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date de début, la date de fin et le nombre de semaines;
- (vii) le nombre et le montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peuvent être payés à un ancien fonctionnaire ayant reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.5 Lois applicables

- (a) Tout contrat subséquent doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties doivent être déterminées par ces lois.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est effectué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées. Les soumissionnaires doivent indiquer, dans le formulaire de présentation de la soumission, la province ou le territoire canadien de leur choix pour tout contrat subséquent.

2.6 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées, à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante conformément à l'article intitulé « Demandes de renseignements en période de soumission ». Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe laquelle ou la totalité des suggestions proposées.

2.7 Données volumétriques

Le nombre estimatif de ressources requises par catégorie ont été fournies aux soumissionnaires afin de les aider à préparer leurs soumissions. L'inclusion de ces données dans la présente demande de soumissions ne représente pas un engagement de la part du Canada que son utilisation future des

services précisés dans la présente demande de soumissions correspondra à ces données. Elles sont fournies à titre d'information seulement.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

(a) Transmission d'une soumission à l'aide du service Connexion postal

- (i) Si le soumissionnaire choisit d'envoyer sa soumission par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2003. Le système Connexion postal a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation.
- (ii) La soumission doit être présentée en sections distinctes, comme suit :
 - (A) Section I : Soumission technique
 - (B) Section II : Soumission financière
 - (C) Section III : Attestations
- (iii) Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter l'article 08 « Transmission par télécopieur ou par le service Connexion postal » à <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/1/2003/23#transmission-par-telecopieur>.

(b) Transmission d'une soumission sur support électronique (CD ou clé USB)

- (i) Si le soumissionnaire choisit de transmettre sa soumission sur support électronique par l'entremise du Module de réception des soumissions de TPSGC, le Canada demande que la soumission soit présentée en sections distinctes, comme suit :
 - (A) Section I : Soumission technique – une copie électronique sur clé USB.
 - (B) Section II : Soumission financière – une copie électronique DISTINCTE sur clé USB.
 - (C) Section III : Attestations – une copie électronique sur clé USB.
- (c) Le Canada ne demande pas de copie papier de la soumission. Toutefois, si le soumissionnaire transmet une copie papier de sa soumission, et s'il y a incompatibilité entre le libellé de la copie soumise à l'aide du service Connexion postal ou sur support électronique, le libellé de la copie transmise à l'aide du service Connexion postal ou sur support électronique aura préséance sur le libellé de la copie papier.
- (d) Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.
- (e) **Présentation de la soumission** : Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :
 - (i) utiliser un format de page de 8,5 po sur 11 po (216 mm sur 279 mm);
 - (ii) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions;
 - (iii) inclure une page titre comprenant le titre, la date, le numéro de l'invitation à soumissionner, le nom et l'adresse du soumissionnaire et les coordonnées de la personne-ressource;
 - (iv) inclure une table des matières.
- (b) **Politique d'achats écologiques du Canada** : En avril 2006, le Canada a publié une politique exigeant des ministères et des organismes fédéraux qu'ils prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement. Voir la Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats->

procurement/politique-policy-fra.html). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- (i) utiliser du papier contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable ou contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- (ii) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto verso ou à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

(c) **Présentation d'une seule soumission :**

- (i) Un soumissionnaire et ses entités liées ne peuvent soumettre qu'une seule soumission en réponse à la présente demande de soumissions. Si un soumissionnaire ou ses entités liées participent à plus d'une soumission (participer signifie faire partie du groupe soumissionnaire, et non pas être un sous-traitant), le Canada donnera deux jours ouvrables à ces soumissionnaires pour indiquer laquelle des soumissions devra être prise en compte par le Canada. À défaut de respecter ce délai, toutes les soumissions visées seront rejetées. Une seule soumission peut contenir des propositions visant à obtenir un contrat dans un ou plusieurs volets de travail. Cependant, une soumission ne peut pas contenir une soumission du soumissionnaire et de ses entités connexes en vue d'obtenir plus d'un contrat dans l'un des volets de travail.
- (ii) Aux fins du présent article, peu importe la province ou le territoire où les entités ont été constituées en société ou formées juridiquement (qu'il s'agisse d'une personne physique, d'une personne qui s'est incorporée, d'une société de personnes, d'une société de personnes à responsabilité limitée, etc.), une entité est considérée comme étant « **liée** » à un soumissionnaire :
 - (A) s'il s'agit de la même personne morale (c.-à-d. la même personne physique, personne qui s'est incorporée, société de personnes, société de personnes à responsabilité limitée, etc.);
 - (B) s'il s'agit de « personnes liées » ou de « personnes affiliées » au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*;
 - (C) si les entités entretiennent une relation fiduciaire (découlant d'un arrangement entre organismes ou toute autre forme de relation fiduciaire) ou ont entretenu une telle relation au cours des deux années précédant la date de clôture des soumissions;
 - (D) si les entités ne sont pas dépendantes l'une de l'autre ou d'un même tiers.
- (iii) Les membres individuels d'une coentreprise ne peuvent pas participer à une autre soumission en présentant eux-mêmes une soumission ou en participant à une autre coentreprise.

(d) **Expérience de la coentreprise :**

- (i) Lorsque le soumissionnaire est une coentreprise qui possède de l'expérience à ce titre, il peut soumettre l'expérience qu'il a acquise dans le cadre de cette coentreprise.

Exemple : Un soumissionnaire est une coentreprise formée des membres L et O. La demande de soumissions exige que le soumissionnaire possède de l'expérience en prestation de services de maintenance et de dépannage à un client comptant au moins 10 000 utilisateurs pendant 24 mois. En tant que coentreprise (composée de L et O), le soumissionnaire a déjà réalisé ce travail. Il peut donc utiliser cette expérience pour satisfaire à l'exigence. Si le membre L a acquis cette expérience alors qu'il faisait partie d'une coentreprise avec le tiers N, cette expérience ne peut pas être utilisée, car le tiers N ne fait pas partie de la coentreprise soumissionnaire.

- (ii) Une coentreprise qui présente une soumission peut évoquer l'expérience de l'un de ses membres pour démontrer qu'elle satisfait à tout critère technique de la présente demande de soumissions.

Exemple : Un soumissionnaire est membre d'une coentreprise composée de X, Y et Z. Si une demande de soumissions exige : (a) que le soumissionnaire ait trois ans d'expérience de la prestation de services de maintenance, et (b) que le soumissionnaire ait deux ans d'expérience de l'intégration de matériel à des réseaux complexes, chacune de ces deux exigences peut être satisfaite par un membre différent de la coentreprise. Cependant, pour un critère donné, par exemple celui qui concerne l'expérience de trois ans de la prestation de services de maintenance, le soumissionnaire ne peut pas indiquer que chaque membre, soit X, Y et Z, a un an d'expérience pour un total de trois ans. Une telle réponse serait déclarée non conforme.

- (iii) Les membres de la coentreprise ne peuvent cependant pas mettre en commun leurs capacités pour répondre à un critère technique donné de la présente demande de soumissions. Un membre de la coentreprise peut néanmoins mettre sa propre expérience en commun avec celle de la coentreprise. Chaque fois qu'il doit faire la preuve qu'il répond à un critère, le soumissionnaire doit indiquer quel membre de la coentreprise y répond. Si le soumissionnaire n'a pas indiqué quel membre de la coentreprise répond à l'exigence, l'autorité contractante lui donnera l'occasion de fournir ce renseignement pendant la période d'évaluation. Si le soumissionnaire ne fournit pas ce renseignement pendant la période fixée par l'autorité contractante, sa soumission sera déclarée non recevable.

Exemple : Un soumissionnaire est membre d'une coentreprise composée de A et B. Si, dans une demande de soumissions, on exige que le soumissionnaire ait de l'expérience dans la prestation de ressources pour un minimum de 100 jours facturables, le soumissionnaire peut démontrer son expérience en présentant ce qui suit :

- les contrats signés par le membre A;
- les contrats signés par le membre B;
- les contrats signés par les membres A et B en tant que coentreprise;
- les contrats signés par le membre A et les contrats signés par les membres A et B en coentreprise;
- les contrats signés par le membre B et les contrats signés par les membres A et B en coentreprise.

Le tout doit totaliser 100 jours facturables.

- (iv) Les soumissionnaires qui ont des questions concernant l'évaluation des soumissions présentées par une coentreprise devraient poser leurs questions dans le cadre du processus de demande de renseignements dès que possible durant la période de demande de soumissions.

3.2 Section I : Soumission technique

- (a) La soumission technique comprend ce qui suit :

- (i) **Formulaire de présentation de la soumission** : Les soumissionnaires devraient joindre le formulaire de présentation de la soumission – pièce jointe 1 à leur soumission. Il s'agit d'un formulaire commun dans lequel les soumissionnaires peuvent fournir les renseignements exigés dans le cadre de l'évaluation et de l'attribution du contrat, comme le nom d'une personne-ressource ou le numéro d'entreprise – approvisionnement du soumissionnaire. L'utilisation de ce formulaire pour présenter des renseignements n'est pas obligatoire, mais recommandée. Si le Canada considère que les renseignements requis par le formulaire de présentation de la soumission sont incomplets ou doivent être corrigés, le Canada accordera au soumissionnaire la chance de compléter ou de corriger ces renseignements.

(ii) **Justification de la conformité technique :**

- (A) **Critères techniques obligatoires :** Dans sa soumission technique, le soumissionnaire doit prouver qu'il s'est conformé aux articles de la pièce jointe 2, qui constitue le format demandé pour fournir la justification. La justification ne doit pas être une simple répétition du besoin, mais doit expliquer et démontrer la façon dont le soumissionnaire satisfera aux exigences et exécutera les travaux exigés. Il ne suffit pas de déclarer simplement que la solution ou les ressources proposées sont conformes. Lorsque le Canada détermine que la justification n'est pas complète, la soumission sera jugée non conforme et sera rejetée. La justification peut mentionner des documents supplémentaires joints à la soumission. Cette information peut être mentionnée dans la colonne « Réponse du soumissionnaire » de la pièce jointe 2, où les soumissionnaires doivent indiquer l'endroit précis où se trouvent les documents de référence, y compris le titre du document et les numéros de page et d'alinéa. Lorsque la référence n'est pas suffisamment précise, le Canada peut demander que le soumissionnaire dirige le Canada vers l'endroit approprié dans le document.
- (B) **Critères techniques cotés :** Dans sa soumission technique, le soumissionnaire doit prouver qu'il s'est conformé aux articles de la pièce jointe 2, qui constitue le format demandé pour fournir la justification. La justification ne doit pas être une simple répétition du besoin, mais doit expliquer et démontrer la façon dont le soumissionnaire satisfera aux exigences et exécutera les travaux exigés. Il ne suffit pas de déclarer simplement que la solution ou les ressources proposées sont conformes. Lorsque le Canada détermine que la justification n'est pas complète, la soumission sera cotée en conséquence. La justification peut mentionner des documents supplémentaires joints à la soumission. Cette information peut être mentionnée dans la colonne « Réponse du soumissionnaire » de la pièce jointe 2, où les soumissionnaires doivent indiquer l'endroit précis où se trouvent les documents de référence, y compris le titre du document et les numéros de page et d'alinéa. Lorsque la référence n'est pas suffisamment précise, le Canada peut demander que le soumissionnaire dirige le Canada vers l'endroit approprié dans le document.

(iii) **Coordonnées de clients cités en référence :**

Lorsque le Canada évalue les soumissions, il peut, sans toutefois y être obligé, demander qu'un soumissionnaire fournisse des références de clients. Si le Canada envoie une demande écrite à cet égard, le soumissionnaire aura deux jours ouvrables pour fournir les renseignements requis au Canada. Si le soumissionnaire ne respecte pas ce délai, sa soumission sera déclarée non recevable. Ces références de clients doivent toutes confirmer, si TPSGC le demande, les faits énoncés dans la soumission du soumissionnaire, comme il est requis à la pièce jointe 2.

- (A) La question visant à obtenir la confirmation des clients cités en référence devrait être construite de la façon suivante :

[Exemple de question destinée aux clients cités en référence : « [Nom du soumissionnaire] a-t-il fourni des services de [décrire les services et, le cas échéant, les délais dans lesquels ces services ont dû être fournis] à votre organisation? »

___ *Oui, le soumissionnaire a fourni à mon organisation les services décrits ci-dessus.*

___ *Non, le soumissionnaire n'a pas fourni à mon organisation les services décrits ci-dessus.*

___ Je ne veux pas ou ne peux pas fournir de renseignements au sujet des services décrits ci-dessus.

- (B) Pour chaque client cité en référence, le soumissionnaire doit, au minimum, fournir le nom ainsi que le numéro de téléphone ou l'adresse courriel d'une personne-ressource. Si seul le numéro de téléphone est fourni, il sera utilisé pour demander l'adresse de courriel, et la vérification des références se fera par courriel.

Le soumissionnaire doit en outre indiquer le titre de la personne-ressource. Il incombe au soumissionnaire de s'assurer que la personne-ressource qu'il propose est au fait des services qu'il a offerts et qu'elle accepte d'être citée en référence. Des références de l'État seront acceptées.

3.3 Section II : Soumission financière

- (a) **Prix** : Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière conformément au barème de prix fourni à la pièce jointe 3. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément, s'il y a lieu. À moins d'indication contraire, les soumissionnaires doivent inscrire un seul taux quotidien ferme, tout compris, en dollars canadiens, dans chacune des cellules nécessitant une inscription dans les tableaux des prix.
- (b) **Tous les coûts doivent être compris** : La soumission financière doit indiquer tous les coûts relatifs au besoin décrit dans la présente demande de soumissions pour toute la durée du contrat, y compris toute année d'option. Il incombe entièrement au soumissionnaire d'indiquer tout le matériel, les logiciels, les périphériques, le câblage et les composants nécessaires pour satisfaire aux exigences de la présente demande de soumissions, ainsi que les prix de ces articles.
- (c) **Prix nuls** : On demande aux soumissionnaires d'entrer « 0,00 \$ » pour tout article qu'il ne compte pas facturer ou qui a déjà été ajouté à d'autres prix dans le tableau. Si le soumissionnaire laisse le champ vide, le Canada considérera que le prix se chiffre à « 0,00 \$ » aux fins d'évaluation et pourrait demander au soumissionnaire de confirmer que le prix est bel et bien de « 0,00 \$ ». Aucun soumissionnaire ne sera autorisé à ajouter ou à modifier un prix lors de cette confirmation. Si le soumissionnaire refuse de confirmer que le prix d'un article dont le champ est vide est de 0,00 \$, sa soumission sera déclarée non recevable.

3.4 Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les critères d'évaluation techniques et financiers. Le processus d'évaluation comporte plusieurs étapes, lesquelles sont décrites ci-dessous. Même si l'évaluation et la sélection seront effectuées par étape, le fait que le Canada soit passé à une étape ultérieure ne signifie pas que ce dernier a irréfutablement déterminé que le soumissionnaire a réussi toutes les étapes précédentes. Le Canada se réserve le droit d'exécuter parallèlement certaines étapes de l'évaluation.
- (b) Une équipe constituée de représentants du client et de TPSGC évaluera les soumissions au nom du Canada. Le Canada peut faire appel à des experts-conseils ou à des personnes-ressources du gouvernement pour évaluer les soumissions. Chaque membre de l'équipe d'évaluation ne participera pas nécessairement à tous les volets de l'évaluation.
- (c) En plus de tout autre délai établi dans la demande de soumissions :
- (i) **Demandes de précisions** : Si le Canada demande des précisions au soumissionnaire au sujet de sa soumission ou s'il veut vérifier celle-ci, le soumissionnaire disposera d'un délai de deux jours ouvrables (ou d'un délai plus long précisé par écrit par l'autorité contractante) pour fournir les renseignements nécessaires au Canada. Si le soumissionnaire ne respecte pas ce délai, sa soumission sera déclarée non recevable.
 - (ii) **Demandes de renseignements supplémentaires** : Si le Canada demande d'autres renseignements pour l'une des raisons qui suivent (selon la section intitulée « Déroulement de l'évaluation » du document 2003 Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels).
 - (A) vérifier tout renseignement fourni par le soumissionnaire dans sa soumission;
 - (B) communiquer avec une ou plusieurs des références citées par le soumissionnaire (références citées dans les curriculum vitae des ressources individuelles) dans le but de valider les renseignements fournis par le soumissionnaire,le soumissionnaire doit fournir les renseignements demandés par le Canada dans les 2 jours ouvrables suivant la demande de l'autorité contractante.
 - (iii) **Prolongation du délai** : Si le soumissionnaire a besoin de davantage de temps, l'autorité contractante, à sa seule discrétion, peut accorder une prolongation du délai.

4.1.1 Processus de conformité des soumissions en phases

4.1.1.1 Généralités

- (a) Le Canada appliquera le processus de conformité des soumissions en phases (PCSP) décrit ci-dessous pour ce besoin SEULEMENT si le Canada reçoit 4 soumissions ou moins avant la date de clôture de la demande de soumissions.
- (b) Nonobstant tout examen par le Canada aux phases I ou II du Processus, les soumissionnaires sont et demeureront les seuls et uniques responsables de l'exactitude, de l'uniformité et de l'exhaustivité de leurs soumissions, et le Canada n'assume, en vertu de cet examen, aucune obligation ni de responsabilité envers les soumissionnaires de relever, en tout ou en partie, toute erreur ou toute omission, dans les soumissions ou en réponse à toute communication provenant d'un soumissionnaire.

LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT QUE LES EXAMENS LORS DES PHASES I ET II DU PRÉSENT PROCESSUS NE SONT QUE PRÉLIMINAIRES ET N'EMPÊCHENT PAS QU'UNE SOUMISSION SOIT NÉANMOINS JUGÉE NON RECEVABLE À LA PHASE III, ET CE, MÊME POUR LES EXIGENCES OBLIGATOIRES QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN EXAMEN AUX PHASES

I OU II, ET MÊME SI LA SOUMISSION AURAIT ÉTÉ JUGÉE RECEVABLE À UNE PHASE ANTÉRIEURE. LE CANADA PEUT DÉTERMINER À SA DISCRÉTION QU'UNE SOUMISSION NE RÉPOND PAS À UNE EXIGENCE OBLIGATOIRE À N'IMPORTE QUELLE DE CES PHASES. LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT ÉGALEMENT QUE MALGRÉ LE FAIT QU'IL AIT FOURNI UNE RÉPONSE À UN AVIS OU À UN RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ (REC) (TEL QUE CES TERMES SONT DÉFINIS PLUS BAS) QU'IL EST POSSIBLE QUE CETTE RÉPONSE NE SUFFISE PAS POUR QUE SA SOUMISSION SOIT JUGÉE CONFORME AUX AUTRES EXIGENCES OBLIGATOIRES.

- (c) Le Canada peut, à sa propre discrétion et à tout moment, demander et recevoir de l'information de la part du soumissionnaire afin de corriger des erreurs ou des lacunes administratives dans sa soumission, et cette nouvelle information fera partie intégrante de sa soumission. Ces erreurs pourraient être, entre autres : une signature absente; une case non cochée dans un formulaire; une erreur de forme; l'omission d'un accusé de réception, du numéro d'entreprise d'approvisionnement ou même les coordonnées des personnes-ressources, c'est-à-dire leurs noms, leurs adresses et les numéros de téléphone; ou encore des erreurs d'inattention dans les calculs ou dans les nombres, et des erreurs qui n'affectent en rien les montants que le soumissionnaire a indiqué pour le prix ou pour tout composant du prix. Ainsi, le Canada a le droit de demander ou de recevoir toute information après la date de clôture de l'invitation à soumissionner uniquement lorsque l'invitation à soumissionner permet ce droit expressément. Le soumissionnaire disposera alors d'un délai indiqué pour fournir l'information requise. Toute information fournie hors délais sera refusée.
- (d) Le PCSP ne limite pas les droits du Canada en vertu du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) 2003 (22-05-2018) Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, ni le droit du Canada de demander ou d'accepter toute information pendant la période de soumission ou après la clôture de cette dernière, lorsque la demande de soumissions confère expressément ce droit au Canada, ou dans les circonstances décrites au paragraphe (c).
- (e) Le Canada enverra un Avis ou un REC selon la méthode de son choix et à sa discrétion absolue. Le soumissionnaire doit soumettre sa réponse par la méthode stipulée dans l'Avis ou le REC. Les réponses sont réputées avoir été reçues par le Canada à la date et à l'heure qu'elles ont été livrées au Canada par la méthode indiquée dans l'Avis ou le REC et à l'adresse qui y figure. Un courriel de réponse autorisé dans l'Avis ou le REC est réputé reçu par le Canada à la date et à l'heure auxquelles il a été reçu dans la boîte de réception de l'adresse électronique indiquée dans l'Avis ou le REC. Un Avis, ou un REC, envoyé par le Canada au soumissionnaire à l'adresse fournie par celui-ci dans la soumission ou après l'envoi de celle-ci est réputé avoir été reçu par le soumissionnaire à la date à laquelle il a été envoyé par le Canada. Le Canada n'assume aucune responsabilité envers les soumissionnaires pour les soumissions retardataires, peu importe la cause.

4.1.1.2 Phase I: Soumission financière

- (a) Après la date et l'heure de clôture de cette demande de soumissions, le Canada examinera la soumission pour déterminer si elle comporte une soumission financière et si celle-ci contient toute l'information demandée par la demande de soumissions. L'examen par le Canada à la phase I se limitera à déterminer s'il y manque des informations exigées par la demande de soumissions à la soumission financière. Cet examen n'évaluera pas si la soumission financière répond à toute norme ou si elle est conforme à toutes les exigences de la demande.
- (b) L'examen par le Canada durant la phase I sera effectué par des fonctionnaires du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada.
- (c) Si le Canada détermine, selon sa discrétion absolue, qu'il n'y a pas de soumission financière ou qu'il manque toutes les informations demandées dans la soumission financière, la soumission sera alors jugée non recevable et sera rejetée.
- (d) Pour les soumissions autres que celles décrites au paragraphe (c), Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire (« Avis ») identifiant où la soumission financière manque d'informations. Un soumissionnaire dont la soumission financière a été jugée recevable selon les exigences

examinées lors de la phase I ne recevra pas d'Avis. De tels soumissionnaires n'auront pas le droit de soumettre de l'information supplémentaire relativement à leur soumission financière.

- (e) Les soumissionnaires qui ont reçu un Avis bénéficieront d'un délai indiqué dans l'Avis (la « période de grâce ») pour redresser les points indiqués dans l'Avis en fournissant au Canada, par écrit, l'information supplémentaire ou une clarification en réponse à l'Avis. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf dans les circonstances et conditions stipulées expressément dans l'avis.
- (f) Dans sa réponse à l'Avis, le soumissionnaire n'aura le droit de redresser que la partie de sa soumission financière indiquée dans l'Avis. Par exemple, lorsque l'Avis indique qu'un élément a été laissé en blanc, seule l'information manquante pourra ainsi être ajoutée à la soumission financière, excepté dans les cas où l'ajout de cette information entraînera nécessairement la modification des calculs qui ont déjà été présentés dans la soumission financière (p. ex. le calcul visant à déterminer le prix total). Les rajustements nécessaires devront alors être mis en évidence par le soumissionnaire et seuls ces rajustements pourront être effectués. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- (g) Toute autre modification apportée à la soumission financière soumise par le soumissionnaire sera considérée comme une nouvelle information et sera rejetée. Aucun changement ne sera autorisé à une quelconque autre section de la soumission du soumissionnaire. L'intégralité de l'information soumise conformément aux exigences de cette demande de soumissions en réponse à l'Avis remplacera **uniquement** la partie de la soumission financière originale telle qu'autorisée ci-dessus et sera utilisée pour le reste du processus d'évaluation des soumissions.
- (h) Le Canada déterminera si la soumission financière est recevable pour les exigences examinées à la phase I, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission financière n'est pas jugée recevable au regard des exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.
- (i) Seules les soumissions jugées recevables conformément aux exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada seront examinées à la phase II.

4.1.1.3 Phase II : Soumission technique

- (a) L'examen par le Canada au cours de la phase II se limitera à une évaluation de la soumission technique afin de vérifier si le soumissionnaire a respecté toutes les exigences obligatoires d'admissibilité. Cet examen n'évalue pas si la soumission technique répond à une norme ou répond à toutes les exigences de la soumission. Les exigences obligatoires d'admissibilité sont les critères techniques obligatoires tels qu'ainsi décrits dans la présente demande de soumissions comme faisant partie du Processus de conformité des soumissions en phases. Les critères techniques obligatoires qui ne sont pas identifiés dans la demande de soumissions comme faisant partie du PCSP ne seront pas évalués avant la phase III.
- (b) Le Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire REC précisant les exigences obligatoires d'admissibilité que la soumission n'a pas respectée. Un soumissionnaire dont la soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II recevra un REC qui précisera que sa soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II. Le soumissionnaire en question ne sera pas autorisé à soumettre des informations supplémentaires en réponse au REC.

- (c) Le soumissionnaire disposera de la période de temps précisée dans le REC (« période de grâce ») pour remédier à l'omission de répondre à l'une ou l'autre des exigences obligatoires d'admissibilité inscrites dans le REC en fournissant au Canada, par écrit, des informations supplémentaires ou des clarifications en réponse au REC. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf, dans les circonstances et conditions expressément prévues par le REC.
- (d) La réponse du soumissionnaire doit adresser uniquement les exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le rapport d'évaluation de conformité (REC) et considérées comme non accomplies, et doit inclure uniquement les renseignements nécessaires pour ainsi se conformer aux exigences. Toutefois, dans le cas où une réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC entraînera nécessairement la modification d'autres renseignements qui sont déjà présents dans la soumission, les rajustements nécessaires devront être mis en évidence par le soumissionnaire. La réponse au REC ne doit pas inclure de changement à la soumission financière. Toute autre information supplémentaire qui n'est pas requise pour se conformer aux exigences ne sera pas prise en considération par le Canada.
- (e) La réponse du soumissionnaire au REC devra spécifier, pour chaque cas, l'exigence obligatoire d'admissibilité du REC à laquelle elle répond, notamment en identifiant le changement effectué dans la section correspondante de la soumission initiale, et en identifiant dans la soumission initiale les modifications nécessaires qui en découlent. Pour chaque modification découlant de la réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC, le soumissionnaire doit expliquer pourquoi une telle modification est nécessaire. Il n'incombe pas au Canada de réviser la soumission du soumissionnaire; il incombe plutôt au soumissionnaire d'assumer les conséquences si sa réponse au REC n'est pas effectuée conformément au présent paragraphe. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- (f) Tout changement apporté à la soumission par le soumissionnaire en dehors de ce qui est demandé, sera considéré comme étant de l'information nouvelle et ne sera pas prise en considération. L'information soumise selon les exigences de cette demande de soumissions en réponse au REC remplacera, intégralement et **uniquement** la partie de la soumission originale telle qu'elle est autorisée dans cette section.
- (g) Les informations supplémentaires soumises pendant la phase II et permises par la présente section seront considérées comme faisant partie de la soumission et seront prises en compte par le Canada dans l'évaluation de la soumission lors de la phase II que pour déterminer si la soumission respecte les exigences obligatoires admissibles. Celles-ci ne seront utilisées à aucune autre phase de l'évaluation pour augmenter ou diminuer les notes que la soumission originale pourrait obtenir sans les avantages de telles informations additionnelles. Par exemple, un critère obligatoire admissible qui exige l'obtention d'un nombre minimum de points pour être considéré conforme sera évalué à la phase II afin de déterminer si cette note minimum obligatoire aurait été obtenue si le soumissionnaire n'avait pas soumis les renseignements supplémentaires en réponse au REC. Dans ce cas, la soumission sera considérée comme étant conforme par rapport à ce critère obligatoire admissible et les renseignements supplémentaires soumis par le soumissionnaire lieront le soumissionnaire dans le cadre de sa soumission, mais la note originale du soumissionnaire, qui était inférieure à la note minimum obligatoire pour ce critère obligatoire admissible, ne changera pas, et c'est cette note originale qui sera utilisée pour calculer les notes pour la soumission.
- (h) Le Canada déterminera si la soumission est recevable pour les exigences examinées à la phase II, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission n'est pas jugée recevable selon des exigences examinées à la phase II à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.
- (i) Uniquement les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II et à la satisfaction du Canada seront ensuite évaluées à la phase III.

4.1.1.4 Phase III : Évaluation finale de la soumission

- (a) À la phase III, le Canada complétera l'évaluation de toutes les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II. Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les exigences d'évaluation technique et financière.
- (b) Une soumission sera jugée non recevable et sera rejetée si elle ne respecte pas toutes les exigences d'évaluation obligatoires de la demande de soumissions.

4.2 Évaluation technique**(a) Critères techniques obligatoires :**

- (i) Chaque soumission fera l'objet d'un examen pour en déterminer la conformité avec les exigences obligatoires de la demande de soumissions. Tous les éléments de la demande de soumissions qui constituent des exigences obligatoires sont désignés précisément par les termes « doit », « doivent » ou « obligatoire ». Les soumissions qui ne sont pas conformes à chacune des exigences obligatoires seront déclarées irrecevables et rejetées.
- (ii) Les critères techniques obligatoires sont décrits dans la pièce jointe 2.
- (iii) S'il y a lieu, le Processus de conformité des soumissions en phases s'appliquera uniquement aux exigences techniques obligatoires indiquées par l'exposant ^(PC). Les exigences techniques obligatoires non affectés de l'exposant ^(PC) ne seront pas assujettis au Processus de conformité des soumissions en phases.

(b) Critères techniques cotés

- (i) Chaque soumission sera cotée en attribuant une note aux exigences cotées, qui sont précisées dans la demande de soumissions par le terme « cotées » ou par voie de référence à une note. Les soumissions qui ne sont pas complètes et qui ne contiennent pas tous les renseignements exigés dans la demande de soumissions seront cotées en conséquence.
- (ii) Les exigences cotées sont décrites dans la pièce jointe 2.

(c) Nombre de ressources évaluées

Les ressources ne seront évaluées qu'après l'attribution du contrat quand l'entrepreneur devra accomplir des tâches précises. Après l'attribution du contrat, le processus d'autorisation de tâches sera appliqué conformément à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent, selon l'article intitulé « Autorisation de tâches ». Quand un formulaire d'autorisation de tâches sera émis, l'entrepreneur devra proposer une ressource pour satisfaire le besoin précis d'après l'énoncé des travaux du formulaire d'autorisation de tâches. La ressource proposée sera ensuite évaluée d'après les critères indiqués dans l'énoncé des travaux du contrat, conformément à l'appendice C de l'annexe A.

(d) Vérification des références

- (i) La vérification des références ne se fait pas de façon systématique. Toutefois, si TPSGC choisit de procéder à une vérification des références pour quelque exigence cotée ou obligatoire que ce soit, il vérifiera les références des soumissionnaires dont la candidature pourrait être recommandée en vue de l'attribution du contrat.
- (ii) Le Canada effectuera la vérification des références par courriel. Il enverra toutes les demandes de vérification des références par courriel dans un délai de 48 heures aux personnes-ressources citées en référence par les soumissionnaires dans leur soumission. La réponse doit être envoyée dans les cinq jours ouvrables suivant l'envoi du courriel de vérification des références, faute de quoi le Canada n'attribuera aucun

point ou considérera que le soumissionnaire ne satisfait pas à l'exigence obligatoire en matière d'expérience (selon le cas).

- (iii) Si le client cité en référence ne répond pas dans les cinq jours ouvrables, le Canada ne communiquera pas avec le soumissionnaire, et ce dernier ne pourra pas soumettre le nom d'une autre personne.
- (iv) En cas de contradiction entre l'information donnée par la personne citée en référence et celle fournie par le soumissionnaire, la première prévaudra.
- (v) On n'accordera aucun point ou l'on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté (selon le cas) si (1) le client cité en référence indique qu'il n'est pas en mesure de fournir l'information demandée ou qu'il ne veut pas le faire, ou (2) le client cité en référence n'est pas un client du soumissionnaire même (par exemple, le client ne peut pas être le client d'une filiale du soumissionnaire). De même, on n'accordera aucun point au soumissionnaire ou l'on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client est lui-même une filiale ou une autre entité qui a des liens de dépendance avec le soumissionnaire.

4.3 Évaluation financière

- a) L'évaluation financière sera effectuée d'après les taux quotidiens fermes (pour niveau 3 seulement de chaque catégorie) indiqués dans les soumissions recevables. Une évaluation financière distincte sera effectuée pour chaque volet de travail.
- b) Deux méthodes possibles d'évaluation financière peuvent être utilisées pour le présent besoin. La première méthode sera utilisée si trois soumissions ou plus sont jugées recevables (voir la section c) – Évaluation financière – Méthode A, ci-dessous). La deuxième méthode sera utilisée si moins de trois soumissions sont jugées recevables (voir la section d) – Évaluation financière – Méthode B ci-dessous).
- c) **Évaluation financière – Méthode A** : La méthode d'évaluation financière suivante sera utilisée si trois soumissions ou plus sont jugées recevables.
 - (i) **ÉTAPE 1 – ÉTABLISSEMENT DES MÉDIANES INFÉRIEURES ET SUPÉRIEURES POUR CHAQUE PÉRIODE ET CHAQUE CATÉGORIE DE RESSOURCES** : L'autorité contractante établira, pour chaque période et chaque catégorie de ressources pour chaque volet de travail, la fourchette médiane selon les taux fermes quotidiens fournis par les soumissionnaires dont la soumission est jugée recevable sur le plan technique. Pour chaque catégorie de ressources, on calculera la médiane à l'aide de la fonction connexe dans Microsoft Excel. Cette médiane permettra d'établir une fourchette qui prendra en compte un taux médian inférieur correspondant à une valeur de moins (-) 10 % de la médiane et un taux médian supérieur correspondant à une valeur de plus (+) 30 % de la médiane. Lorsqu'un nombre pair de soumissions sont jugées recevables sur le plan technique, la moyenne des deux tarifs médians sera utilisée pour calculer la fourchette médiane, alors que dans le cas d'un nombre impair de soumissions jugées recevables sur le plan technique, le tarif médian sera utilisé.
 - (ii) **ÉTAPE 2 – ATTRIBUTION DES POINTS** : Pour chaque période et chaque catégorie de ressources pour chaque volet de travail, les points seront attribués de la façon suivante.
 - (A) Le soumissionnaire ne recevra aucun point s'il propose, pour une période et une catégorie de ressources données, un tarif quotidien ferme qui est inférieur à la limite de la médiane inférieure, ou supérieur à la limite médiane supérieure établie pour cette période et cette catégorie de ressources.
 - (B) Le soumissionnaire dont le tarif quotidien ferme entre dans la fourchette des médianes supérieure et inférieure obtiendra des points d'après la formule suivante, qui seront arrondis à deux décimales :

Taux quotidien ferme proposé le plus bas

dans la fourchette des médianes _____ x Maximum de points attribués
Taux quotidien ferme proposé par le soumissionnaire au tableau 1 ci-dessous
dans les limites de la fourchette des médianes

- (C) Le soumissionnaire dont le tarif journalier ferme entre dans la fourchette des médianes établies et qui est le plus bas parmi les tarifs proposés obtiendra le nombre maximum de points applicable indiqué au tableau 1 ci-dessous.

TABLEAU 1 – MAXIMUM DE POINTS ATTRIBUÉS				
VOLET 1				
CATÉGORIES DE RESSOURCES (NIVEAU 3 SEULEMENT)	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT	PÉRIODE D'OPTION 1	PÉRIODE D'OPTION 2	TOTAL DES POINTS
Architecte d'applications et de logiciels - Siebel	200	200	200	600
Architecte d'applications et de logiciels - .Net	200	200	200	600
Programmeur ou développeur de logiciels - Siebel	200	200	200	600
Programmeur-analyste	200	200	200	600
Spécialiste en conversion de données	200	200	200	600
Spécialiste ou analyste de l'assurance de la qualité	200	200	200	600
TOTAL	1200	1200	1200	3600

TABLEAU 1 – MAXIMUM DE POINTS ATTRIBUÉS				
VOLET 2				
CATÉGORIES DE RESSOURCES (NIVEAU 3 SEULEMENT)	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT	PÉRIODE D'OPTION 1	PÉRIODE D'OPTION 2	TOTAL DES POINTS
Architecte d'applications et de logiciels	200	200	200	600
Analyste de systèmes	200	200	200	600
Administrateur de bases de données	200	200	200	600
Analyste de réseau	200	200	200	600
Architecte technique	200	200	200	600
Architecte de la technologie	200	200	200	600
Rédacteur technique	200	200	200	600
TOTAL	1400	1400	1400	4200

TABLEAU 1 – MAXIMUM DE POINTS ATTRIBUÉS				
VOLET 3				
CATÉGORIES DE RESSOURCES (NIVEAU 3 SEULEMENT)	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT	PÉRIODE D'OPTION 1	PÉRIODE D'OPTION 2	TOTAL DES POINTS
Coordonnateur des essais	200	200	200	400
Testeur	200	200	200	400
TOTAL	400	400	400	1200

TABLEAU 1 – MAXIMUM DE POINTS ATTRIBUÉS				
VOLET 4				
CATÉGORIES DE RESSOURCES (NIVEAU 3 SEULEMENT)	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT	PÉRIODE D'OPTION 1	PÉRIODE D'OPTION 2	TOTAL DES POINTS
Testeur	200	200	200	600
Analyste des activités	200	200	200	600
Développeur de didacticiels	200	200	200	600
Rédacteur technique	200	200	200	600

Expert-conseil en gestion du changement	200	200	200	600
Gestionnaire de projet	200	200	200	600
TOTAL	1200	1200	1200	3600

TABLEAU 1 – MAXIMUM DE POINTS ATTRIBUÉS				
VOLET 5				
CATÉGORIES DE RESSOURCES (NIVEAU 3 SEULEMENT)	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT	PÉRIODE D'OPTION 1	PÉRIODE D'OPTION 2	TOTAL DES POINTS
Architecte d'applications et de logiciels	200	200	200	600
Architecte de la technologie	200	200	200	600
Gestionnaire de projet	200	200	200	600
Ordonnancier de projet	200	200	200	600
TOTAL	800	800	800	2400

- (iii) **ÉTAPE 3 – NOTE FINANCIÈRE** : On additionnera les points attribués à l'ÉTAPE 2 pour chaque période et chaque catégorie de ressources, pour chaque volet de travail, et on arrondira le total à deux décimales pour obtenir la note financière. Un exemple d'évaluation financière à l'aide de la méthode A est fourni ci-après.

- (iv) **EXEMPLE D'ÉVALUATION FINANCIÈRE À L'AIDE DE LA MÉTHODE A**

TABLEAU 2 – EXEMPLE D'ÉVALUATION FINANCIÈRE À L'AIDE DE LA MÉTHODE A							
Catégories de ressources	Maximum de points	Soumissionnaire 1		Soumissionnaire 2		Soumissionnaire 3	
		Année 1	Année 2	Année 1	Année 2	Année 1	Année 2
Programmeur	150 (75 points par année)	400,00 \$	400,00 \$	420,00 \$	450,00 \$	450,00 \$	450,00 \$
Analyste des activités	100 (50 points par année)	600,00 \$	600,00 \$	600,00 \$	620,00 \$	650,00 \$	820,00 \$
Gestionnaire de projet	50 (25 points par année)	555,00 \$	900,00 \$	750,00 \$	800,00 \$	700,00 \$	800,00 \$
TOTAL	300						
ÉTAPE 1 – Établissement des médianes inférieures et supérieures pour chaque année et chaque catégorie de ressources							
(Médiane 1)	Pour la catégorie de ressources des programmeurs, la médiane de l'année 1 serait 420 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 336 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 546 \$.						
(Médiane 2)	Pour la catégorie de ressources des programmeurs, la médiane de l'année 2 serait 450 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 360 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 585 \$.						
(Médiane 3)	Pour la catégorie de ressources des analystes des activités, la médiane de l'année 1 serait 600 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 480 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 780 \$.						
(Médiane 4)	Pour la catégorie de ressources des analystes des activités, la médiane de l'année 2 serait 620 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 496 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 806 \$.						
(Médiane 5)	Pour la catégorie de ressources des gestionnaires de projet, la médiane de l'année 1 serait 700 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 560 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 910 \$.						
(Médiane 6)	Pour la catégorie de ressources des gestionnaires de projet, la médiane de l'année 2 serait 800 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 640 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 1 040 \$.						

ÉTAPE 2 – Attribution des points	
Soumissionnaire 1	
Programmeur - année 1 =	75 points (tarif le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
Programmeur - année 2 =	75 points (tarif le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
Analyste des activités - année 1 =	50 points (tarif le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
Analyste des activités - année 2 =	50 points (tarif le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
Gestionnaire de projet - année 1 =	0 point (en dehors des limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
Gestionnaire de projet - année 2 =	22,22 points, d'après le calcul suivant : $\text{taux le plus bas (800 \$)} \div \text{taux proposé par le soumissionnaire (900 \$)} \times 25 \text{ points}$
Soumissionnaire 2	
Programmeur - année 1 =	71,43 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (400 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (420 \$)} \times 75 \text{ points}$
Programmeur - année 2 =	66,67 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (400 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (450 \$)} \times 75 \text{ points}$
Analyste des activités – année 1 =	50 points (prix le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
Analyste des activités – année 2 =	48,39 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (600 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (620 \$)} \times 50 \text{ points}$
Gestionnaire de projet – année 1 =	23,33 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (700 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (750 \$)} \times 25 \text{ points}$
Gestionnaire de projet – année 2 =	25 points (prix le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
Soumissionnaire 3	
Programmeur - année 1 =	66,67 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (400 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (450 \$)} \times 75 \text{ points}$
Programmeur - année 2 =	66,67 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (400 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (450 \$)} \times 75 \text{ points}$
Analyste des activités – année 1 =	46,15 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (600 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (650 \$)} \times 75 \text{ points}$
Analyste des activités – année 2 =	0 point (en dehors des limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
Gestionnaire de projet - année 1 =	25 points (prix le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
Gestionnaire de projet - année 2 =	25 points (prix le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)
ÉTAPE 3 – Note financière	
Soumissionnaire 1 : $75 + 75 + 50 + 50 + 0 + 22,22 = \text{note financière totale de } 272,22 \text{ points sur un total possible de } 300 \text{ points}$	
Soumissionnaire 2 : $71,43 + 67,67 + 50 + 48,39 + 23,33 + 25 = \text{note financière totale de } 284,82 \text{ points sur un total possible de } 300 \text{ points}$	
Soumissionnaire 3 : $66,67 + 66,67 + 46,15 + 0 + 25 + 25 = \text{note financière totale de } 229,49 \text{ points sur un total possible de } 300 \text{ points}$	

- d) **Évaluation financière – Méthode B** : La méthode d'évaluation financière suivante sera utilisée si moins de trois soumissions sont jugées recevables :

- (i) **ÉTAPE 1 – ATTRIBUTION DES POINTS** : Pour chaque période et chaque catégorie de ressources pour chaque volet de travail, les points seront attribués de la façon suivante :

- (A) Les points seront attribués en fonction des calculs ci-dessous, et le total sera arrondi à deux décimales près.

Taux quotidien ferme proposé le plus bas x Maximum de points attribués
Taux quotidien ferme proposé par le soumissionnaire au tableau 3 ci-dessous

Le soumissionnaire offrant le taux quotidien ferme le plus bas obtiendra le nombre maximum de points applicable indiqué au tableau 3 ci-dessous.

TABLEAU 3 – MAXIMUM DE POINTS ATTRIBUÉS				
VOLET 1				
CATÉGORIES DE RESSOURCES (NIVEAU 3 SEULEMENT)	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT	PÉRIODE D'OPTION 1	PÉRIODE D'OPTION 2	TOTAL DES POINTS
Architecte d'applications et de logiciels - Siebel	200	200	200	600
Architecte d'applications et de logiciels - .Net	200	200	200	600
Programmeur ou développeur de logiciels - Siebel	200	200	200	600
Programmeur-analyste	200	200	200	600
Spécialiste en conversion de données	200	200	200	600
Spécialiste ou analyste de l'assurance de la qualité	200	200	200	600
TOTAL	1200	1200	1200	3600

TABLEAU 3 – MAXIMUM DE POINTS ATTRIBUÉS				
VOLET 2				
CATÉGORIES DE RESSOURCES (NIVEAU 3 SEULEMENT)	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT	PÉRIODE D'OPTION 1	PÉRIODE D'OPTION 2	TOTAL DES POINTS
Architecte d'applications et de logiciels	200	200	200	600
Analyste de systèmes	200	200	200	600
Administrateur de bases de données	200	200	200	600
Analyste de réseau	200	200	200	600
Architecte technique	200	200	200	600
Architecte de la technologie	200	200	200	600
Rédacteur technique	200	200	200	600
TOTAL	1400	1400	1400	4200

TABLEAU 3 – MAXIMUM DE POINTS ATTRIBUÉS				
VOLET 3				
CATÉGORIES DE RESSOURCES (NIVEAU 3 SEULEMENT)	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT	PÉRIODE D'OPTION 1	PÉRIODE D'OPTION 2	TOTAL DES POINTS
Coordonnateur des essais	200	200	200	400
Testeur	200	200	200	400
TOTAL	400	400	400	1200

TABLEAU 3 – MAXIMUM DE POINTS ATTRIBUÉS				
VOLET 4				
CATÉGORIES DE RESSOURCES (NIVEAU 3 SEULEMENT)	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT	PÉRIODE D'OPTION 1	PÉRIODE D'OPTION 2	TOTAL DES POINTS
Testeur	200	200	200	600
Analyste des activités	200	200	200	600
Développeur de didacticiels	200	200	200	600
Rédacteur technique	200	200	200	600
Expert-conseil en gestion du changement	200	200	200	600
Gestionnaire de projet	200	200	200	600
TOTAL	1200	1200	1200	3600

TABLEAU 3 – MAXIMUM DE POINTS ATTRIBUÉS				
VOLET 5				
CATÉGORIES DE RESSOURCES (NIVEAU 3 SEULEMENT)	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT	PÉRIODE D'OPTION 1	PÉRIODE D'OPTION 2	TOTAL DES POINTS
Architecte d'applications et de logiciels	200	200	200	600
Architecte de la technologie	200	200	200	600
Gestionnaire de projet	200	200	200	600
Ordonnancier de projet	200	200	200	600
TOTAL	800	800	800	2400

- (ii) **ÉTAPE 2 – NOTE FINANCIÈRE** : On additionnera les points attribués à l'ÉTAPE 1 pour chaque période et chaque catégorie de ressources, et on arrondira à deux décimales pour obtenir la note financière.

e) **Justification des taux pour les services professionnels**

D'après l'expérience du Canada, les soumissionnaires proposeront parfois des taux pour une ou plusieurs catégories de ressources au moment de la soumission qu'ils refuseront plus tard de respecter, en affirmant que ces taux ne leur permettent pas de recouvrer les frais ou de rentabiliser leurs activités. Au moment d'évaluer les taux soumis pour les services professionnels, le Canada peut, sans toutefois y être obligé, demander une justification des prix conformément à cet article. Si le Canada demande une justification des prix, elle sera demandée à tous les soumissionnaires conformes proposant un taux au moins 20 % inférieur à la médiane des taux offerts par tous les soumissionnaires conformes pour la ou les mêmes catégories de ressources. Si le Canada demande une justification des prix, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants :

- (i) une facture (avec le numéro de série du contrat ou un autre identificateur unique du contrat) démontrant que le soumissionnaire a fourni et a facturé des services similaires à ceux qui seraient fournis par cette catégorie de ressources à un client (qui n'a aucun lien de dépendance avec le soumissionnaire) pendant au moins trois (3) mois au cours de la période de dix-huit (18) mois précédant la date de clôture de la demande de soumissions, et que les coûts facturés étaient égaux ou inférieurs au taux proposé au Canada;
- (ii) relativement à la facture mentionnée en (i), une preuve du client du soumissionnaire démontrant que les services indiqués sur la facture comprennent au minimum 50 % des tâches énumérées dans l'énoncé des travaux pour la catégorie de ressources évaluée, et ce, à un taux déraisonnablement bas. Il peut s'agir d'une copie du contrat (dans lequel on décrit les services à offrir et où l'on démontre qu'au moins 50 % des tâches sont les mêmes que celles qui doivent être effectuées dans le cadre de l'énoncé des travaux de la présente demande de soumissions), ou d'une attestation du client indiquant que les

services notés sur la facture comprenaient au moins 50 % des tâches qui doivent être effectuées en vertu de l'énoncé des travaux de la présente demande de soumissions;

- (iii) pour chacun des contrats pour lesquels une facture est présentée à titre de justification, le curriculum vitae de la ressource qui a offert les services dans le cadre de ce contrat afin de démontrer que la ressource répondrait aux exigences obligatoires et obtiendrait la note de passage pour tous les critères cotés de la catégorie de ressource faisant l'objet d'une justification des taux;
- (iv) le nom, le numéro de téléphone et, si possible, l'adresse de courriel d'une personne-ressource du client ayant reçu chacune des factures présentées au point (i), afin que le Canada puisse valider tout renseignement fourni par le soumissionnaire.

Lorsque le Canada demande une justification des taux offerts pour une catégorie de ressources particulière, il incombe entièrement au soumissionnaire de présenter l'information (décrite ci-dessus ou pouvant être autrement demandée par le Canada, y compris l'information qui permettrait au Canada de vérifier les renseignements fournis concernant la ressource proposée) qui permettrait au Canada de déterminer s'il peut réellement se fier à la capacité du soumissionnaire de fournir les services requis aux taux indiqués dans la soumission. Lorsque le Canada détermine que l'information fournie par le soumissionnaire ne justifie pas des taux déraisonnablement bas, la proposition sera jugée irrecevable.

f) **Formules des tableaux d'établissement des prix**

Si les tableaux des prix fournis aux soumissionnaires comprennent des formules, le Canada peut entrer de nouveau les prix fournis par les soumissionnaires dans un nouveau tableau, s'il estime que les formules ne fonctionnent plus correctement dans la version fournie par un soumissionnaire.

4.4 Méthode de sélection

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Si un soumissionnaire est sélectionné pour l'attribution d'un ou plusieurs volets, le Canada se réserve le droit d'attribuer un contrat pour tous les volets de travail alloués à ce soumissionnaire.

(a) **Évaluation des soumissions – Plusieurs contrats attribués pour plusieurs volets de travail**

Processus de sélection : Le processus de sélection suivant sera suivi pour chaque volet de travail.

- (i) Pour être déclarée recevable, une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions, satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires et obtenir la note de passage indiquée pour les critères cotés indiqués dans la demande de soumissions.
- (ii) La soumission recevable obtenant la note totale la plus élevée sera recommandée pour l'attribution du contrat. La note maximale qu'un soumissionnaire peut obtenir pour le mérite technique est de 70; la note maximale en ce qui concerne le prix est établie à 30.
 - (A) Calcul de la note technique totale : Pour chaque volet, on calculera la note technique totale pour chaque soumission recevable en convertissant la note technique obtenue pour les critères techniques cotés par points à l'aide de la formule suivante (le résultat étant arrondi à deux décimales).
$$\frac{\text{Note technique}}{\text{Note technique maximale (Soumissionnaires, veuillez consulter la note technique maximale pour chaque volet à la pièce jointe 2)}} \times 70 = \text{Note technique totale}$$

- (B) Calcul de la note financière totale : Pour chaque volet, on calculera la note financière totale pour chaque soumission recevable en convertissant la note financière obtenue pour l'évaluation financière à l'aide de la formule suivante (le résultat étant arrondi à deux décimales).
- $$\frac{\text{Note financière}}{\text{Maximum de points attribués total (Soumissionnaires, veuillez consulter le maximum de points attribués total pour chaque volet.)}} \times 30 = \text{Note financière totale}$$
- (C) Calcul de la note totale du soumissionnaire : Pour chaque volet, la note totale du soumissionnaire sera calculée pour chaque soumission recevable à l'aide de la formule suivante :
- $$\text{Note technique totale} + \text{note financière totale} = \text{note totale du soumissionnaire}$$
- (iii) Dans l'éventualité où des soumissionnaires obtiendraient la même note totale dans un volet donné, le soumissionnaire ayant obtenu la note technique totale la plus élevée sera classé au premier rang.
- (b) **Attribution de financement pour le contrat** : Lorsque plus d'un contrat est attribué pour un volet de travail, chaque contrat pour ce volet de travail particulier sera attribué selon un montant de financement précisé à l'article intitulé « Limitation des dépenses » et calculé en fonction de ce qui suit :
- (i) Lorsqu'un contrat est attribué, le montant de la limitation des dépenses sera déterminé à la discrétion du Canada.
- (ii) Lorsque deux contrats sont attribués, le montant de la limitation des dépenses de chaque contrat sera déterminé conformément à ce qui suit :
- (A) le soumissionnaire ayant obtenu la note totale la plus élevée recevra **90 %** du financement affecté initialement à ce volet de travail;
- (B) le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième note totale la plus élevée recevra **10 %** du financement affecté initialement à ce volet de travail.
- (c) Les soumissionnaires devraient noter que l'attribution des contrats est assujettie au processus d'approbation interne du Canada, qui prévoit l'approbation obligatoire du financement selon le montant de tout contrat proposé. Même si un soumissionnaire a été recommandé pour l'attribution d'un contrat, un contrat sera attribué uniquement si l'approbation interne est obtenue conformément aux politiques internes du Canada. Si l'approbation n'est pas obtenue, aucun contrat ne sera attribué.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par ce dernier. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable ou qu'il y a manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation fournie avec sa soumission comprend de fausses déclarations, faites sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être présentés avec l'offre, mais il est possible de les présenter après. Si l'une ou l'autre de ces attestations ou l'un ou l'autre de ces renseignements supplémentaires demandés n'est pas fourni, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai qu'elle lui accorde pour fournir les renseignements. Si le soumissionnaire ne remet pas les attestations ou les renseignements supplémentaires énoncés ci-dessous dans le délai imparti, son offre sera jugée non recevable.

(a) Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que ni lui ni un membre de la coentreprise, si le soumissionnaire est une coentreprise, ne sont nommés dans la « [Liste d'admissibilité à soumissionner restreinte par le Programme de contrats fédéraux](https://www.canada.ca/en/employment-social-development/programs/employment-equity/federal-contractor-program.html) » qui figure au bas de la page du site Web du Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada (<https://www.canada.ca/en/employment-social-development/programs/employment-equity/federal-contractor-program.html>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, est nommé dans la « [Liste d'admissibilité à soumissionner restreinte par le Programme de contrats fédéraux](https://www.canada.ca/en/employment-social-development/programs/employment-equity/federal-contractor-program.html) » au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, est nommé dans la « [Liste d'admissibilité à soumissionner restreinte par le Programme de contrats fédéraux](https://www.canada.ca/en/employment-social-development/programs/employment-equity/federal-contractor-program.html) » pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante la pièce jointe 4, Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation, remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante la pièce jointe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation, remplie pour chaque membre de la coentreprise.

(b) Attestation linguistique

En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque personne proposée dans sa soumission :

Unilingue anglais - maîtrise l'anglais. Les personnes proposées doivent être en mesure de communiquer en anglais tant à l'oral qu'à l'écrit, sans aide, et en faisant peu d'erreurs.

Unilingue français - maîtrise le français. Les personnes proposées doivent être en mesure de communiquer en français tant à l'oral qu'à l'écrit, sans aide, et en faisant peu d'erreurs.

Bilingue - maîtrise les deux langues officielles du Canada (français et anglais). Les personnes proposées doivent être en mesure de communiquer en français et en anglais tant à l'oral qu'à l'écrit, sans aide, et en faisant peu d'erreurs.

(c) Présentation d'une seule soumission

En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'il ne se considère pas comme étant « lié » à aucun autre soumissionnaire.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

- (a) Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :
 - (i) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisation valable, conformément à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
- (b) On rappelle aux soumissionnaires d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.
- (c) Pour obtenir de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de sécurité des contrats de TPSGC (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).
- (d) Si le soumissionnaire est une coentreprise, chacun des membres de celle-ci doit respecter les exigences relatives à la sécurité.

6.2 Capacité financière

- (a) La clause A9033T du Guide des CCUA (2012-07-16), Capacité financière, s'applique, à la différence que le paragraphe 3 est supprimé et est remplacé par : « Si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, chaque société mère, y compris la société mère ultime, devra fournir l'information financière demandée en 1(a) à (f). L'information financière fournie par une société mère ne dégage pas pour autant le soumissionnaire de l'obligation de présenter ses propres renseignements financiers; toutefois, si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, et dans le cours normal des affaires les renseignements financiers ne sont pas générés distinctement pour la filiale, les renseignements financiers de la société mère doivent être fournis. Si le Canada juge que le soumissionnaire ne possède pas la capacité financière, mais que la société mère possède cette capacité, ou si le Canada ne peut évaluer la capacité financière du soumissionnaire puisque son information financière fait partie intégrante de celle de la société mère, le Canada peut, à sa seule discrétion, attribuer le contrat au soumissionnaire sous réserve que la société mère fournisse une garantie au Canada. »
- (b) Si le soumissionnaire est une coentreprise, chacun des membres de celle-ci doit respecter les exigences relatives à la capacité financière.

6.3 Exigences relatives aux marchandises contrôlées

- (a) Clause du Guide des CCUA A9130T (2014-11-27) Programme des marchandises Contrôlées
- (b) Dans le cas des coentreprises, chaque membre de la coentreprise doit respecter les exigences du Programme des marchandises contrôlées.

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Remarque à l'intention des soumissionnaires: Tout contrat résultant listera seulement les volets pertinents ci-dessus qui seront attribués aux soumissionnaires acceptés conformément à la méthode d'évaluation décrite dans la présente demande de soumissions. Si un soumissionnaire est sélectionné pour l'attribution d'un ou plusieurs volets, le Canada se réserve le droit d'attribuer un contrat pour tous les volets de travail alloués à ce soumissionnaire.

Les clauses suivantes s'appliquent à tout contrat découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Besoin

- (a) _____ (l'« **entrepreneur** ») consent à fournir au client les services décrits dans le contrat, y compris l'énoncé des travaux, conformément au contrat et aux prix qui y sont énoncés. Cela comprend la prestation de services professionnels, à la demande du Canada, à un ou plusieurs emplacements qui seront précisés par ce dernier, à l'exclusion de tout emplacement se trouvant dans des secteurs assujettis à des ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG).
- (b) **Client** : En vertu du contrat, le « **client** » est le Ministère des Affaires Étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD)
- (c) **Réorganisation du client** : Le changement de dénomination sociale, la réorganisation, le réaménagement ou la restructuration d'un client n'auront aucune incidence sur les obligations de l'entrepreneur (ni ne donneront lieu au paiement d'honoraires supplémentaires). La réorganisation, le réaménagement ou la restructuration du client s'entendent aussi de sa privatisation, de sa fusion avec une autre entité et de sa dissolution, lorsque cette dissolution est suivie de la création d'une ou de plusieurs autres entités dont la mission est semblable à celle du client d'origine. Peu importe le type de restructuration, le Canada peut désigner un autre ministère ou un autre organisme gouvernemental comme autorité contractante ou responsable technique, conformément aux nouveaux rôles et aux nouvelles responsabilités découlant de la restructuration.
- (d) **Définitions** : Les termes et expressions définis dans les conditions générales et dans les conditions générales supplémentaires et employés dans ce contrat ont le sens qui leur est attribué dans les conditions générales ou dans les conditions générales supplémentaires. L'expression « utilisateur désigné » dans l'arrangement en matière d'approvisionnement fait référence au client. De plus, « produit livrable » ou « produits livrables » comprend toute la documentation décrite dans le présent contrat. Une référence à un « bureau local » de l'entrepreneur signifie un bureau ayant au moins un employé à temps plein qui n'est pas une ressource partagée qui y travaille

7.2 Autorisation de tâches

- a) **Autorisations de tâches sur demande** : La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés « sur demande », au moyen d'une autorisation de tâches. Les travaux décrits dans l'autorisation de tâches doivent être conformes à la portée du contrat. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant d'avoir reçu une autorisation de tâches approuvée, émise par le Canada. L'entrepreneur convient que toute tâche effectuée avant la réception de cette autorisation de tâches approuvée est effectuée à ses propres risques.
- b) **Attribution des autorisations de tâches** : Plusieurs contrats ont été attribués pour ce besoin. Par conséquent, l'attribution des autorisations de tâches dans le cadre de la série de contrats sera conforme à ce qui suit :
- (i) Au moment où la série de contrats a été attribuée, chaque entrepreneur a reçu un montant de financement précisé dans la limitation des dépenses en ce qui concerne les

autorisations de tâches selon le processus d'évaluation décrit dans la demande de soumissions qui a mené à l'attribution de la série de contrats.

- (ii) Le Canada utilisera une méthode de rotation pour attribuer les autorisations de tâches; cette méthode sera fondée sur le solde des fonds alloués à chacun des contrats.
 - (iii) Le Canada enverra le premier projet d'autorisation de tâches à l'entrepreneur détenant le plus gros montant. Si le même montant a été alloué à plusieurs entrepreneurs, l'autorisation de tâches sera attribuée à l'entrepreneur classé au premier rang selon le processus d'évaluation décrit dans la demande de soumissions qui a mené à l'attribution de la série de contrats.
 - (iv) L'entrepreneur qui a reçu un projet d'autorisation de tâches disposera du délai établi dans le paragraphe ci-dessous intitulé « Réponse de l'entrepreneur à un projet d'autorisation de tâches » pour répondre à l'autorité contractante.
 - (v) Si l'entrepreneur qui a reçu en premier le projet d'autorisation de tâches ne répond pas dans le délai prévu ou confirme par écrit qu'il refuse ou n'est pas en mesure d'exécuter la tâche, le projet d'autorisation de tâches sera présenté à l'entrepreneur suivant dont le solde du financement alloué est le plus élevé.
 - (vi) Le processus d'envoi du projet d'autorisation de tâches à l'entrepreneur dont le solde des fonds alloués est le plus élevé se poursuivra jusqu'à ce que le Canada annule le besoin associé à la tâche ou que l'autorisation de tâches approuvée soit attribuée à l'un des entrepreneurs. Si aucun des entrepreneurs n'est en mesure d'exécuter la tâche (conformément à l'ensemble des modalités de la série de contrats attribués), le Canada peut faire exécuter les travaux requis autrement.
 - (vii) Une fois l'autorisation de tâche attribuée, aux fins de calculs de l'attribution de celle-ci, la valeur de cette autorisation de tâche, y compris toutes les options applicables au titre de cette AT (et la valeur de toute modification subséquente à celle-ci), sera soustraite du financement attribué à cet entrepreneur.
 - (viii) Lorsqu'une nouvelle tâche devra être exécutée, le projet d'autorisation de tâches sera envoyé à l'entrepreneur dont le solde du financement est le plus élevé. Si plus d'un entrepreneur dispose du même solde du financement alloué (c.-à-d. que plusieurs entrepreneurs disposent de montants égaux), le projet d'autorisation de tâches sera envoyé à celui qui s'est classé au premier rang selon le processus d'évaluation décrit dans la demande de soumissions. Lorsque l'un des contrats de la série est modifié pour ajouter des fonds réservés aux autorisations de tâches, tous les autres contrats de la série (c.-à-d. ceux qui sont encore en vigueur) seront aussi modifiés pour ajouter un montant proportionnel aux fonds alloués au départ pour les autorisations de tâches dans chaque contrat (par exemple, si trois contrats ont été attribués, que les fonds alloués étaient respectivement de 2 M\$, de 1 M\$ et de 750 000 \$ pour les autorisations de tâches, et qu'un montant de 200 000 \$ est ajouté au premier contrat, 100 000 \$ seront alors ajoutés au deuxième contrat, et 75 000 \$ seront ajoutés au troisième).
- c) **Évaluation des ressources proposées à l'étape de l'autorisation de tâches** : Les processus relatifs à l'établissement d'une autorisation de tâches, en réponse à une autorisation de tâche et liés à l'évaluation d'une autorisation de tâches sont décrits aux appendices A, B, C et D de l'annexe A.
- d) **Formulaire et contenu du projet d'autorisation de tâches** :
- (i) Le responsable technique fournira à l'entrepreneur une description des tâches au moyen d'un projet d'autorisation de tâches à l'aide du formulaire figurant à l'appendice B de l'annexe A.
 - (ii) Le projet d'autorisation de tâches doit expliquer en détail les travaux à effectuer et doit également contenir les renseignements suivants :
 - (A) le numéro de tâche;

- (B) la date à laquelle la réponse de l'entrepreneur doit être reçue (cette date figurera dans le projet d'AT, mais pas dans l'AT attribuée);
 - (C) les catégories de ressources et le nombre de ressources nécessaires;
 - (D) une description des travaux associés à la tâche, notamment les activités à réaliser et les produits livrables à présenter (comme des rapports);
 - (E) les dates de début et de fin;
 - (F) toute option pour prolonger la date de fin initiale (s'il y a lieu);
 - (G) les dates clés des produits livrables et des paiements (s'il y a lieu);
 - (H) le nombre de jours-personnes requis;
 - (I) une note indiquant si les travaux comprennent des activités à réaliser sur place, en précisant l'endroit;
 - (J) le profil linguistique des ressources requises;
 - (K) le niveau d'attestation de sécurité que doivent posséder les employés de l'entrepreneur;
 - (L) le prix payable à l'entrepreneur pour l'exécution de la tâche, en indiquant s'il s'agit d'un prix ferme ou du prix maximum de l'autorisation de tâches (et dans le cas du prix maximum, l'autorisation de tâches doit indiquer la façon dont le montant final payable sera déterminé; lorsque l'autorisation de tâches n'indique pas la façon dont le montant final payable sera déterminé, le montant payable est le montant, jusqu'à concurrence du montant maximum, pour les heures réellement travaillées sur le projet que l'entrepreneur justifie en présentant les feuilles de présence remplies au moment de l'exécution des travaux par les employés pour justifier les frais);
 - (M) toute autre contrainte pouvant avoir des répercussions sur l'exécution de la tâche.
- e) **Réponse de l'entrepreneur à un projet d'autorisation de tâches :** L'entrepreneur doit fournir au responsable technique, dans les 5 jours ouvrables de la réception du projet d'autorisation de tâches (ou tout autre délai plus long précisé dans le projet d'autorisation de tâches), une proposition du prix estimatif total pour l'exécution de la tâche et une ventilation de ce coût, établie conformément à la base de paiement du contrat, ainsi que la ou les ressources proposées connexes, conformément à l'appendice A de l'annexe A du contrat. La proposition de prix de l'entrepreneur doit être établie selon les taux stipulés dans le contrat. L'entrepreneur ne sera pas payé pour la préparation ni la présentation d'une réponse, ni pour la fourniture d'autres renseignements requis pour la préparation et l'attribution officielle de l'autorisation de tâches.
- f) **Limite des autorisations de tâches et responsabilités à l'égard de leur émission officielle :**
- (i) Pour être attribuée de façon officielle, une autorisation de tâches doit porter les signatures suivantes :
 - (A) toute autorisation de tâches dont la valeur est inférieure ou égale à 300 000,00 \$ (excluant les taxes applicables) doit être signée par le responsable technique;
 - (B) toute autorisation de tâches, incluant les révisions, d'une valeur supérieure à ce montant doit être signée par :
 - (1) le responsable technique;
 - (2) l'autorité contractante.
- Toute autorisation de tâches qui ne porte pas les signatures requises n'a pas été émise de façon officielle par le Canada et n'est donc pas valide. Tous les travaux réalisés par l'entrepreneur sans que celui-ci ait reçu une autorisation de tâches officielle seront

effectués à ses propres risques. L'entrepreneur doit aviser l'autorité contractante s'il reçoit une autorisation de tâches qui ne porte pas les signatures requises. Au moyen d'un avis écrit envoyé à l'entrepreneur, l'autorité contractante peut suspendre en tout temps le pouvoir du client d'attribuer des autorisations de tâches, ou réduire la valeur indiquée au paragraphe (A) ci-dessus. L'avis de suspension ou de réduction prend effet dès la réception.

g) Rapports d'utilisation périodique :

- (i) L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral, conformément aux autorisations de tâches valides émises dans le cadre du contrat. L'entrepreneur doit fournir ces données conformément aux exigences d'établissement de rapports précisées ci-dessous. Si certaines données requises ne sont pas disponibles, l'entrepreneur doit en indiquer la raison. Si des services ne sont pas fournis pendant une période donnée, l'entrepreneur doit soumettre un rapport portant la mention « NÉANT ». Les données doivent être présentées chaque trimestre à l'autorité contractante. De temps en temps, l'autorité contractante peut également exiger un rapport intérimaire au cours d'une période de référence.

- (ii) Les trimestres sont définis comme suit :

- (A) premier trimestre : du 1^{er} avril au 30 juin;
- (B) deuxième trimestre : du 1^{er} juillet au 30 septembre;
- (C) troisième trimestre : du 1^{er} octobre au 31 décembre;
- (D) quatrième trimestre : du 1^{er} janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées à l'autorité contractante dans les 10 jours civils suivant la fin de la période de référence.

- (iii) Chaque rapport doit contenir les informations suivantes pour chaque autorisation de tâche qui est approuvée et émise de façon officielle (et tel que modifié):

- (A) le numéro de l'autorisation de tâches et le numéro de la version modifiée, le cas échéant;
- (B) le titre ou une courte description de chaque tâche autorisée;
- (C) le nom, la catégorie de ressources et le niveau de chaque ressource participant à l'exécution de l'autorisation de tâches, le cas échéant;
- (D) le coût estimatif total précisé dans l'autorisation de tâches valide de chaque tâche, taxes applicables en sus;
- (E) le montant total dépensé jusqu'à présent, taxes applicables en sus, pour chaque tâche autorisée;
- (F) les dates de début et de fin de chaque tâche autorisée;
- (G) l'état d'avancement de chaque tâche autorisée, s'il y a lieu (p. ex. indiquer si les travaux sont en cours, ou si le Canada a annulé ou suspendu l'autorisation de tâches).

- (iv) Chaque rapport doit aussi contenir les informations cumulatives suivantes pour chaque autorisation de tâches émise de façon officielle (et tel que modifié):

- (A) le montant (taxes applicables en sus) précisé dans le contrat (selon la dernière modification, s'il y a lieu) qui correspond à la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur pour toutes les autorisations de tâches émises de façon officielle;
- (B) le montant total, taxes applicables en sus, dépensé jusqu'à présent pour toutes les autorisations de tâches émises de façon officielle.

h) Réponse à l'AT :

- (i) En plus des autres droits du Canada en vertu du contrat (incluant la résiliation), si, à plus de trois reprises dans une période de six mois, l'entrepreneur :

(A) n'a pas répondu ou a refusé de répondre à une AT dans le délai prévu ou,

(B) a présenté une réponse à une AT qui a été déclarée non conforme,

le Canada peut, à sa discrétion, aviser par écrit l'entrepreneur qu'il doit présenter un plan d'action doit être présenté au Canada, dans lequel il devra décrire les mesures ou les actions à mettre en œuvre pour éliminer le problème. L'entrepreneur disposera de cinq jours ouvrables à compter de la date de réception de cet avis pour remettre le plan d'action au responsable technique et à l'autorité contractante et de 20 jours ouvrables pour corriger le problème.

- (ii) Dans tous les cas où un plan d'action n'est pas fourni et/ou n'est pas mis en œuvre et ne résout pas le problème :

Le Canada peut immédiatement retirer une catégorie de ressources des catégories de ressources disponibles en vertu desquelles les travaux peuvent être demandés dans le contrat, si l'entrepreneur, à au moins trois reprises, lorsqu'on lui a présenté une demande d'AT pour la même catégorie de ressources :

(A) n'a pas répondu ou a refusé de répondre à une AT dans le délai prévu ou,

(B) a présenté une réponse à une AT qui a été déclarée non conforme.

Cette option mentionnée ci-haut ne peut être exercée que par l'autorité contractante au moyen d'un avis écrit et elle sera attestée, à des fins administratives seulement, par une modification au contrat supprimant la ou les catégories de ressources.

i) Refus d'une autorisation de tâches ou soumission d'une réponse non valide :

L'entrepreneur n'est pas tenu de répondre à chaque projet d'autorisation de tâches présenté par le Canada. Cependant, en plus des autres droits du Canada relatifs à la résiliation du contrat, le Canada peut immédiatement et sans autre avis résilier le contrat pour manquement, conformément aux conditions générales, si, à au moins trois reprises pendant la durée du contrat, l'entrepreneur n'a pas répondu ou n'a pas présenté une réponse valable à la suite de la réception d'un projet d'autorisation de tâches. Par souci de clarté, chaque projet d'autorisation de tâches, identifiable par son numéro de tâche, ne comptera que pour un seul cas. Une réponse valide s'entend d'une réponse donnée dans le délai requis et qui satisfait à toutes les exigences du projet d'autorisation de tâches, y compris la proposition du nombre requis de ressources possédant chacune l'expérience minimale et satisfaisant aux autres exigences des catégories indiquées dans le projet d'autorisation de tâches, selon un prix ne dépassant pas les taux établis à l'annexe B. Chaque fois que l'entrepreneur ne présente pas une réponse valide, l'entrepreneur convient que le Canada peut, à sa discrétion, réduire de 2 % la valeur minimale du contrat indiquée dans la clause intitulée « Garantie des travaux minimums ». Cette réduction sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat apportée par l'autorité contractante (l'accord de l'entrepreneur n'est pas nécessaire).

- j) **Regroupement d'autorisations de tâches à des fins administratives :** Le contrat peut être modifié à l'occasion afin de tenir compte de l'ensemble des autorisations de tâches valides attribuées à ce jour, et de consigner le travail effectué dans le cadre de ces autorisations de tâches à des fins administratives.

7.3 Garantie des travaux minimums

- (a) Dans la présente clause :

- (i) La « **valeur maximale du contrat** » désigne le montant indiqué à la clause « **Limitation des dépenses** » du contrat.
 - (ii) La « **valeur minimale du contrat** » représente 20 000,00 \$ (excluant les taxes applicables).
- (b) En vertu du présent contrat, le Canada est tenu de demander des travaux pour un montant correspondant à la valeur minimale du contrat ou, à son choix, de payer l'entrepreneur à la fin du contrat conformément au paragraphe c), sauf pour les cas prévus au paragraphe d). En contrepartie de cette obligation, l'entrepreneur convient de se tenir prêt, pendant toute la période du contrat, à exécuter les travaux décrits dans le contrat. La responsabilité maximale du Canada à l'égard des travaux exécutés dans le cadre du contrat ne doit pas dépasser la valeur maximale du contrat, à moins d'une augmentation autorisée par écrit par l'autorité contractante.
- (c) Si, pendant la durée du contrat, le Canada n'exige pas une quantité de travaux correspondant à la valeur minimale du contrat, il devra verser à l'entrepreneur la différence entre cette valeur et le coût total des travaux demandés.
- (d) Conformément à cet article, le Canada n'aura aucune obligation à l'égard de l'entrepreneur si le Canada résilie l'ensemble du contrat :
- (i) pour manquement;
 - (ii) pour des raisons pratiques à la suite de la décision ou de la recommandation d'un tribunal ou d'une cour, énonçant que le contrat peut être résilié, faire l'objet d'une autre demande de soumissions ou être attribué à un autre fournisseur;
 - (iii) pour des raisons de commodité dans les dix jours ouvrables suivant l'attribution du contrat.

7.4 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et les conditions désignées par un numéro, une date et un titre sont énoncées dans le Guide des CCUA (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>), publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

(a) **Conditions générales :**

- (i) Le document 2035 (2018-06-21), Conditions générales – besoins plus complexes de services, s'applique au contrat et en fait partie intégrante.

En ce qui concerne l'article 30, Résiliation pour raisons de commodité, des conditions générales 2035, la sous-section 04 est supprimée et remplacée par les sous-sections 04, 05 et 06 :

- 4. Les sommes auxquelles l'entrepreneur a droit selon le présent article et les sommes versées ou dues à l'entrepreneur ne doivent pas dépasser, au total, le prix contractuel.
- 5. Si l'autorité contractante résilie le contrat en totalité et que les articles de l'accord comprennent une garantie des travaux minimums, le montant total à verser à l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser le plus élevé des deux montants suivants :
 - (a) le montant total auquel a droit l'entrepreneur selon le présent article, en plus des montants qui lui ont été versés, des montants qui lui seront dus en plus des montants qui devront lui être payés en vertu de la garantie des travaux minimums, ou les montants qui lui sont dus à la date de la résiliation;
 - (b) le montant payable selon la garantie des travaux minimums, moins les montants qui ont été versés, qui sont dus ou qui seront dus à l'entrepreneur à la date de la résiliation.
- 6. Sauf dans la mesure prévue au présent article, l'entrepreneur n'aura aucun recours, notamment en ce qui concerne les dommages-intérêts, la compensation, la perte de profit et l'indemnité découlant de tout avis de résiliation donné par le Canada en vertu du

présent article. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement au Canada toute partie de tout paiement anticipé non liquidé à la date de la résiliation.

(b) **Conditions générales supplémentaires :**

Les conditions générales supplémentaires qui suivent :

- (i) 4002 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – Services d'élaboration ou de modification de logiciels;
- (ii) 4006 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux;

s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.5 Exigences relatives à la sécurité

Les exigences relatives à la sécurité suivantes (Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité LVERS #20 et clauses connexes fournies par le Programme de sécurité des contrats), conformément à l'annexe B de l'arrangement en matière d'approvisionnement), s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

- a) L'entrepreneur doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat, une cote de sécurité d'installation valable au niveau **secret**, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC)
- b) Ce contrat comprend un accès à des marchandises contrôlées. Avant d'avoir accès, le soumissionnaire doit être inscrit au Programme des Marchandises Contrôlées (PMC) de TPSGC
- c) Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens protégés/classifiés, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent tous détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau **fiabilité, confidentiel** ou **secret** tel que requis, délivrée ou approuvée par la DSIC/TPSGC
- d) L'entrepreneur ne doit pas emporter de renseignements protégés/classifiés hors des établissements de travail visés; et l'entrepreneur ou l'offrant doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il l'a respecté
- e) Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité ne doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC/TPSGC
- f) L'entrepreneur doit respecter les dispositions :
 - a. de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe .
 - b. du Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition)

7.6 Période du contrat

- (a) **Période du contrat :** La « **période du contrat** » représente toute la période au cours de laquelle l'entrepreneur est obligé d'exécuter les travaux et comprend :
 - (i) la « **période initiale du contrat** » qui commence à la date d'attribution du contrat et qui prend fin 3 ans plus tard;
 - (ii) la période de prolongation de ce contrat, si le Canada décide de se prévaloir des options énoncées dans le contrat.
- (b) **Option de prolongation du contrat :**
 - (i) L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus 2 périodes supplémentaires de 1 année chacune, selon les mêmes

conditions. L'entrepreneur accepte, au cours de la période prolongée du contrat, d'être payé conformément aux dispositions applicables définies dans la base de paiement.

- (ii) Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en faisant parvenir un avis écrit à l'entrepreneur avant la date d'échéance du contrat. Cette option ne peut être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

7.7 Responsables

(a) Autorité contractante

L'autorité contractante dans le cadre du contrat est :

Nom : Hicham Laassouli

Titre : Spécialiste en approvisionnements

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction générale des approvisionnements

Direction : Direction de l'acquisition de systèmes informatiques et de télécommunications

Adresse : 10, rue Wellington, Gatineau (Québec)

Téléphone : 613-858-9817

Adresse électronique : hicham.laassouli@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification du contrat doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus à la suite de la réception de demandes ou d'instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

(b) Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est : *(À remplir au moment de l'attribution du contrat)*

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

Adresse électronique : _____

Le responsable technique [représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat, et il] est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements touchant la portée des travaux. De telles modifications ne peuvent être effectuées que par l'entremise d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

(c) Représentant de l'entrepreneur *(À remplir au moment de l'attribution du contrat)*

Nom : _____

Titre : _____

Téléphone : _____

Adresse électronique : _____

7.8 Divulgence proactive des contrats conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant des renseignements sur son statut d'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la gestion de la fonction publique, l'entrepreneur a convenu que ces renseignements seront

affichés sur les sites Web ministériels, dans le cadre des rapports de divulgation proactive, conformément à l'[Avis sur la politique des marchés 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor.

7.9 Paiement

(a) Base de paiement

- (i) **Services professionnels fournis dans le cadre d'une autorisation de tâches avec un prix maximum** : Pour les services professionnels exigés par le Canada, en conformité avec une autorisation de tâches émise de façon officielle, le Canada paiera à l'entrepreneur, rétroactivement, jusqu'à concurrence du prix maximum pour l'autorisation de tâches, pour les heures réellement travaillées ainsi que pour tout produit issu de ce travail conformément aux tarifs journaliers fermes tout compris établis à l'annexe B, Base de paiement, taxes applicables en sus. Les périodes de travail de moins d'une journée seront calculées proportionnellement aux heures travaillées en fonction d'une journée de travail de 7,5 heures.
- (ii) **Services professionnels fournis dans le cadre d'une autorisation de tâches à un prix ferme** : Pour la prestation de services professionnels, sur demande par le Canada et conformément à une autorisation de tâches émise de façon officielle, le Canada paiera à l'entrepreneur le prix ferme établi dans l'autorisation de tâches (selon les tarifs journaliers fermes tout compris établis à l'annexe B), taxes applicables en plus.
- (iii) **Incitatif pour le maintien en poste des ressources** : Si l'entrepreneur s'acquitte de façon satisfaisante de toutes ses obligations en vertu de l'autorisation de tâches (AT) autorisée, il recevra une prime incitative pour le maintien en poste des ressources, à condition que chacune des ressources dont le nom figure dans l'AT initiale soit toujours en poste et fournisse les services requis jusqu'au terme ou la réalisation de l'AT et des modifications qui lui seront apportées. L'admissibilité à cet incitatif sera fondée sur la date de début de l'AT pour toutes les catégories de ressources précisées dans l'AT autorisée et ne s'applique pas aux ressources de remplacement. Le Canada versera un incitatif pour le maintien en poste des ressources correspondant à 2 % de la valeur totale de l'AT.
- (iv) **Attribution concurrentielle** : L'entrepreneur reconnaît que le contrat a été attribué à l'issue d'un processus concurrentiel. Aucun montant supplémentaire ne sera versé à l'entrepreneur en compensation d'erreurs, d'oublis ou de mauvaises interprétations ou estimations dans sa soumission.
- (v) **Taux quotidiens fermes de l'entrepreneur** : L'entrepreneur accepte que les taux énoncés dans l'annexe B demeurent fermes pendant toute la période du contrat, sauf pour ce qui est prévu dans les conditions expresses du contrat. En vertu de l'article 18(1) des Conditions générales 2035 du Guide des CCUA, l'entrepreneur reconnaît que son obligation de fournir les services conformément aux taux fermes énoncés à l'annexe B n'est pas visée par l'application d'une loi existante ou de toute nouvelle loi qui pourrait entrer en vigueur pendant la période du contrat.
- (vi) **Taux des services professionnels** : D'après l'expérience du Canada, les soumissionnaires proposeront parfois des taux pour une ou plusieurs catégories de ressources au moment de la soumission qu'ils refuseront plus tard de respecter, en affirmant que ces taux ne leur permettent pas de recouvrer les frais ou de rentabiliser leurs activités. Cela annule les avantages que le Canada aurait pu retirer de ce contrat. Si l'entrepreneur ne répond pas ou refuse de présenter une personne possédant les compétences décrites dans le contrat dans le délai prévu au contrat (ou qu'il propose plutôt de présenter quelqu'un d'une autre catégorie, à un taux différent), même si le Canada résilie le contrat en totalité ou en partie ou choisit de se prévaloir de ses droits en vertu des conditions générales, le Canada peut imposer des sanctions ou prendre des mesures conformément à la Politique sur les mesures correctives du rendement des fournisseurs (ou l'équivalent) de TPSGC en vigueur. Ces mesures peuvent comprendre

une évaluation de laquelle peut découler l'imposition à l'entrepreneur de conditions qu'il devra respecter pour continuer à faire affaire avec le Canada ou une radiation complète de l'entrepreneur l'empêchant de soumissionner à l'avenir.

(b) **Limitation des dépenses – Total cumulatif de toutes les autorisations de tâche**

- (i) La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur dans le cadre du contrat pour toutes les autorisations de tâches émises de façon officielle, y compris toute modification, ne doit pas dépasser le montant énoncé à la page 1 du contrat, moins les taxes applicables. En ce qui concerne le montant inscrit à la première page du contrat, les droits de douane sont exclus, et les taxes applicables sont incluses.
- (ii) Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins qu'une augmentation n'ait été approuvée, par écrit, par l'autorité contractante.
- (iii) L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
 - (A) lorsque 75 % de la somme est engagée; ou
 - (B) quatre mois avant la date d'expiration du contrat; ou
 - (C) dès que l'entrepreneur juge que la somme est insuffisante pour l'achèvement des travaux requis dans le cadre des autorisations de tâches autorisées, y compris toutes révisions,selon la première éventualité.
- (i) Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds supplémentaires requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

(c) **Modalités de paiement pour les autorisations de tâches avec un prix maximum** : Pour chaque autorisation de tâches valide émise conformément au contrat et qui comprend un prix maximum :

- (i) Le Canada paiera l'entrepreneur une fois par mois uniquement, conformément à la base de paiement. L'entrepreneur doit présenter des feuilles de présence pour chaque ressource, indiquant le nombre de jours et d'heures de travail effectués, pour justifier les montants réclamés sur la facture.
- (ii) Une fois que le Canada aura payé le prix maximum pour l'autorisation de tâches, il n'aura plus à verser d'autres montants, mais l'entrepreneur devra achever les travaux décrits dans l'autorisation de tâches et correspondant au prix maximum de l'autorisation de tâches. Si les travaux décrits dans l'autorisation de tâches sont terminés plus tôt que prévu, et que leur coût (en fonction de la durée des travaux confirmée par les feuilles de présence), selon les tarifs établis dans le contrat, est inférieur au prix maximum de l'autorisation de tâches, le Canada ne sera tenu de payer que le temps consacré à la réalisation des travaux liés à l'autorisation de tâches.

(d) **Modalités de paiement pour les autorisations de tâches à prix ferme – Paiement forfaitaire à la fin des travaux** : Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque les travaux liés à l'autorisation de tâches valide seront terminés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- (i) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé au contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation prévues au contrat;
- (ii) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- (iii) les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

- (e) **Méthode de paiement de l'incitatif pour le maintien en poste des ressources - Paiement forfaitaire après la réalisation des travaux :** Le Canada versera à l'entrepreneur un incitatif pour le maintien en poste des ressources à l'achèvement et à la réalisation de tous les travaux associés à l'autorisation de tâches qui a été dûment établie, conformément aux dispositions en matière de paiement décrites à l'article 7.9 Paiement, (a) Base de paiement, (iii) Incitatif pour le maintien en poste des ressources du contrat si :
- (i) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
 - (ii) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
 - (iii) les travaux exécutés ont été acceptés par le Canada.
- (f) **Vérification du temps**
- Le temps facturé et l'exactitude du système d'enregistrement du temps de l'entrepreneur peuvent faire l'objet d'une vérification par le Canada, avant ou après que l'entrepreneur a été payé. Si la vérification est effectuée après le paiement, l'entrepreneur s'engage à rembourser tout montant versé en trop, à la demande du Canada.
- (g) **Aucune obligation de payer pour des travaux non effectués en raison de la fermeture des bureaux du gouvernement**
- (i) Si l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses représentants fournissent des services dans les locaux du gouvernement dans le cadre du contrat et que ces locaux ne sont pas accessibles en raison de l'évacuation ou de la fermeture des bureaux du gouvernement, et que le travail n'est pas effectué en raison de cette fermeture, le Canada n'a pas la responsabilité de payer l'entrepreneur pour le travail qu'il aurait exécuté s'il n'y avait pas eu de fermeture des bureaux.
 - (ii) Si l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses agents ne peuvent accéder aux locaux du gouvernement où ils assurent des services en vertu du contrat en raison d'une grève ou d'un lock-out, et que cette situation les empêche de faire leur travail, le Canada n'est pas tenu de payer l'entrepreneur pour les travaux qui auraient pu être effectués s'il avait eu accès aux locaux.

7.10 Instructions relatives à la facturation

- (a) L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'information exigée dans les conditions générales.
- (b) La facture de l'entrepreneur doit comporter un poste pour chaque sous-alinéa de la base de paiement, et elle doit porter les numéros d'autorisations de tâches applicables.
- (c) En soumettant des factures, l'entrepreneur atteste que les biens et services ont été livrés et que tous les frais sont conformes aux dispositions de la base de paiement du contrat, y compris les frais résultant de l'exécution des travaux par des sous-traitants.
- (d) L'entrepreneur doit remettre au responsable technique l'original de chaque facture. L'entrepreneur doit également fournir une copie des factures à l'autorité contractante, à la demande de celle-ci.

7.11 Attestations

- (a) Sauf indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur dans sa soumission ou avant l'attribution du contrat, toute proposition de prix relative aux autorisations de tâches et la coopération constante quant à la fourniture de renseignements supplémentaires sont des conditions du contrat, et le fait de ne pas les respecter constitue un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

7.12 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur

L'entrepreneur comprend et convient que, lorsqu'il conclut un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi avec le Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada, cet accord doit demeurer valide pendant toute la durée du contrat. Si cet accord devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la « [Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme de contrats fédéraux](#) ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

7.13 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties doivent être déterminées par ces lois.

7.14 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste :

- (a) les articles de la convention, ainsi que les différentes clauses du Guide des CCUA qui sont incorporées par renvoi dans les articles de la convention;
- (b) les conditions générales supplémentaires, selon l'ordre suivant :
 - (i) 4002 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – Services d'élaboration ou de modification de logiciels,
 - (ii) 4006 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux,
- (c) les conditions générales 2035 (2018-06-21), besoins plus complexes de services;
- (d) l'annexe A, Énoncé des travaux, y compris ses appendices, comme suit :
 - (i) Appendice A de l'annexe A – Procédures d'attribution de tâches,
 - (ii) Appendice B de l'annexe A – Formulaire d'autorisation de tâches,
 - (iii) Appendice C de l'annexe A – Critères d'évaluation des ressources et tableau de réponses,
 - (iv) Appendice D de l'annexe A – Attestations à l'étape de l'autorisation de tâches;
- (e) l'annexe B – Base de paiement;
- (f) l'annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;;
- (g) les autorisations de tâches émises de façon officielle et toute attestation requise (y compris toutes les annexes, s'il y a lieu);
- (h) la soumission de l'entrepreneur datée du _____ « ou » modifiée le _____ .

7.15 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

- (a) Clause du guide des CCUA A2000C (2006-06-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Cette clause ou la suivante (selon que le soumissionnaire retenu est un entrepreneur canadien ou un entrepreneur étranger) fera partie de tout contrat subséquent.

7.16 Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

- (a) Clause du guide des CCUA A2001C (2006-06-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

7.17 Exigences en matière d'assurance**(a) Conformité aux exigences en matière d'assurance**

- (i) L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance énoncées dans le présent article. Il doit conserver la couverture exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat ni ne la diminue.
- (ii) L'entrepreneur doit décider si une couverture supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et se conformer aux lois applicables. Toute couverture supplémentaire est à la charge de l'entrepreneur et souscrite pour son bénéfice et sa protection.
- (iii) L'entrepreneur devrait faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, et le certificat d'attestation d'assurance doit confirmer que la police d'assurance satisfaisant aux exigences est en vigueur. Si le certificat d'attestation d'assurance n'est pas rempli et fourni comme il est demandé, l'autorité contractante en informera l'entrepreneur et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus sera considéré comme un manquement aux conditions générales. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée conforme de toutes les polices d'assurance applicables.

(b) Assurance responsabilité civile commerciale

- (i) L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile des entreprises d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
- (ii) La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - (A) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - (B) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - (C) Produits et activités réalisées : Couverture pour les blessures corporelles ou les dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités réalisées par l'entrepreneur.
 - (D) Préjudices personnels : La couverture devrait inclure notamment la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - (E) Responsabilité réciproque/séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans les limites

prévues par la couverture. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été établie pour chacun d'eux.

- (F) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au présent contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions d'assurance contractuelle.
- (G) Les employés et, le cas échéant, les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
- (H) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail ou par un programme semblable).
- (I) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités accomplies : La police doit prévoir la couverture des dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance standard.
- (J) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- (K) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- (L) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- (M) Préjudices découlant de la publicité : L'avenant doit notamment inclure le piratage ou l'appropriation illicite d'idées, ou la violation de droits d'auteur, de marques de commerce, de titres ou de slogans.

(c) **Assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions**

- (i) L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions (également appelée assurance responsabilité civile professionnelle) d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 1 000 000 \$ par perte et suivant le total annuel, y compris les frais de défense.
- (ii) S'il s'agit d'une assurance responsabilité professionnelle sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- (iii) L'avenant suivant doit être compris :

Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

7.18 Programme de marchandises contrôlées

- (a) Clause du guide des CUA A9131C (2014-11-27) Programme des marchandises contrôlées

7.19 Limitation de la responsabilité – Gestion de l'information/technologie de l'information

- (a) Le présent article s'applique malgré toute autre disposition du contrat et remplace l'article des conditions générales intitulé « Responsabilité ». Toute mention dans le présent article de dommages causés par l'entrepreneur comprend les dommages causés par ses employés, ainsi

que ses sous-traitants, ses mandataires et ses représentants, ainsi que leurs employés. Le présent article s'applique, que la réclamation soit fondée contractuellement sur un délit civil ou un autre motif de poursuite. L'entrepreneur n'est pas responsable envers le Canada de l'exécution ou de la non-exécution du contrat, sauf dans les cas précisés dans le présent article et dans tout autre article du contrat préétablissant des dommages-intérêts. L'entrepreneur est uniquement responsable des dommages indirects, particuliers ou consécutifs, dans la mesure décrite dans le présent article, même si l'entrepreneur a été avisé de la possibilité de ces dommages.

(b) **Responsabilité de première partie :**

(i) L'entrepreneur est entièrement responsable envers le Canada de tous les dommages, y compris les dommages indirects, particuliers ou consécutifs, causés par l'exécution ou la non-exécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapportent à :

(A) toute violation des droits de propriété intellectuelle, dans la mesure où l'entrepreneur viole l'article des conditions générales intitulé « Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances »;

(B) toute blessure physique, y compris la mort.

(ii) L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs causés par l'exécution ou la non-exécution du contrat et touchant des biens personnels ou des biens immobiliers qui appartiennent au Canada ou qui sont occupés par celui-ci.

(iii) Chaque partie est responsable de tous les dommages directs causés par son manquement à l'obligation de confidentialité dans le cadre du contrat. Chaque partie est également responsable de tous les dommages indirects, particuliers ou consécutifs relatifs à sa divulgation non autorisée de secrets de fabrication de l'autre partie (ou des secrets de fabrication d'un tiers fournis par une partie à une autre aux termes du contrat) ayant trait à la technologie de l'information.

(iv) L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs qui se rapportent à une charge ou à une réclamation liée à toute portion des travaux pour lesquels le Canada a effectué un paiement. Cette disposition ne s'applique pas aux charges ou réclamations relatives aux droits de propriété intellectuelle, lesquelles sont traitées au sous-alinéa (i)(A) susmentionné.

(v) L'entrepreneur est également responsable de tout autre dommage direct causé au Canada par l'exécution ou la non-exécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapporte à :

(A) tout manquement aux obligations en matière de garantie en vertu du contrat, jusqu'à concurrence du coût total payé par le Canada (y compris toute taxe applicable) pour les biens et les services touchés par le manquement;

(B) tout autre dommage direct, y compris tous les frais directs identifiables afférents au Canada pour faire appel à une autre partie dans le cadre des travaux si le contrat est résilié en totalité ou en partie pour non-exécution, jusqu'à concurrence d'un maximum global correspondant à la plus élevée des deux valeurs suivantes pour l'application de ce sous-alinéa (B) : 75 % du coût total estimatif (le montant indiqué à la première page du contrat dans la case intitulée « Coût total estimatif » ou le montant indiqué sur chaque commande subséquente, bon de commande ou tout autre document utilisé pour commander des biens ou des services dans le cadre du présent instrument), ou 1 000 000 \$.

En aucun cas, la responsabilité totale de l'entrepreneur aux termes de l'alinéa (v) ne dépassera le montant le plus élevé entre le coût total estimatif (comme défini plus haut) du contrat ou 1 000 000 \$.

(vi) Si les dossiers ou les données du Canada sont endommagés à la suite d'une négligence ou d'un acte délibéré de l'entrepreneur, la seule responsabilité de l'entrepreneur consiste à rétablir, à ses frais, les dossiers et les données du Canada en utilisant la copie de

sauvegarde la plus récente conservée par le Canada. Ce dernier doit s'assurer de sauvegarder adéquatement ses documents et ses données.

(c) **Réclamations de tiers :**

- (i) Que la réclamation soit faite au Canada ou à l'entrepreneur, chaque partie convient qu'elle est responsable des dommages qu'elle cause à tout tiers relativement au contrat, tel que stipulé dans un accord de règlement ou ultimement déterminé par une cour compétente, si la cour détermine que les parties sont conjointement et solidairement responsables ou qu'une seule partie est uniquement et directement responsable envers le tiers. Le montant de la responsabilité sera celui précisé dans l'accord de règlement ou déterminé par le tribunal comme ayant été la portion des dommages que la partie a causés au tiers. Aucun accord de règlement ne lie une partie, sauf si ses représentants autorisés l'ont approuvé par écrit.
- (ii) Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et individuelle ou d'une responsabilité conjointe et solidaire, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser au Canada le montant ultimement déterminé par un tribunal compétent comme étant la portion de l'entrepreneur des dommages qu'il a lui-même causés au tiers. Toutefois, malgré l'alinéa (i), lequel concerne les dommages-intérêts spéciaux, indirects ou consécutifs subis par des tiers et couverts par le présent article, l'entrepreneur est uniquement responsable de rembourser au Canada la portion des dommages qu'il a causés sur le montant total que doit verser le Canada à un tiers sur ordre d'un tribunal, en raison d'une responsabilité conjointe et individuelle relativement à la violation des droits de propriétés intellectuelles; de blessures physiques, y compris la mort; des dommages touchant les biens personnels matériels ou immobiliers d'un tiers; toute charge ou tout privilège sur toute portion des travaux; ou du non-respect de la confidentialité.
- (iii) Les parties sont uniquement responsables l'une envers l'autre des dommages causés à des tiers dans la mesure décrite dans le paragraphe (c).

7.20 Entrepreneur en coentreprise

- (a) L'entrepreneur confirme que le nom de la coentreprise est _____ et qu'elle est formée des membres suivants : *(À remplir au moment de l'attribution du contrat)*
- (b) Pour ce qui est des rapports entre les membres de cette coentreprise, chacun d'eux adopte les conventions, fait les déclarations et offre les garanties suivantes (le cas échéant) :
 - (i) _____ a été nommé en tant que « membre représentant » de la coentreprise et est pleinement habilité à intervenir à titre de mandataire de chacun des membres de cette coentreprise pour ce qui est de toutes les questions se rapportant au présent contrat;
 - (ii) en informant le membre représentant, le Canada sera réputé avoir informé tous les membres de cette coentreprise;
 - (iii) toutes les sommes versées par le Canada au membre représentant seront réputées avoir été versées à tous les membres.
- (c) Tous les membres conviennent que le Canada peut, à sa discrétion, résilier le contrat en cas de conflit entre les membres lorsque, de l'avis du Canada, ce conflit nuit d'une manière ou d'une autre à l'exécution des travaux.
- (d) Tous les membres de la coentreprise sont conjointement et individuellement ou solidairement responsables de l'exécution du contrat en entier.
- (e) L'entrepreneur reconnaît que toute modification apportée à la composition de la coentreprise (soit un changement dans le nombre de ses membres ou la substitution d'une autre personne morale à un membre existant) constitue une cession et est soumise aux dispositions des conditions générales du contrat.

- (f) L'entrepreneur reconnaît que, le cas échéant, toutes les exigences contractuelles relatives aux biens contrôlés et à la sécurité s'appliquent à chaque membre de la coentreprise.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : *Le présent article sera supprimé si le soumissionnaire auquel on attribue le contrat n'est pas une coentreprise. Si l'entrepreneur est une coentreprise, cette clause sera complétée par l'information de sa soumission.*

7.21 Services professionnels – Généralités

- (a) L'entrepreneur doit fournir des services professionnels sur demande, tels qu'ils sont précisés dans le présent contrat. Toutes les ressources fournies par l'entrepreneur doivent posséder les compétences décrites dans le contrat (notamment celles relatives à l'expérience, aux titres professionnels, aux études, aux aptitudes linguistiques et à la cote de sécurité) et être capables de fournir les services exigés selon les échéances précisées dans le contrat.
- (b) Si l'entrepreneur ne livre pas les produits livrables (à l'exception d'une personne précise) ou n'effectue pas les tâches décrites dans le contrat dans les délais prescrits, en plus de ne pas se conformer à tout autre droit ou recours dont le Canada peut se prévaloir en vertu du contrat ou de la loi, le Canada peut informer l'entrepreneur du manquement et peut exiger que ce dernier fournisse au responsable technique, dans les dix (10) jours ouvrables, un plan écrit décrivant les mesures que l'entrepreneur entend prendre pour remédier au problème. L'entrepreneur doit préparer le plan et le mettre en œuvre à ses frais.
- (c) L'article intitulé « Remplacement d'individus spécifiques » des conditions générales 2035 a été supprimé et remplacé par ce qui suit :

Remplacement d'individus spécifiques

- (i) Si l'entrepreneur n'est pas en mesure de fournir les services d'une personne en particulier désignée dans le contrat pour exécuter les travaux, il doit, dans les cinq jours ouvrables suivant la réception de l'avis concernant le départ de la personne en question ou son incapacité à entamer les travaux (ou si le Canada en a demandé le remplacement, dans les dix jours ouvrables suivant la remise d'un avis à cet effet), fournir à l'autorité contractante ce qui suit :
- (A) le nom, les qualifications et l'expérience d'un remplaçant proposé disponible immédiatement;
- (B) les renseignements de sécurité sur le remplaçant proposé exigés par le Canada, s'il y a lieu.
- Les qualifications et l'expérience du remplaçant doivent être équivalentes ou supérieures à celles de la ressource initiale.
- (ii) Sous réserve d'un retard justifiable, lorsque le Canada constate qu'une personne désignée dans le contrat pour fournir les services n'a pas été mise à disposition ou ne réalise pas les travaux, l'autorité contractante peut choisir :
- (A) de revendiquer les droits du Canada ou d'exercer un recours en vertu du contrat ou de la loi, y compris de résilier le contrat en totalité ou en partie, pour manquement, en vertu de l'article intitulé « Manquement de la part de l'entrepreneur »;
- (B) d'évaluer les renseignements fournis en vertu du sous-alinéa c)(i) ci-dessus ou, s'ils n'ont pas encore été fournis, d'exiger que l'entrepreneur propose un remplaçant que le responsable technique devra évaluer. Les compétences et l'expérience du remplaçant doivent être équivalentes ou supérieures à celles de la ressource initiale et être jugées satisfaisantes par le Canada. Une fois le remplaçant évalué, le Canada pourra l'accepter, exercer les droits décrits à la division (ii)(A) ci-dessus ou encore exiger qu'on lui propose un autre remplaçant en vertu de l'alinéa c).

En cas de retard justifiable, le Canada pourra exercer les options décrites à la division c)(ii)(B) ci-dessus au lieu de résilier le contrat en vertu de l'article « Retard justifiable ». La non-disponibilité d'une ressource en raison d'une affectation à un autre contrat ou projet (y compris ceux de l'État) exécuté par l'entrepreneur ou l'une de ses sociétés affiliées ne constitue pas un retard justifiable.

- (iii) L'entrepreneur ne doit en aucun cas permettre que les travaux soient exécutés par des remplaçants non autorisés. L'autorité contractante peut ordonner qu'une ressource originale ou qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux. L'entrepreneur doit alors se conformer sans délai à cet ordre. Le fait que l'autorité contractante n'ordonne pas qu'une ressource cesse d'exécuter les travaux n'a pas pour effet de relever l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.
- (iv) Les obligations énoncées dans le présent article s'appliquent en dépit des changements que le Canada pourrait avoir apportés au contexte opérationnel du client.

7.22 Préservation des supports électroniques

- (a) Avant de les utiliser sur l'équipement du Canada ou de les envoyer au Canada, l'entrepreneur doit utiliser un produit régulièrement mis à jour pour balayer les supports électroniques utilisés pour exécuter les travaux afin de s'assurer qu'ils ne contiennent aucun virus informatique ou code malveillant. L'entrepreneur doit informer aussitôt le Canada si un support électronique utilisé pour les travaux renferme des virus informatiques ou autres codes malveillants.
- (b) Si des renseignements ou des documents électroniques sont endommagés ou perdus pendant que l'entrepreneur en a la garde ou en tout temps avant qu'ils ne soient remis au Canada conformément au contrat, y compris en cas d'effacement accidentel, l'entrepreneur doit les remplacer immédiatement à ses frais.

7.23 Déclarations et garanties

Dans sa soumission, l'entrepreneur a fait des déclarations à propos de sa **propre** expérience et expertise et de celles des ressources qu'il propose qui ont donné lieu à l'attribution du contrat et à l'émission d'autorisations de tâches. L'entrepreneur déclare et certifie que toutes ces déclarations sont véridiques et reconnaît que le Canada s'est fondé sur ces déclarations pour lui attribuer le contrat et lui assigner des travaux par l'intermédiaire des autorisations de tâches. De plus, l'entrepreneur déclare et certifie qu'il a et qu'il aura et maintiendra pendant la durée du contrat, ainsi que tout le personnel et les sous-traitants qui effectueront les travaux, les compétences, l'expérience et l'expertise nécessaires pour mener à bien les travaux conformément au contrat et qu'il a (ainsi que le personnel et les sous-traitants) déjà rendu de pareils services à d'autres clients.

7.24 Accès aux biens et aux installations du Canada

Les biens, les installations, le matériel, la documentation et le personnel du Canada ne sont pas forcément mis automatiquement à la disposition de l'entrepreneur. S'il veut y avoir accès, il doit en faire la demande au responsable technique. Sauf indication contraire à cet effet dans le contrat, le Canada n'est pas tenu de fournir à l'entrepreneur l'une ou l'autre des ressources précitées. Si le Canada choisit, à sa discrétion, de mettre ses installations, son matériel, sa documentation et son personnel à la disposition de l'entrepreneur pour effectuer les travaux, il peut exiger une modification de la base de paiement, et des exigences supplémentaires en matière de sécurité peuvent s'appliquer.

7.25 Responsabilités relatives au protocole d'identification

L'entrepreneur doit s'assurer que chacun de ses agents, représentants ou sous-traitants (appelés ci-après représentants de l'entrepreneur) respecte les exigences d'auto-identification suivantes :

- (a) Les représentants de l'entrepreneur qui assistent à une réunion du gouvernement du Canada (à l'intérieur ou à l'extérieur de bureaux du Canada) doivent s'identifier en tant que représentants de l'entrepreneur avant le début de la réunion afin de garantir que chaque participant à la réunion

est au courant du fait que ces personnes ne sont pas des employés du gouvernement du Canada.

- (b) Pendant l'exécution de tout travail sur un site du gouvernement du Canada, chaque représentant de l'entrepreneur doit être clairement identifié comme tel, et ce, en tout temps.
- (c) Si un représentant de l'entrepreneur doit utiliser le système de courriel du gouvernement du Canada dans le cadre de l'exécution des travaux, il doit clairement s'identifier comme étant un agent ou un sous-traitant de l'entrepreneur dans le bloc de signature de tous les messages électroniques qu'il enverra ainsi que dans la section « Propriété ». De plus, ce protocole d'identification doit être utilisé pour toute autre correspondance, communication et documentation.
- (d) Si le Canada détermine que l'entrepreneur a contrevenu à n'importe laquelle de ses obligations en vertu du présent article, l'entrepreneur doit, à la suite d'un avis écrit du Canada, présenter un plan d'action écrit décrivant les mesures qui seront prises pour éviter que le problème ne se produise de nouveau. L'entrepreneur aura cinq (5) jours ouvrables pour présenter le plan d'action au client et à l'autorité contractante, et vingt (20) jours ouvrables pour corriger la source du problème.
- (e) En plus de tous ses autres droits dans le cadre du contrat, le Canada peut résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur ne respecte pas les mesures correctives décrites ci-dessus.

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

1.0 TITRE

Services professionnels en informatique pour les champs de travail suivants :

1. Champ de travail 1 : Services de développement d'applications
2. Champ de travail 2 : Services d'infrastructure et d'administration de bases de données (ABD)
3. Champ de travail 3 : Services de mise à l'essai
4. Champ de travail 4 : Services opérationnels
5. Champ de travail 5 : Services de soutien au projet

2.0 CONTEXTE

Le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD) a la responsabilité première de promouvoir et de défendre les intérêts du Canada à l'étranger ainsi que de diriger les relations du Canada avec les autres pays.

Le Ministère a son Administration centrale à Ottawa et maintient une présence à l'échelle internationale. Le MAECD gère un vaste réseau de missions (ambassades, hauts-commissariats et consulats), de consulats honoraires et d'autres bureaux de représentation. Au Canada, le MAECD mène ses activités par l'entremise des bureaux régionaux de Passeport Canada et d'un réseau de délégués commerciaux affectés aux bureaux de promotion du commerce international disséminés dans tout le pays.

L'étendue et la complexité de la représentation du Canada à l'étranger ont une incidence profonde sur la nature et la portée de l'équipement, des réseaux et de l'infrastructure de GI-TI du Ministère. La conception, la mise en œuvre et l'exploitation des services de GI-TI sont grandement influencées par la mesure dans laquelle les employés du Canada à l'étranger sont dispersés dans le monde; les différences importantes qui existent entre les diverses infrastructures publiques et technologies disponibles dans le monde; les intérêts divergents des pays hôtes; et l'accueil de fonctionnaires des ministères et organismes du gouvernement du Canada qui mènent des activités à l'étranger.

3.0 OBJECTIF

Obtenir des services professionnels en informatique au fur et à mesure des besoins pour appuyer le Programme de mise à niveau du Système de contrôle des importations et des exportations (SCEI-II). Le SCEI contrôle la circulation des marchandises entre le Canada et ses partenaires commerciaux, et ce projet représente une mise à niveau majeure de la plateforme et de ses fonctionnalités.

4.0 ENVIRONNEMENT TECHNIQUE

Microsoft .NET
Team Foundation Server
Serveurs Microsoft IIS

IBM MQ
Cognos BI d'IBM
Siebel CRM
Oracle BI Publisher
Tomcat
Système d'exploitation Microsoft Server
Microsoft SQL Server

5.0 PORTÉE DES TRAVAUX

5.1 L'entrepreneur doit fournir au MAECD Canada des services professionnels en informatique sur demande, à la suite de la présentation d'autorisations de tâches (AT). Les autorisations de tâches peuvent être délivrées pour toute catégorie de ressources indiquées au point 5.3 ci-dessous :

5.2 Principales initiatives du programme

Les principales initiatives du programme nécessitant un soutien comprennent, sans toutefois s'y limiter :

5.2.1 Système des contrôles à l'exportation et à l'importation (SCEI-II)

L'environnement technique du SCEI-II du MAECD s'appuiera sur l'application Siebel CRM 8.x, qui servira d'application interne pour la gestion des licences. Dans la zone d'accès public (ZAP), le MAECD mettra en place une application Web .NET qui permettra aux entreprises de demander des licences. Tous les serveurs utilisent présentement Windows Server 2008 R2 et MS SQL 2012, mais le MAECD va passer à Windows Server 2012 R2 et à MS SQL 2016.

En général, le soutien, la maintenance et l'amélioration des applications comportent des activités telles que :

- Définition et analyse des besoins
- Conception et développement d'applications
- Mises à l'essai
- Gestion des rapports de problèmes
- Déploiement d'applications
- Maintenance de la plateforme logicielle
- Surveillance de l'environnement et de l'application
- Préparation de documentation à l'intention de l'utilisateur et de documentation technique

5.3 Champs de travail et catégories de ressources

Même si une liste de tâches commune est présentée pour toutes les catégories, AMC reconnaît que les affectations définies dans l'AT pourraient nécessiter une ressource de niveau supérieur étant donné que le travail pourrait être considéré comme plus complexe en raison de la nature du projet ou du contexte opérationnel. AMC désigne la nature du projet ou la complexité opérationnelle comme une combinaison de facteurs tels que la valeur du projet ou sa complexité, le fait que son échéancier s'étale sur plus de 6 mois, ou encore le fait que le projet comprend la supervision de produits livrables des ressources subalternes qui y sont associées.

5.3.1 Champ de travail 1 – Services de développement d'applications

N° des SPICT	CATÉGORIE DE RESSOURCE	Niveaux des SPICT
A.1	Architecte d'applications et de logiciels	1,2,3
A.6	Programmeur ou développeur de logiciels	1,2,3
A.7	Programmeur-analyste	1,2,3
I.1	Spécialiste en conversion de données	1,2,3
P.11	Spécialiste ou analyste de l'assurance de la qualité	1,2,3

5.3.2 Champ de travail 2 – Services d'infrastructure et d'administration de bases de données (ABD)

N° des SPICT	CATÉGORIE DE RESSOURCE	Niveaux des SPICT
A.1	Architecte d'applications et de logiciels	1,2,3
A.8	Analyste de systèmes	1,2,3
I.2	Administrateur de bases de données	1,2,3
I.6	Analyste de réseau	1,2,3
I.10	Architecte technique	1,2,3
I.11	Architecte de la technologie	1,2,3
B.14	Rédacteur technique	1,2,3

5.3.3 Champ de travail 3 – Services de mise à l'essai

N° des SPICT	CATÉGORIE DE RESSOURCE	Niveaux des SPICT
A.10	Coordonnateur des essais	1,2,3
A.11	Testeur	1,2,3

5.3.4 Champ de travail 4 – Services opérationnels

N° des SPICT	CATÉGORIE DE RESSOURCE	Niveaux des SPICT
A.11	Testeur	1,2,3
B.1	Analyste des activités	1,2,3
B.9	Développeur de didacticiels	1,2,3
B.14	Rédacteur technique	1,2,3
P.1	Expert-conseil en gestion du changement	1,2,3
P.9	Gestionnaire de projet	1,2,3

5.3.5 Champ de travail 5 - Services de développement d'applications

N° des SPICT	CATÉGORIE DE RESSOURCE	Niveaux des SPICT
A.1	Architecte d'applications et de logiciels	1,2,3
I.11	Architecte de la technologie	1,2,3
P.9	Gestionnaire de projet	1,2,3
P.10	Ordonnancier de projet	1,2,3

5.4 Tâches et livrables selon les ressources

5.4.1 Champ de travail 1 : Services de développement d'applications

5.4.1.1 A.1 Architecte d'applications et de logiciels

Les tâches prévues comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

Soutenir et améliorer les systèmes d'application Siebel :

Convertir les exigences fonctionnelles et opérationnelles en exigences techniques au moyen des CUS/SREQ et autres protocoles dans l'outil de gestion des exigences.

Recueillir et documenter les exigences techniques et fonctionnelles en fonction des nouveaux besoins opérationnels.

Analyser les besoins opérationnels, effectuer l'analyse des options et préparer des rapports d'analyse des options qui comprennent l'analyse des solutions, les plans de livraison estimatifs, les ressources nécessaires et les estimations des coûts pour chaque solution.

Définir et documenter la conception des systèmes à l'aide de Siebel standard.

Intégrer les recommandations/exigences découlant des décisions relatives à l'architecture, des évaluations de sécurité et/ou des essais dans la conception des systèmes.

Préparer ou soutenir la création de la documentation relative à l'architecture.

Fournir à l'équipe du projet des conseils et du soutien relatifs aux pratiques exemplaires pour la mise en œuvre de Siebel.

Définir et documenter les interfaces à l'intérieur des sous-systèmes de l'application, avec des systèmes externes, et entre les nouveaux systèmes et les systèmes actuels.

Recenser et documenter les normes et les cadres propres au système.

Préparer et présenter des séances d'information, des exposés/démonstrations, des mises à jour, des notes d'information ou des rapports.

5.4.1.2 A.6 Programmeur/développeur de logiciels

Les tâches prévues comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

Soutenir et améliorer les systèmes d'application Siebel :

Mettre à jour le code existant ou développement du nouveau code selon les conceptions fonctionnelles en vue de produire de nouvelles versions de l'application.

Développer des scripts et des scénarios.

Analyser les exigences opérationnelles.

Élaborer les exigences en matière de rapports

Intégrer les nouveaux concepts.

Mener les activités de contrôle des versions qui intègrent de nouvelles exigences.

Préparation de nouvelles versions en vue de leur diffusion et déploiement.

Effectuer les essais unitaires sur les nouvelles versions.

Analyser et corriger les bogues/problèmes signalés.

Surveiller et corriger les problèmes liés aux interfaces avec les plateformes autres que Siebel, telles que SAP, .NET.

Suivre l'état des rapports de problèmes signalés et en rendre compte.

Participer aux réunions du comité d'examen des problèmes.

Tester les corrections de bogues.

Effectuer des mises à niveau de produits ou y participer.

Installer des correctifs.

Surveiller et contrôler la performance et la disponibilité du système.

Faire des présentations et des démonstrations.

5.4.1.3 A.7 Programmeur/analyste

Les tâches prévues comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

Soutenir et améliorer les systèmes d'application .NET :

Mettre à jour le code existant ou développement du nouveau code selon les conceptions fonctionnelles en vue de produire de nouvelles versions de l'application.

Développer des scripts et des scénarios.

Analyser les exigences du système.

Mener les activités de contrôle des versions qui intègrent de nouvelles exigences.

Effectuer les essais unitaires sur les nouvelles versions.

Analyser et corriger les bogues/problèmes signalés.

Suivre l'état des rapports de problèmes signalés et en rendre compte.

Participer aux réunions du comité d'examen des problèmes.

Tester les corrections de bogues.

Effectuer des mises à niveau de produits ou y participer et installer des correctifs.

Surveiller et contrôler la performance et la disponibilité du système.

Faire des présentations et des démonstrations.

5.4.1.4 1.1 Spécialiste en conversion de données

Les tâches prévues comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

- Documenter, mettre en œuvre et tenir à jour le modèle logique de données (MLD) et les bases de données physiques Siebel pour l'application SCEI-II.
- Travailler en collaboration avec l'équipe de conception et de développement.
- Maintenir et tenir à jour le MLD et les bases de données physiques Siebel pour le système SCEI-II, au besoin, y compris les répercussions des demandes de changement et des bogues/problèmes TFS.
- Maintenir et tenir à jour les tables de codes pour le système SCEI-II, au besoin, y compris les répercussions des demandes de changement et des bogues/problèmes TFS.
- Concevoir, planifier, élaborer et exécuter les activités et les processus de migration des données nécessaires à la migration des systèmes du MAECD vers le nouveau système SCEI-II.
- Tenir à jour et/ou finaliser la documentation telle que l'inventaire des processus de migration des données, les tables et colonnes des bases de données du SCEI et du CEED qui ne sont pas visées par la migration, le document sur les exigences de migration des données, les étapes de migration en temps réel, les étapes du déploiement de Siebel et une série d'autres documents complexes de schématisation.
- Compléter la conception, la documentation, le développement et la mise en œuvre d'un processus de migration de données entièrement optimisé à l'aide de Siebel EIM, de scripts SQL et de troussees SSIS.
- Recenser les problèmes de qualité des données du SCEI et du CEED et formuler des recommandations sur le nettoyage des données à l'intention de l'équipe des opérations pour résolution ou intervention.
- Fournir des services d'analyse de données et de soutien de script SQL à divers membres de l'équipe de projet, comme l'équipe des opérations, l'équipe de conception, les développeurs, les testeurs et l'équipe de renseignements d'affaires.

- En ce qui concerne les demandes de changement dans le cadre du projet SCEI-II :
 - Fournir des estimations quant aux incidences et au niveau d'effort des activités de migration des données.
 - Mettre en œuvre les demandes de changement approuvées qui ont une incidence sur la migration des données.
- Analyser et résoudre les erreurs de migration de données signalées dans le TFS.
- Participer à la planification et à la mise en œuvre de l'exercice de vérification du SCEI-II.
- Effectuer les activités de migration des données lors du déploiement des versions Siebel dans les différents environnements (SYSTEST, STAGING, etc.).
- Exécuter les activités/tâches d'administrateurs de bases de données à l'appui des déploiements et des environnements du projet SCEI-II.
- Effectuer la validation et la vérification avant et après la migration des données, y compris les rapports d'audit pour chaque version, y compris la mise en ligne.
- Exécuter les activités de migration de données en temps réel deux semaines avant la mise en ligne.
- Exécuter les activités de migration des données en temps réel pendant le weekend de mise en ligne.
- Assurer un soutien après la migration :
 - Veiller à ce que les bases de données du SCEI et du CEED demeurent accessibles au cas où des données du MAECD soient requises pour effectuer une correction dans le SCEI-II.
 - Traiter les exceptions non critiques constatées pendant la migration.
 - Régler tout problème de données qui pourrait survenir lorsque les utilisateurs commenceront à utiliser le nouveau SCEI-II.
 - Coordonner le nettoyage des données dans la nouvelle base de données du SCEI-II.

5.4.1.5 P.11 Spécialiste/Analyste de l'assurance de la qualité

Les tâches prévues comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

Diriger l'élaboration des plans d'essai, des scripts d'essai et des données d'essai.

Participer à des examens de conception fonctionnelle et technique, au besoin.

Réalisation de tests de fonctionnement, d'intégration et de régression.

Documenter les résultats des tests.

Trier les défaillances relevées dans l'AQ/EAU.

Détecter et documenter les défaillances des logiciels.

Participer à des activités de déploiement comme les tests préalables à l'essai.

Fournir des estimations pour les demandes de changement.

Faire des démonstrations/revues générales, au besoin, à l'équipe, au responsable technique, au client ou à d'autres intervenants.

Rédiger et exécuter des scénarios de test de logiciels en fonction des exigences du système.

Créer des cas de test d'automatisation.

Trouver et signaler les bogues.

Créer et tenir à jour des suites de tests.

Effectuer des tests système, de régression, fonctionnels, de performance, de charge et exploratoires.

5.4.1.6 P.11 Spécialiste/Analyste de l'assurance de la qualité

Les tâches prévues comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

- Rédiger et exécuter des scénarios de test de logiciels en fonction des exigences du système.
- Créer des cas de test d'automatisation.
- Trouver et signaler les bogues.
- Créer et tenir à jour des suites de tests.
- Effectuer des tests système, de régression, fonctionnels, de performance, de charge et exploratoires.

5.4.2 Champ de travail 2 : Services d'infrastructure et d'administration de bases de données (ABD)**5.4.2.1 A.1 Architecte d'applications et de logiciels**

Les tâches prévues comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

- Installer, configurer et administrer Siebel.
- Installer, configurer et administrer Oracle BI Publisher.
- Installer, configurer et administrer un outil de recherche intégré à Siebel.
- Concevoir, développer et tester des procédures d'installation automatisées.
- Rédiger des ébauches de documents - Installation et configuration,
Exécution/Opérations/Dépannage, livrets de conception, dossiers d'exploitation.
- Interagir avec le client sur le soutien de l'infrastructure, la configuration (p. ex. les technologies d'équilibrage de charge) et le soutien au Ministère en vue de l'implantation de l'application.
- Fournir un soutien après la mise en œuvre à l'équipe et dans le système.

5.4.2.2 A.8 Analyste de système

Les tâches prévues comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

- Installer, configurer et administrer Websphere MQ d'IBM.
- Concevoir, développer et tester des procédures d'installation automatisées.
- Interagir avec le client sur le soutien de l'infrastructure, la configuration (p. ex. les technologies d'équilibrage de charge) et le soutien au Ministère en vue de l'implantation de l'application.
- Effectuer des tests système, de régression, fonctionnels, de performance, de charge et exploratoires.
- Installer, configurer et administrer les trousse de déploiement de l'application .NET.

5.4.2.3 I.2 – Administrateur de bases de données

Les tâches prévues comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

- Personnaliser les routines de conversion des bases de données.
- Élaborer des stratégies de conversion des données.
- Concevoir, construire et mettre à l'essai des tableaux de bord, des rapports, des applications et des interfaces de portail, y compris des trousse SSIS pour les processus d'extraction, de transformation et de chargement, des rapports SSRS automatisés, du code et des procédures

stockées SQL et des déclencheurs.

Améliorer le rendement, l'adaptabilité et la stabilité des bases de données et des processus de demande.

Concevoir, développer et maintenir des objets de base de données (tables, vues, procédures stockées, déclencheurs) dans des environnements SQL.

Cerner les problèmes et les améliorations aux processus SQL existants en vue d'une efficacité optimale.

Créer et suggérer des index, des structures de données, des tables en mémoire et d'autres concepts d'amélioration du rendement de manière à incorporer les pratiques exemplaires de l'industrie dans la suite de produits.

Déterminer les caractéristiques de conception logique et les stratégies de gestion de l'information pour le stockage, le déplacement et la gestion des données.

Traduire les exigences en objets SQL (requêtes, procédures stockées, fonctions, etc.).

Coder les procédures stockées SQL pour les couches application, utilisateur et interface de la base de données.

Reproduire les calculs opérationnels sous forme de requêtes SQL.

Examiner le rendement des requêtes et optimiser au besoin.

Aider à la configuration en production et au déploiement.

Concevoir, planifier et exécuter la migration des données des anciens systèmes vers les nouvelles applications.

Générer une nouvelle base de données avec les clients internes.

Élaborer et mettre en œuvre des procédures pour les données stockées dans la base de données.

Concevoir, élaborer et mettre en œuvre des procédures de sécurité pour la base de données, notamment la gestion de l'accès et des comptes des utilisateurs.

Orienter les programmeurs, les analystes et les utilisateurs à propos de l'utilisation efficace des données et des requêtes SQL.

Établir les interrelations entre les données par rapport au modèle de données.

Tenir à jour le contrôle de la configuration de la base de données.

Soutenir l'architecture des données.

- Concevoir des changements à apporter au schéma et aux applications/tables/structures de données existantes.
- Effectuer des analyses d'impact et modifier les tables.
- Concevoir et mettre en œuvre l'archivage.

Exécuter et/ou coordonner les mises à jour relatives à la conception de la base de données.

Surveiller et coordonner les changements apportés à la base de données, notamment la suppression des enregistrements, les changements aux enregistrements actuels et les ajouts à la base de données.

Participer au développement et à la coordination des procédures de sauvegarde, de reprise après sinistre et de protection antivirus.

Fournir un soutien en matière de gestion et d'analyse des données aux analystes, aux développeurs, aux testeurs, aux analystes d'affaires et aux analystes de renseignements d'affaires.

Analyser les problèmes et contrôler, coordonner et implémenter les correctifs à l'aide de Siebel EIM.

Développer, déployer et exécuter des scripts SQL depuis et vers différents environnements.

Configurer, gérer, documenter, déployer, soutenir, tenir à jour et dépanner le mode toujours en fonction ALWAYS ON, le chiffrement TLS, le chiffrement TDE et la vérification des données.

Résoudre les problèmes du serveur SQL (y compris Siebel).
Déboguer les problèmes de performance de la base de données ou des requêtes.
Implémenter et soutenir les bases de données Oracle Secure Enterprise Search (OSES).

5.4.2.4 I.6 – Analyste de réseaux

Les tâches prévues comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

Analyser et résoudre les problèmes dans un environnement Windows aux multiples facettes.
Administrer le système dans un environnement Windows.
Implémenter le regroupement d'applications à l'aide de Microsoft Clustering.
Configurer les applications pour utiliser l'équilibrage de charge.
Implémenter et maintenir des pare-feu et résoudre les problèmes connexes.
Rédiger des ébauches de documents - Installation et configuration,
Exécution/Opérations/Dépannage, livrets de conception, dossiers d'exploitation.

5.4.2.5 I.10 Architecte technique

Les tâches prévues comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

Superviser l'intégrité architecturale de bout en bout et la relation avec d'autres projets dans le contexte du programme opérationnel.
Mettre en œuvre des solutions stratégiques qui traitent les défis opérationnels identifiés.
Maintenir une perspective complète du cycle de vie du développement des logiciels et assurer la cohérence avec les normes et la capacité de prestation de l'entreprise et de l'industrie (cycle de développement logiciel).
Cerner les exigences du système et s'en servir pour documenter la conception du logiciel. Évaluer la validité de la conception en fonction des exigences.
Collaborer étroitement avec les développeurs et l'équipe des essais de performance pour assurer une mise en œuvre adéquate.
Formuler des recommandations sur les options de déploiement et les évaluer en vue de réduire les risques au minimum.
Assurer l'intégration et l'interopérabilité totale de tous les aspects des solutions technologiques.
Évaluer le matériel et les logiciels quant à leur capacité de respecter les exigences précisées.
Déterminer les goulots d'étranglement potentiels et réels et formuler des recommandations afin d'améliorer le rendement du système.

5.4.2.6 I.11 Architecte de technologie

Les tâches prévues comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

Superviser l'intégrité architecturale de bout en bout et la relation avec d'autres projets dans le contexte du programme opérationnel.
Convertir les besoins opérationnels en solutions stratégiques qui traitent les défis opérationnels identifiés.
Maintenir une perspective complète du cycle de vie du développement des logiciels et assurer la cohérence avec les normes et la capacité de prestation de l'entreprise et de l'industrie.
Formuler des recommandations spécialisées pour permettre de cerner les exigences du système à des fins de documentation de la conception du logiciel.

Évaluer la validité de la conception en fonction des exigences.
Collaborer étroitement avec les développeurs pour assurer une mise en œuvre adéquate. Assurer la liaison entre le client (par le biais de l'analyste d'affaires) et les développeurs.
Formuler des recommandations sur les options de déploiement et les évaluer en vue de réduire les risques au minimum.
S'assurer que tous les aspects des solutions technologiques sont intégrés conformément au plan d'activités.
Évaluer et recommander le matériel et les logiciels quant à leur capacité de respecter les exigences précisées.
Déterminer les goulots d'étranglement potentiels et réels et formuler des recommandations afin d'améliorer le rendement du système.

5.4.2.7 Rédacteur technique

Les tâches prévues comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

Travailler avec les ressources de l'équipe pour déterminer le type et le niveau de documentation requis (p. ex. livrets de conception, documents techniques, manuels utilisateur, etc.) et planifier la production des documents requis.
Examiner les normes en matière de documentation et la documentation existante pour le projet et formuler des recommandations ou apporter des améliorations.
Recueillir des renseignements sur les caractéristiques et sur les fonctions que fournissent les ressources techniques.
Évaluer les destinataires des documents/manuels et rédiger ou modifier le contenu requis.
Valider l'exactitude des renseignements recueillis.
Coordonner la préparation des illustrations et des diagrammes nécessaires.
Concevoir la présentation des documents et manuels.
Effectuer des études de convivialité au besoin pour améliorer la conception d'une application en cours de développement.
Utiliser des progiciels de traitement de texte, d'édition et de graphisme pour produire des copies finales.
Présenter des séances d'informations et des rapports d'étape à l'intention de la direction.
Participer aux réunions d'équipe.

5.4.3 Champ de travail 3 : Services de mise à l'essai

5.4.3.1 A.10 Coordonnateur des essais

Les tâches prévues comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

Diriger la planification et la coordination des essais de performance.
Effectuer les essais de performance conformément au plan d'activités.
Gérer et surveiller les plans des essais de performance pour tous les niveaux d'essais.
Élaborer un cadre pour l'application Siebel CRM au moyen du langage de programmation Java en vue de l'utilisation de l'outil d'essais automatisé RFT (Rational Functional Tester).
Modifier le code existant et développer du nouveau code Java conformément aux conceptions fonctionnelles.
Gérer les revues générales et les examens relatifs aux essais et à l'état de préparation de la mise en œuvre.
Produire des rapports sur l'avancement des essais.

Élaborer des scénarios pour les essais de rendement et des scripts d'essai.

Établir et tenir des stratégies d'essais de rendement pour un environnement doté de plusieurs plateformes et de systèmes d'exploitation.

Établir les procédures de mise à l'essai des logiciels aux fins des tests unitaires, d'intégration et de régression en mettant l'accent sur l'automatisation des procédures d'essai.

Établir et appliquer des procédures d'essai « d'interopérabilité » en vue de s'assurer que l'interaction et la coexistence de divers éléments de logiciels, qu'on propose de distribuer dans l'infrastructure commune, sont conformes aux normes ministérielles pertinentes et n'ont aucune répercussion nuisible imprévue sur l'infrastructure commune.

Établir une capacité de validation et de vérification qui endosse la conformité en matière de fonctionnement et de rendement.

Fournir des recommandations et de l'orientation, et coordonner les efforts relatifs aux plans et stratégies d'essais, à la sélection d'outils d'essai automatisés et à la détermination des ressources requises pour les essais.

Planifier, organiser et programmer les essais pour des systèmes d'envergure, y compris l'exécution d'essais d'intégration de systèmes, d'essais spécialisés et d'essais d'acceptation par l'utilisateur (p. ex. tests de stress).

Réaliser toutes les activités des essais de performance pour un projet donné.

Collaborer avec les intervenants du projet pour assurer que la planification du rendement et l'établissement des exigences sont effectués de façon efficace.

Analyser le rendement et les exigences opérationnelles, les produits livrables, les résultats, etc.

Aider à établir les paramètres de rendement liés aux exigences.

Analyser les risques liés au rendement et mettre en œuvre des stratégies d'atténuation connexes.

Assurer l'uniformité des essais de rendement et le respect des pratiques organisationnelles.

Établir et évaluer des points de contrôle de la qualité.

Examiner, surveiller et résumer l'état d'avancement des activités de mise à l'essai des projets, en particulier les essais de rendement.

Examiner les rapports d'essais de rendement.

Travailler avec les intervenants du projet pendant la phase de définition du projet pour aider l'équipe à comprendre les risques, les dépendances et les possibilités; participer à la définition et à l'examen des exigences; prêter son expertise en la matière aux projets.

Élaborer des stratégies pour les essais de rendement et des approches d'essai pour répondre aux exigences en matière de rendement et d'automatisation.

Fournir des recommandations et améliorer les processus de manière à favoriser l'atteinte des objectifs de l'équipe, du Ministère et de l'entreprise.

Transférer les connaissances aux ingénieurs, aux développeurs de logiciels et aux vérificateurs de l'assurance de la qualité.

5.4.3.2 A.11 – Testeur

Les tâches prévues comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

Gérer les revues générales et les examens de l'état de préparation des essais et de la mise en œuvre.

Superviser les essais conformément au plan d'activités.

Effectuer des essais des migrations et des vérifications des données.

Rédiger et exécuter des scénarios de test de logiciels en fonction des exigences du système.

Créer des scénarios de tests d'automatisation.

Trouver et signaler les bogues.
Créer et tenir à jour des suites de tests.
Effectuer des tests système, de régression, fonctionnels, de performance, de charge et exploratoires.
Réaliser toutes les activités des essais de performance pour un projet donné.
Collaborer avec les intervenants du projet pour assurer que la planification du rendement et l'établissement des exigences sont effectués de façon efficace.
Analyser le rendement et les exigences opérationnelles, les produits livrables, les résultats, etc.
Définir les exigences de rendement.
Analyser les risques liés au rendement.
Assurer l'uniformité des essais de rendement et le respect des pratiques organisationnelles.
Établir et évaluer des points de contrôle de la qualité.
Examiner, surveiller et résumer l'état d'avancement des activités de mise à l'essai des projets, en particulier les essais de rendement.
Examiner les rapports d'essais de rendement.
Réaliser des essais de rendement actifs dans toutes les phases du projet prévues dans le cycle de développement.
Travailler avec les intervenants du projet pendant la phase de définition du projet pour aider l'équipe à comprendre les risques, les dépendances et les possibilités.
Participer à la définition et à l'examen des exigences.
Prêter son expertise en la matière aux projets.
Élaborer des stratégies pour les essais de rendement et des approches d'essai pour répondre aux exigences en matière de rendement et d'automatisation.
Fournir des recommandations et améliorer les processus de manière à favoriser l'atteinte des objectifs de l'équipe, du Ministère et de l'entreprise.
Effectuer des essais des migrations et des vérifications des données.
Rédiger et exécuter des scénarios de test de logiciels en fonction des exigences du système.
Créer des scénarios de tests d'automatisation.
Trouver et signaler les bogues.
Créer et tenir à jour des suites de tests.
Effectuer des tests système, de régression, fonctionnels, de performance, de charge et exploratoires.

5.4.4 Champ de travail 4 : Services opérationnels

5.4.4.1 A.10 – Testeur

Les tâches prévues comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

Fournir des recommandations et orienter les efforts de coordination relatifs aux plans et stratégies d'essais, à la sélection d'outils d'essai automatisés auprès du personnel technique désigné.
Planifier, organiser et programmer les essais pour les systèmes désignés, y compris l'exécution d'essais d'intégration de systèmes, d'essais spécialisés et d'essais d'acceptation par l'utilisateur (p. ex. tests de stress).
Collaborer avec les intervenants du projet pour assurer que la planification du rendement et l'établissement de futures exigences sont effectués de façon efficace.
Analyser les exigences opérationnelles, les produits livrables et les résultats des essais.
Analyser les risques.
Examiner, surveiller et résumer l'état d'avancement des activités de mise à l'essai des projets.

Examiner les rapports des essais relatifs à l'état du projet.
Effectuer des essais pendant toutes les étapes du cycle de vie du projet.
Collaborer avec les intervenants du projet pendant la phase de définition du projet pour aider l'équipe à comprendre les risques et les dépendances.
Élaborer des stratégies d'essai et des approches d'essai pour l'automatisation potentielle des essais.
Formuler des recommandations sur l'amélioration des processus et les mettre en œuvre.

5.4.4.2 B.1 Analyste des activités

Les tâches prévues comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

Faciliter les séances des groupes de travail et mener des entrevues avec les clients pour recueillir leurs besoins fonctionnels et non fonctionnels.
Documenter les exigences aux fins d'examen par les différentes parties prenantes (clients, personnel technique).
Consulter les experts en la matière du Ministère pour obtenir de l'information sur la faisabilité technique des exigences du système.
Proposer des solutions relatives à l'amélioration des processus d'affaires et des procédures opérationnelles.
Recenser et documenter les nouveaux processus opérationnels.
Documenter les recommandations sous forme de maquettes, de cas d'utilisation et de récits d'utilisateurs, et d'annexes.
Répondre aux questions des concepteurs, des développeurs et des analystes de l'assurance de la qualité à la suite de leur examen des exigences opérationnelles pendant les phases de conception, de développement et d'essai.
Assister à des sessions de revue du système avec le client et les développeurs afin de valider les exigences et de documenter toute demande de changement fonctionnel à la solution.
Rédiger des cas d'essais d'acceptation par l'utilisateur.
Aider et participer aux essais d'acceptation par l'utilisateur de la solution proposée en collaboration avec le client.
Documenter les problèmes relevés lors des essais d'acceptation par l'utilisateur.
Formuler des commentaires à l'intention du responsable technique et des recommandations sur la gestion des enjeux et des risques.
Préparer des dossiers de projet en vue de l'établissement de rapports d'étape à l'intention du groupe de travail et des cadres responsable.
Valider la solution développée par rapport aux exigences et en fonction du client.

5.4.4.3 B.9 Développeur de didacticiels

Les tâches prévues comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

Effectuer des évaluations/analyses des besoins à des fins de formation.
Planifier les projets de formation et en surveiller la réalisation.
Analyser les travaux, les tâches ou le contenu d'apprentissage.
Rédiger des objectifs d'enseignement fondés sur des critères et axés sur le rendement.
Fournir des recommandations sur les médias et les stratégies d'enseignement.
Établir des normes de mesure du rendement.
Élaborer des trousse de formation.
Préparer les utilisateurs finaux à la mise en œuvre des didacticiels.

Dispenser des formations par divers moyens, que ce soit en ligne, en classe, à rythme libre ou par d'autres méthodes d'enseignement acceptables.

Communiquer efficacement par des moyens visuels, oraux et écrits avec des personnes, de petits groupes et devant un large public composé d'employés du Ministère dans divers contextes et avec une variété de niveaux.

Gérer et diriger le développement de didacticiels en suivant les principes de gestion de projet.

5.4.4.4 B.14 Rédacteur technique

Les tâches prévues comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

Travailler avec les ressources de l'équipe pour déterminer le type et le niveau de matériel de formation requis (p. ex. texte d'aide, documents techniques, manuels d'utilisateur, contenu Web) et produire les documents techniques requis.

Examiner et évaluer les normes en matière de documentation et la documentation existante pour le projet et proposer des suggestions d'amélioration.

Assurer la liaison avec d'autres ressources techniques pour recueillir de l'information sur les caractéristiques et les fonctionnalités afin de clarifier tous les aspects techniques connexes.

Recueillir et évaluer les besoins des utilisateurs finaux pour l'élaboration des documents/manuels et la rédaction/révision du contenu requis.

Examiner et vérifier l'exactitude de l'information technique fournie par les ressources internes.

Préparer les illustrations et les diagrammes nécessaires ou formuler des commentaires connexes.

Concevoir la présentation des documents et des manuels de manière à assurer une diffusion claire et cohérente de l'information.

Effectuer des études de convivialité au besoin pour améliorer la conception d'une application en cours de développement.

Utiliser des progiciels de traitement de texte, d'édition et de graphisme pour produire des copies finales/prêtes à photographier des informations techniques.

5.4.4.5 P.1 Conseiller en gestion du changement

Les tâches prévues comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

Analyser et établir les « facteurs essentiels de réussite » des activités.

Analyser et élaborer la conception des exigences architecturales et élaborer les processus et la schématisation des processus.

Orienter les ressources fonctionnelles dans la définition des stratégies et des processus opérationnels à l'appui des activités de transformation et de gestion du changement.

Participer à l'analyse des répercussions du changement et aux activités de gestion du changement.

Participer à un remaniement organisationnel (restructuration organisationnelle du réaménagement des tâches).

Coordonner la conception de la formation et coordonner les activités avec les autres intervenants.

Créer des activités liées à la gestion du changement et les présenter à divers intervenants.

Présenter des exposés à divers intervenants et animer des rencontres et des discussions.

Formuler des recommandations sur les initiatives de gestion du changement et aider à leur mise en œuvre.

Cerner les enjeux liés à l'échéancier du projet et formuler des recommandations à cet égard.

Formuler des recommandations en matière de communication qui seront diffusées à l'interne et à l'extérieur du Ministère.

5.4.4.6 P.9 Gestionnaire de projet

Les tâches prévues comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

- Gérer un éventail de ressources du projet, chacune étant responsable d'un aspect du projet et de l'équipe correspondante.
- Gérer le projet pendant les étapes du développement, de la mise en œuvre et du démarrage opérationnel en veillant à ce que les ressources soient disponibles et que le projet soit développé et pleinement opérationnel conformément aux paramètres de temps, de coût et de rendement convenus préalablement.
- Formuler des énoncés de problèmes; établir des procédures pour l'élaboration et la mise en œuvre d'éléments de projet importants, nouveaux ou modifiés, en vue de résoudre ces problèmes; obtenir les approbations requises du responsable technique.
- Établir et documenter les objectifs du projet; déterminer les exigences budgétaires, la composition, les rôles, les responsabilités et le mandat de l'équipe du projet.
- Produire des rapports sur l'avancement du projet de façon continue et aux étapes prévues de son cycle de vie.
- Rencontrer, dans le cadre de conférences, d'autres intervenants et gestionnaires de projet, et énoncer les problèmes sous une forme qui permet leur résolution.
- Préparer des plans, des graphiques, des tableaux et des diagrammes pour aider le personnel technique à analyser ou à exposer les problèmes; travailler avec différents outils de gestion de projet établis par le Ministère.

5.4.5 Champ de travail 5 : Services de soutien au projet**5.4.5.1 A.1 Architecte d'applications et de logiciels**

Les tâches prévues comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

- Élaborer des architectures, des cadres et des stratégies techniques, pour une organisation ou pour un grand secteur d'application, afin de répondre aux besoins relatifs aux opérations et aux applications.
- Recenser les politiques et les exigences qui devraient être établies ou améliorées en fonction d'une solution particulière.
- Analyser et évaluer d'autres solutions technologiques afin de remédier aux problèmes opérationnels.
- Veiller à l'intégration de tous les aspects des solutions technologiques.
- Suivre de près les tendances de l'industrie afin de s'assurer que les solutions respectent les directives du gouvernement et de l'industrie en matière de technologie.
- Analyser les besoins fonctionnels en vue de déterminer les flux de l'information, des procédures et des décisions.
- Évaluer les procédures et les méthodes existantes, recenser et documenter le contenu, la structure et les sous-systèmes d'application des bases de données.
- Élaborer des dictionnaires de données.
- Déterminer et documenter les interfaces des opérations manuelles et automatisées à l'intérieur des sous-systèmes d'application, avec les systèmes externes, et entre les nouveaux systèmes et les systèmes actuels.
- Établir les points d'entrée et de sortie, y compris un plan détaillé pour l'étape de conception

technique, et obtenir l'approbation de la proposition de système.
Déterminer et décrire les normes propres aux systèmes en ce qui a trait à la programmation, à la documentation et aux essais, notamment pour les programmathèques, les dictionnaires de données et les conventions de dénomination.

5.4.5.2 I.11 Architecte de technologie

Les tâches prévues comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

Superviser l'intégrité architecturale de bout en bout et la relation avec d'autres projets dans le contexte du programme opérationnel.
Convertir les besoins opérationnels en solutions stratégiques qui traitent les défis opérationnels identifiés afin de respecter les spécifications ou les exigences des clients.
Formuler des recommandations pour permettre de cerner les exigences du système à des fins de documentation de la conception du logiciel. Évaluer la validité de la conception en fonction des exigences.
Formuler des recommandations sur les options de déploiement et les évaluer en vue de réduire les risques au minimum.
Veiller à l'intégration de tous les aspects des solutions technologiques.
Évaluer le matériel et les logiciels quant à leur capacité de respecter les exigences précisées.
Évaluer les goulots d'étranglement potentiels et réels et formuler des recommandations afin d'améliorer le rendement du système.

5.4.5.3 P.9 Gestionnaire de projet

Les tâches prévues comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

Encadrer un éventail de ressources du projet, chacune étant responsable d'un aspect du projet et de l'équipe correspondante.
Gérer le projet pendant les étapes du développement, de la mise en œuvre et du démarrage opérationnel en veillant à ce que les ressources soient disponibles et que le projet soit développé et pleinement opérationnel conformément aux paramètres de temps, de coût et de rendement convenus préalablement.
Formuler des énoncés de problèmes et établir des procédures pour l'élaboration et la mise en œuvre d'éléments de projet importants, nouveaux ou modifiés, en vue de résoudre ces problèmes et d'obtenir une approbation à ce titre.
Établir et documenter les objectifs du projet; déterminer les exigences budgétaires, la composition, les rôles, les responsabilités et le mandat de l'équipe du projet.
Produire des rapports sur l'avancement du projet de façon continue et aux étapes prévues de son cycle de vie.
Organiser des réunions avec les intervenants et d'autres gestionnaires de projet, au besoin.
Préparer des plans, des graphiques, des tableaux et des diagrammes pour aider à analyser ou à exposer les problèmes; travailler avec différents outils de gestion de projet établis par le Ministère.
Faire accepter le projet.

5.4.5.4 P.10 Ordonnanceur de projet

Les tâches prévues comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

Élaborer et maintenir les calendriers de projet.
Élaborer et maintenir des structures de répartition de travail.
Produire des rapports et cerner les enjeux portant sur les échéanciers ou les dépendances.
Effectuer et fournir des analyses du chemin critique.
Prévoir des efforts de coordination avec les intervenants internes et externes du projet.
Coordonner les efforts de travail avec chaque membre de l'équipe du ou des projets en utilisant une approche axée sur les résultats.
Veiller à ce que la documentation soit confiée à la gestion de la configuration, au besoin.
Examiner les activités, l'état et les progrès avec le responsable technique, au besoin.
Mettre à jour et gérer le calendrier principal intégré de projet (et d'autres calendriers).
Recenser les efforts de mise en œuvre et d'amélioration des processus liés aux activités de planification et de coordination.

6.0 PRODUITS LIVRABLES

Les produits livrables suivants sont liés au présent énoncé des travaux (sans toutefois s'y limiter) :

- Les ressources doivent fournir des conseils techniques et transférer des connaissances fonctionnelles par l'intermédiaire de documents écrits et de formations individuelles ou en groupe.
- L'entrepreneur doit fournir les produits livrables au responsable technique ou à son représentant (l'ébauche, la version finale ou les deux), tel qu'il est précisé dans chacune des autorisations de tâches. La portée et le contenu précis de chacun des produits livrables seront soumis au responsable technique pour qu'il l'examine et en détermine l'acceptation.
- Les copies finales des produits livrables doivent contenir les commentaires reçus et les changements demandés par le responsable technique ou son représentant, et être livrées au plus tard à la date d'échéance précisée dans chacune des autorisations de tâches.
- Chaque ressource doit soumettre au responsable technique un rapport d'étape hebdomadaire qui respecte le format de présentation précisé dans chacune des autorisations de tâches.
- Le calendrier, le format et le contenu de chaque produit livrable doivent être mutuellement convenus par écrit par l'autorité technique et l'entrepreneur, et seront précisés dans l'autorisation de tâches.
- Rapports d'étape (état d'avancement). L'entrepreneur est tenu de rédiger des rapports d'étape et d'état d'avancement concernant le travail effectué dans le cadre du projet. Ledit rapport sera joint à la feuille de temps mensuelle. Les rapports d'étape devront contenir au minimum les renseignements suivants :
 - toutes les activités importantes réalisées par les ressources au cours de la période;
 - l'état de toutes les mesures et décisions, ainsi qu'une liste des activités en cours;
 - une description des problèmes survenus qui sont susceptibles d'exiger l'attention du responsable technique, ainsi que toute recommandation relative à l'exécution des travaux;
 - la liste des jalons et leurs échéances, les progrès réalisés depuis le dernier rapport, les problèmes survenus et les prochaines étapes;
 - les heures consacrées par l'entrepreneur à la tâche durant la période d'établissement du rapport;
 - les attentes et les produits livrables du mois, de la semaine et du trimestre à venir.
- Les rapports d'étape et les feuilles de temps doivent être transmis avec la facture.
- Plans de projet.

- Code complété et ayant fait l'objet d'un test unitaire.
- Spécifications de conception de système.
- Documents d'analyse.
- Versions terminées.
- Études des besoins.
- Cas d'utilisation.
- Plans et scénarios d'essai.
- Variations de l'architecture.
- Modèles contextuels organisationnels, comme les cas d'utilisation opérationnelle.
- Résultats documentés des plans des essais unitaires, de système et d'intégration.
- Prototypes/validation de principe.
- Présentations/démonstrations sur les codes de l'application et les changements liés à la plateforme.
- Analyse préliminaire des options (APO).
- Conception logique de système.
- Document de conception technique.
- Documents de consultation.
- Contenu technique des plans de projet initiaux (IPP).
- Stratégie de développement.
- Stratégie contextuelle.
- Plan d'engagement à l'égard de la convivialité.
- Analyse des risques et des valeurs ayant trait à la convivialité.
- Modèle de l'utilisateur fonctionnel.
- Facteurs critiques de réussite.
- Documentation selon le recueil des pratiques exemplaires, des normes et des méthodologies du MAECD.
- Élaboration de la conception technique, de la documentation et des procédures.
- Suivi de l'utilisation des requêtes et formulation de recommandations sur la façon de modifier les tables pour une meilleure performance (p. ex. ajout d'index, fusion des tables, ajout de clés étrangères, etc.).
- Rapports sur les coûts et les finances.

6.1 Format des produits livrables

Tous les documents/rapports d'étape doivent être transmis au responsable technique par courriel. Les livrables doivent être modifiables dans un format compatible avec la suite bureautique du MAECD à l'aide de Microsoft Office (p. ex. Word, Excel, PowerPoint, Project et Visio), actuellement à la version 2010.

6.2 Exigences en matière de rapports

L'entrepreneur doit produire un rapport d'étape quotidien, hebdomadaire et/ou mensuel, tel que requis par le responsable technique, qui doit comprendre au moins les éléments suivants :

- a) Réalisations : toutes les activités complétées au cours de la période précédente.
- b) Activités prévues : toutes les activités prévues pour la période suivante.
- c) Activités non prévues : toutes les activités complétées qui n'étaient pas prévues pour la période.

- d) Risques, enjeux et mesures d'atténuation : tous les risques et enjeux cernés, leur probabilité d'occurrence, leurs impacts potentiels ainsi que les mesures appliquées pour atténuer les risques.
- e) Gestion du temps : temps consacré aux diverses activités du projet.

MATÉRIEL FOURNI PAR LE GOUVERNEMENT

Le MAECD fournira à l'entrepreneur l'accès aux éléments suivants, au besoin, aux fins de l'exécution des travaux prévus au contrat. Il est entendu que tous les accès et privilèges seront annulés ou révoqués une fois les autorisations de tâches terminées, et que les produits et services seront retournés, le cas échéant.

- Comptes sur les réseaux informatiques et le système de courrier électronique applicables.
- Poste de travail.
- Poste de travail de développement ayant une configuration suffisante pour exécuter les logiciels nécessaires au développement, à la conception et/ou aux essais.
- Divers outils de développement d'applications, de réalisation d'essais et de gestion des exigences nécessaires à la bonne exécution de la portée du travail.
- Jeton sécurisé pour permettre l'accès à distance aux réseaux informatiques du MAECD, au besoin.
- Accès à une imprimante.
- Carte d'identité permettant l'accès au bâtiment et à l'étage.
- Documents de référence, au besoin.

7. EXIGENCES LINGUISTIQUES

Les ressources doivent posséder les compétences linguistiques (bilingue, anglais, français) énoncées dans l'autorisation de tâche.

8. LIEU DE TRAVAIL

Les travaux peuvent être effectués à distance au moyen de la solution SIGNET Web fournie par le MAECD ou aux installations du MAECD dans la Région de la capitale nationale. L'accès aux systèmes et à l'infrastructure de TI sera fourni à partir du 111, promenade Sussex, du 4200, rue Labelle ou du 200, promenade du Portage. L'entrepreneur doit assister à des réunions au MAECD et est responsable de ses frais de transport et des dépenses connexes.

9. EXIGENCES RELATIVES AUX DÉPLACEMENTS

Aucun déplacement n'est requis.

ANNEXE B

BASE DE PAIEMENT

VOLET 1: SERVICES DE DÉVELOPPEMENT D'APPLICATIONS

Période initiale du contrat		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
Architecte d'applications et de logiciels – Siebel	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Architecte d'applications et de logiciels - .Net	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Programmeur ou développeur de logiciels - Siebel	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Programmeur-analyste	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Spécialiste en conversion de données	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Spécialiste ou analyste de l'assurance de la qualité	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3

Période d'option 1		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
Architecte d'applications et de logiciels – Siebel	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Architecte d'applications et de logiciels - .Net	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Programmeur ou développeur de logiciels - Siebel	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Programmeur-analyste	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Spécialiste en conversion de données	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Spécialiste ou analyste de l'assurance de la qualité	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3

Période d'option 2		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
Architecte d'applications et de logiciels – Siebel	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Architecte d'applications et de logiciels - .Net	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Programmeur ou développeur de logiciels - Siebel	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Programmeur-analyste	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Spécialiste en conversion de données	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Spécialiste ou analyste de l'assurance de la qualité	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3

WORKSTREAM 2: SERVICES D'INFRASTRUCTURE ET D'ADMINISTRATION DE BASES DE DONNÉES (ABD)

Période initiale du contrat		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
Architecte d'applications et de logiciels	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Analyste de systèmes	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Administrateur de bases de données	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Analyste de réseau	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Architecte technique	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Architecte de la technologie	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Rédacteur technique	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3

Période d'option 1		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
Architecte d'applications et de logiciels	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Analyste de systèmes	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Administrateur de bases de données	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Analyste de réseau	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Architecte technique	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Architecte de la technologie	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Rédacteur technique	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3

Période d'option 2		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
Architecte d'applications et de logiciels	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Analyste de systèmes	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Administrateur de bases de données	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Analyste de réseau	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Architecte technique	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Architecte de la technologie	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Rédacteur technique	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3

WORKSTREAM 3: SERVICES DE MISE À L'ESSAI

Période initiale du contrat		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
Coordonnateur des essais	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Testeur	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3

Période d'option 1		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
Coordonnateur des essais	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Testeur	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3

Période d'option 2		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
Coordonnateur des essais	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Testeur	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3

WORKSTREAM 4: SERVICES OPÉRATIONNELS

Période initiale du contrat		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
Testeur	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Analyste des activités	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Développeur de didacticiels	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Rédacteur technique	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Expert-conseil en gestion du changement	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Gestionnaire de projet	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3

Période d'Option 1		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
Testeur	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Analyste des activités	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Développeur de didacticiels	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Rédacteur technique	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Expert-conseil en gestion du changement	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Gestionnaire de projet	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3

Période d'Option 2		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
Testeur	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Analyste des activités	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Développeur de didacticiels	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Rédacteur technique	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Expert-conseil en gestion du changement	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Gestionnaire de projet	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3

WORKSTREAM 5: SERVICES DE DÉVELOPPEMENT D'APPLICATIONS

Période initiale du contrat		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
Architecte d'applications et de logiciels	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Architecte de la technologie	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Gestionnaire de projet	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Ordonnancier de projet	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3

Période d'Option 1		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
Architecte d'applications et de logiciels	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Architecte de la technologie	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Gestionnaire de projet	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Ordonnancier de projet	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3

Période d'Option 2		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
Architecte d'applications et de logiciels	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Architecte de la technologie	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Gestionnaire de projet	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Ordonnancier de projet	3	\$ à déterminer
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3

ANNEXE C

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

(Voir le document en pièce-jointe)

APPENDICE A DE L'ANNEXE A

PROCÉDURE D'ATTRIBUTION DE TÂCHES

1. Lorsqu'un besoin relatif à une tâche précise sera identifié, une version préliminaire du formulaire d'autorisation de tâches joint à l'appendice B de l'annexe A sera remise à l'entrepreneur conformément à la méthode d'attribution indiquée dans l'article du contrat intitulé « Attribution des autorisations de tâches ». Lorsqu'il reçoit un formulaire d'autorisation de tâches, l'entrepreneur doit soumettre au responsable technique son offre de prix pour les catégories de ressources demandées d'après les renseignements contenus dans le formulaire d'autorisation de tâches, ainsi que la ou les ressources proposées connexes. L'offre de prix doit être signée et envoyée au Canada dans le délai de réponse précisé dans le formulaire d'autorisation de tâches. L'entrepreneur disposera d'un délai d'au moins 5 jours ouvrables (ou tout autre délai plus long précisé dans le projet d'autorisation de tâches) pour présenter son offre de prix.
2. Avec chaque proposition de prix, l'entrepreneur doit proposer le nombre requis de ressources, et pour chaque ressource proposée, l'entrepreneur doit fournir un curriculum vitae ainsi que les renseignements relatifs à l'attestation de sécurité demandée, et doit remplir les tableaux de réponse à l'appendice C de l'annexe A qui portent sur les catégories de ressources indiquées dans le projet d'autorisation de tâches. La même personne ne peut être proposée pour plus d'une catégorie de ressources. Les curriculum vitae devraient montrer que chaque personne proposée répond aux exigences décrites en matière de qualification (y compris les exigences en matière d'études, d'expérience de travail et d'accréditation professionnelle). En ce qui a trait aux ressources proposées :
 - (i) Les ressources proposées peuvent être des employés de l'entrepreneur ou des employés d'un sous-traitant, ou des entrepreneurs indépendants auxquels l'entrepreneur confierait une partie du travail en sous-traitance. (Se reporter à l'appendice D de l'annexe A, Attestations.)
 - (ii) En ce qui concerne les exigences en matière d'études touchant un grade, un titre ou un certificat en particulier, le Canada ne tiendra compte que des programmes d'études ayant été réussis par la ressource avant la date d'émission du projet d'autorisation de tâches à l'entrepreneur.
 - (iii) Pour les exigences relatives aux titres professionnels, la ressource doit détenir le titre ou l'accréditation exigé à la publication du projet d'autorisation de tâches et doit demeurer, le cas échéant, un membre en règle de l'organisme professionnel en question pendant la période d'évaluation et la durée du contrat. Lorsque l'affiliation ou le titre professionnel doit être démontré au moyen d'une certification, d'un diplôme ou d'un grade, ce document doit être à jour, valide et émis par l'entité précisée dans le présent contrat ou, si l'entité n'est pas précisée, par une entité, une institution ou un organisme reconnu ou accrédité au moment où le document a été émis.
 - (iv) En ce qui concerne l'expérience de travail, le Canada ne tiendra pas compte de l'expérience acquise dans le cadre d'un programme de formation, sauf s'il s'agit d'expérience acquise dans le cadre d'un programme coopératif officiel dans un établissement postsecondaire.
 - (v) Pour les exigences qui demandent un nombre précis d'années d'expérience (p. ex. deux ans), le Canada ne tiendra pas compte de cette expérience si le curriculum vitae ne donne pas les dates précises (le mois et l'année) de l'expérience alléguée (c.-à-d. la date de début et la date de fin). Le Canada n'évaluera que la période au cours de laquelle la ressource a réellement travaillé au projet ou aux projets (de la date de début indiquée par la ressource jusqu'à la date de fin, plutôt qu'à partir de la date de début et de fin générale d'un projet ou d'un groupe de projets auxquels la ressource a participé).
 - (vi) Le curriculum vitae ne doit pas seulement indiquer le titre du poste occupé par la personne, mais doit également démontrer que cette personne a acquis l'expérience

nécessaire en expliquant les responsabilités et les tâches effectuées à ce poste. Le fait d'énumérer simplement l'expérience en ne fournissant aucune donnée à l'appui pour décrire les responsabilités et les tâches ainsi que leur pertinence par rapport aux exigences, ou le fait de réutiliser les mêmes expressions que le formulaire d'autorisation de tâches, ne sera pas considéré comme la « preuve » d'une expérience aux fins de cette évaluation. L'entrepreneur devrait fournir des détails complets concernant le lieu, les dates (le mois et l'année) et les activités ou responsabilités qui ont permis d'acquérir les qualifications et l'expérience citées. Advenant que la ressource proposée ait travaillé en même temps sur plus d'un projet, la durée de la période de chevauchement de ces projets ne sera prise en considération qu'une seule fois lors de l'évaluation de l'expérience.

3. On évaluera les qualifications et l'expérience des ressources proposées par rapport aux exigences établies à l'appendice C de l'annexe A, afin de déterminer si ces ressources satisfont aux critères obligatoires et cotés. Le Canada peut exiger une preuve selon laquelle la ressource proposée a suivi avec succès une formation officielle, ainsi que des références. Le Canada peut effectuer un contrôle des références pour vérifier l'exactitude des renseignements fournis. Le cas échéant, ce contrôle sera fait par courriel (sauf si la personne citée en référence n'est accessible que par téléphone). Le Canada n'attribuera aucun point à l'entrepreneur ou considérera qu'un critère obligatoire n'est pas satisfait s'il ne reçoit pas de réponse dans les cinq (5) jours ouvrables. Le troisième jour après l'envoi du courriel, si le Canada n'a pas reçu de réponse, il en informera le soumissionnaire par courriel pour que ce dernier puisse rappeler à la personne en question qu'il faut répondre au Canada dans le délai de cinq (5) jours ouvrables prescrit. Si les renseignements fournis par une personne citée en référence diffèrent des renseignements fournis par l'entrepreneur, les renseignements fournis par la personne citée en référence seront les renseignements évalués. On n'accordera aucun point à l'entrepreneur ou l'on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client cité en référence n'est pas un client de l'entrepreneur lui-même (par exemple, le client ne peut pas être le client d'une filiale de l'entrepreneur). De même, on n'accordera aucun point à l'entrepreneur ou l'on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client est lui-même une filiale ou une autre entité qui a un lien de dépendance avec l'entrepreneur. Des références de l'État seront acceptées.
4. Pendant l'évaluation des ressources proposées, si les références de deux ressources ou plus nécessaires dans le cadre de l'autorisation de tâches ne fournissent pas de réponse ou ne justifient pas les qualifications exigées pour la prestation des services requis, l'offre de prix pourrait être déclarée irrecevable.
5. Seules les offres qui respectent tous les critères obligatoires seront évaluées dans le cadre des critères cotés. Chaque ressource proposée doit obtenir une note minimale requise pour les critères cotés pour la catégorie de ressource applicable. Si la note d'une ressource proposée est inférieure à la note requise, l'offre de prix de l'entrepreneur sera jugée irrecevable.
6. Dès que l'offre de prix aura été acceptée par le responsable technique, le formulaire d'autorisation de tâches sera signé par le Canada et envoyé à l'entrepreneur, qui devra le signer. Le formulaire d'autorisation de tâches doit être dûment signé par le Canada avant le début des travaux. L'entrepreneur ne doit commencer les travaux qu'après avoir reçu un formulaire d'autorisation de tâches (l'autorisation de tâches) approuvé. Tous les travaux réalisés par l'entrepreneur sans formulaire d'autorisation de tâches le seront à ses risques.

APPENDICE B DE L'ANNEXE A
FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHES

(Voir le document en pièce-jointe)

APPENDICE C DE L'ANNEXE A

CRITÈRES D'ÉVALUATION DES RESSOURCES ET TABLEAU DE RÉPONSE

Champ de travail 1 - Services de développement d'applications

1. A.1 Architecte d'applications et de logiciels - Siebel

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
O1	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises comme Architecte d'applications et de logiciels, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous. Pour être pris en compte, les projets mentionnés en référence doivent intégrer au moins 50 % des tâches connexes énumérées à l'annexe A – Énoncé des travaux pour cette catégorie de ressources.</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		
O2	<p>L'entrepreneur doit fournir au moins deux (2) références de projets connexes menés au cours des cinq (5) dernières années qui peuvent valider les connaissances et l'expérience de la ressource conformément à l'exigence obligatoire 1. Ces renseignements devraient inclure le nom de l'organisation, le nom de la personne-ressource, son numéro de téléphone, son adresse électronique, le lien avec la personne-ressource, une description des projets ainsi que la date et la durée du contrat.</p> <p>Remarque : l'État acceptera deux (2) références provenant d'un (1) seul projet seulement si une ressource a été affectée au projet pendant au moins cinq (5) ans. Les références doivent être un superviseur direct, un gestionnaire ou un directeur ayant travaillé avec la ressource afin d'être admissibles (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p>		

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
	Les projets mentionnés en référence doivent avoir duré au moins six (6) mois.		
O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée est disposée à obtenir le dédouanement des marchandises contrôlées par l'entremise du programme de dédouanement des marchandises contrôlées de TPSGC et qu'elle est en mesure de le faire. L'entrepreneur dispose d'un maximum de soixante (60) jours à compter de l'acceptation de l'AT pour libérer toutes les ressources proposées (s'applique aux niveaux 1 à 3).		
O4	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises en architecture, conception et mise en œuvre du produit Siebel conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous : Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience; Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience; Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.		
O5	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises au cours des douze (12) dernières années dans la configuration et le soutien du produit Siebel conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous : Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience; Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience; Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.		

Critères cotés		Expérience démontrée	Nombre max. de points	Notation	Résultat
C1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a obtenu et détient une certification Siebel d'Oracle. Une copie de cette certification doit figurer dans la proposition.		/20	Certification = 20 points	
C2	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projet, que la ressource proposée possède de l'expérience dans l'intégration du logiciel Siebel ou .Net à d'autres applications, comme IBM WebSphere (MQ Series), SAP, etc.		/20	Moins de 5 années - 0 point Entre 5 et 7 ans = 5 points Entre 7 et 9 ans = 10 points Entre 9 et 11 ans = 15 points 11 ans et plus = 20 points	
C3	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée a de l'expérience dans l'intégration des exigences opérationnelles à la conception et dans la préparation des documents de spécifications techniques.		/20	Moins de 5 ans = 0 point Entre 5 et 7 ans = 5 points Entre 7 et 9 ans = 10 points Entre 9 et 11 ans = 15 points 11 ans et plus = 20 points	
C4	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans la conception et le développement d'interfaces utilisateur Siebel ou .Net et/ou d'objets d'intégration pour une application de délivrance de permis.		/10	1 projet = 5 points 2 projets et plus = 10 points	

C5	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience sur Team Foundation Server (TFS).		/10	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 4 ans = 5 points 4 ans et plus = 10 points	
C6	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen de descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience avec la solution de gestion des exigences Blueprint.		/10	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 4 ans = 5 points 4 ans et plus = 10 points	
C7	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projet, que la ressource proposée possède au moins cinq (5) ans d'expérience cumulés au cours des dix (10) dernières années en matière de participation ou de direction des séances de consultation avec les intervenants* du Ministère afin de rassembler les exigences opérationnelles, techniques ou fonctionnelles requises pour concevoir des solutions opérationnelles ou d'applications. <i>* Un intervenant est une personne, un groupe ou une organisation qui peut influencer sur une décision, une activité ou le résultat d'un projet, d'un programme ou d'un portefeuille, qui peut en ressentir les effets ou qui estime être touché par les effets.</i>		/20	Moins de 5 ans = 0 point Entre 5 et 7 ans = 5 points Entre 7 et 9 ans = 10 points Entre 9 et 11 ans = 15 points 11 ans et plus = 20 points	
Note de passage = 80 sur 110			/110		

2. A.1 Architecte d'applications et de logiciels (.Net uniquement)

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
O1	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises comme Architecte d'applications et de logiciels conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous. Pour être pris en compte, les projets mentionnés en référence doivent intégrer au moins 50 % des tâches connexes énumérées à l'annexe A – Énoncé des travaux pour cette catégorie de ressources.</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		
O2	<p>L'entrepreneur doit fournir au moins deux (2) références de projets connexes menés au cours des cinq (5) dernières années qui peuvent valider les connaissances et l'expérience de la ressource conformément à l'exigence obligatoire 1. Ces renseignements devraient inclure le nom de l'organisation, le nom de la personne-ressource, son numéro de téléphone, son adresse électronique, le lien avec la personne-ressource, une description des projets ainsi que la date et la durée du contrat.</p> <p>Remarque : l'État acceptera deux (2) références provenant d'un (1) seul projet seulement si une ressource a été affectée au projet pendant au moins cinq (5) ans. Les références doivent être un superviseur direct, un gestionnaire ou un directeur ayant travaillé avec la ressource afin d'être admissibles (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p> <p>Les projets mentionnés en référence doivent avoir duré au moins six (6) mois.</p>		
O3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée est disposée à obtenir le dédouanement des marchandises contrôlées par l'entremise du Programme de dédouanement des marchandises contrôlées de TPSGC et qu'elle est en mesure de le faire. L'entrepreneur dispose d'un maximum de soixante (60) jours à compter de l'acceptation de l'AT pour libérer toutes les ressources proposées (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p>		

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
O4	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience de travail requises en architecture, conception et mise en œuvre du produit .Net conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous :</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		
O5	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises au cours des douze (12) dernières années dans la configuration et le soutien du produit .Net conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous :</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		

Critères cotés		Expérience démontrée	Nombre max. de points	Notation	Résultat
C1	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projet, que la ressource proposée possède de l'expérience dans l'intégration du logiciel Siebel ou .Net à d'autres applications, comme IBM WebSphere (MQ Series), SAP, etc.</p>		/20	<p>Moins de 5 ans = 0 point</p> <p>Entre 5 et 7 ans = 5 points</p> <p>Entre 7 et 9 ans = 10 points</p>	

				Entre 9 et 11 ans = 15 points 11 ans et plus = 20 points	
C2	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée a de l'expérience dans l'intégration des exigences opérationnelles à la conception et dans la préparation des documents de spécifications techniques.		/20	Moins de 5 ans = 0 point Entre 5 et 7 ans = 5 points Entre 7 et 9 ans = 10 points Entre 9 et 11 ans = 15 points 11 ans et plus = 20 points	
C3	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans la conception et le développement d'interfaces utilisateur Siebel ou .Net et/ou d'objets d'intégration pour une application de délivrance de permis.		/10	1 projet = 5 points 2 projets et plus = 10 points	
C4	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience sur Team Foundation Server (TFS).		/10	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 4 ans = 5 points 4 ans et plus = 10 points	
C5	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen de descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience avec la solution de gestion des exigences Blueprint.		/10	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 4 ans = 5 points 4 ans et plus = 10 points	
C6	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projet, que la ressource proposée possède au moins cinq (5) ans d'expérience cumulés au cours des dix (10) dernières années en		/20	Moins de 5 ans = 0 point Entre 5 et 7 ans = 5 points	

	<p>matière de participation ou de direction des séances de consultation avec les intervenants* du Ministère afin de rassembler les exigences opérationnelles, techniques ou fonctionnelles requises pour concevoir des solutions opérationnelles ou d'applications.</p> <p><i>*Un intervenant est une personne, un groupe ou une organisation qui peut influencer sur une décision, une activité ou un résultat d'un projet, d'un programme ou d'un portefeuille, qui peut en ressentir les effets ou qui estime être touché par les effets.</i></p>			<p>Entre 7 et 9 ans = 10 points</p> <p>Entre 9 et 11 ans = 15 points</p> <p>11 ans et plus = 20 points</p>	
Note de passage = 65 sur 90			/90		

3. A.6 Programmeur/développeur de logiciels - Siebel

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
O1	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises comme programmeur/développeur de logiciels conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous. Pour être pris en compte, les projets mentionnés en référence doivent intégrer au moins 50 % des tâches connexes énumérées à l'annexe A – Énoncé des travaux pour cette catégorie de ressources.</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		
O2	L'entrepreneur doit fournir au moins deux (2) références de projets connexes menés au cours des cinq		

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
	<p>(5) dernières années qui peuvent valider les connaissances et l'expérience de la ressource conformément à l'exigence obligatoire 1. Ces renseignements devraient inclure le nom de l'organisation, le nom de la personne-ressource, son numéro de téléphone, son adresse électronique, le lien avec la personne-ressource, une description des projets ainsi que la date et la durée du contrat.</p> <p>Remarque : l'État acceptera deux (2) références provenant d'un (1) seul projet seulement si une ressource a été affectée au projet pendant au moins cinq (5) ans. Les références doivent être un superviseur direct, un gestionnaire ou un directeur ayant travaillé avec la ressource afin d'être admissibles (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p> <p>Les projets mentionnés en référence doivent avoir duré au moins six (6) mois.</p>		
O3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée est disposée à obtenir le dédouanement des marchandises contrôlées par l'entremise du Programme de dédouanement des marchandises contrôlées de TPSGC et qu'elle est en mesure de le faire.</p> <p>L'entrepreneur dispose d'un maximum de soixante (60) jours à compter de l'acceptation de l'AT pour libérer toutes les ressources proposées (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p>		
O4	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises au cours des douze (12) dernières années dans le développement de l'application Siebel, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous :</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		

Critères cotés		Expérience démontrée	Nombre max. de points	Notation	Résultat
C1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une certification Siebel d'Oracle valide. Une copie de cette certification doit figurer dans la proposition.		/20	Certification = 20 points	
C2	Le fournisseur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée a cumulé, au cours des quinze (15) dernières années, de l'expérience dans l'utilisation des outils Siebel pour configurer les applications Siebel.		/20	Moins de 4 ans = 0 point Entre 4 et 6 ans = 5 points Entre 6 et 8 ans = 10 points Entre 8 et 10 ans = 15 points 10 ans et plus = 20 points	
C3	Le fournisseur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée a de l'expérience en matière de rédaction de scripts Siebel.		/20	Moins de 4 ans = 0 point Entre 4 et 6 ans = 5 points Entre 6 et 8 ans = 10 points Entre 8 et 10 ans = 15 points 10 ans et plus = 20 points	

C4	Le fournisseur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée a de l'expérience en matière de conception et de configuration des flux de travail Siebel.		/20	Moins de 4 ans = 0 point Entre 4 et 6 ans = 5 points Entre 6 et 8 ans = 10 points Entre 8 et 10 ans = 15 points 10 ans et plus = 20 points	
C5	Le fournisseur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans la conception, le développement et la mise à l'essai d'interfaces utilisateur Siebel ou d'objets d'intégration pour une application de délivrance de permis.		/10	Moins d'un an = 0 point Entre 1 et 3 ans = 5 points 3 ans et plus = 10 points	
C6	Le fournisseur doit démontrer, au moyen de descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience avec l'outil de gestion des exigences Blueprint.		/10	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 4 ans = 5 points 4 ans et plus = 10 points	
C7	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience sur Team Foundation Server (TFS).		/10	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 4 ans = 5 points 4 ans et plus = 10 points	

C8	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée a de l'expérience sur BI Publisher d'Oracle intégré à une application Siebel.		/20	Moins de 4 ans = 0 point Entre 4 et 6 ans = 5 points Entre 6 et 8 ans = 10 points Entre 8 et 10 ans = 15 points 10 ans et plus = 20 points	
C9.	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède une expérience de la configuration/du développement dans l'application Siebel CRM, version 17.0 [IP2017] ou version ultérieure.		/15	Moins d'un mois = 0 point Entre 1 et 6 mois = 5 points Entre 6 mois et 1 an = 10 points 1 an et plus = 15 points	
C10	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans l'utilisation de SQL de Microsoft pour développer des requêtes ou des procédures stockées et pour déterminer et déboguer les problèmes dans l'application Siebel.		/20	Moins de 4 ans = 0 point Entre 4 et 6 ans = 5 points Entre 6 et 8 ans = 10 points Entre 8 et 10 ans = 15 points 10 ans et plus = 20 points	

C11	La personne proposée par l'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, qu'elle possède de l'expérience avec l'administration du serveur Siebel et/ou les configurations au niveau de l'entreprise à des fins de migration des objets du référentiel ou non, d'optimisation des performances ou de dépannage général.		/30	Moins d'un an = 0 point Entre 1 et 3 ans = 5 points Entre 3 et 5 ans = 10 points Entre 5 et 7 ans = 15 points Entre 7 et 9 ans = 20 points Entre 9 et 11 ans = 25 points 11 ans et plus = 30 points	
Note de passage = 145 sur 195			/195		

4. A.7 Programmeur / Analyste

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
O1	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises comme programmeur/analyste conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous. Pour être pris en compte, les projets mentionnés en référence doivent intégrer au moins 50 % des tâches connexes énumérées à l'annexe A – Énoncé des travaux pour cette catégorie de ressources.		

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
	<p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		
O2	<p>L'entrepreneur doit fournir au moins deux (2) références de projets connexes menés au cours des cinq (5) dernières années qui peuvent valider les connaissances et l'expérience de la ressource conformément à l'exigence obligatoire 1. Ces renseignements devraient inclure le nom de l'organisation, le nom de la personne-ressource, son numéro de téléphone, son adresse électronique, le lien avec la personne-ressource, une description des projets ainsi que la date et la durée du contrat.</p> <p>Remarque : l'État acceptera deux (2) références provenant d'un (1) seul projet seulement si une ressource a été affectée au projet pendant au moins cinq (5) ans. Les références doivent être un superviseur direct, un gestionnaire ou un directeur ayant travaillé avec la ressource afin d'être admissibles (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p> <p>Les projets mentionnés en référence doivent avoir duré au moins six (6) mois.</p>		
O3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée est disposée à obtenir le dédouanement des marchandises contrôlées par l'entremise du Programme de dédouanement des marchandises contrôlées de TPSGC et qu'elle est en mesure de le faire.</p> <p>L'entrepreneur dispose d'un maximum de soixante (60) jours à compter de l'acceptation de l'AT pour libérer toutes les ressources proposées (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p>		
O4	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises au cours des douze (12) dernières années dans le développement de l'application .Net à l'aide de Microsoft Visual Studio.Net conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous :</p>		

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
	<p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		
O5	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises cumulées au cours des douze (12) dernières années dans le développement de procédures stockées SQL et de requêtes Transact-SQL dans un environnement Microsoft SQL Server, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous :</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		
O6	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises dans le développement d'applications ASP.NET en se servant de C#.NET et d'applications JavaScript, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous :</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		

Critères cotés	Expérience démontrée	Nombre max. de points	Notation	Résultat
----------------	----------------------	-----------------------	----------	----------

C1	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projet, que la ressource proposée possède de l'expérience dans le développement de requêtes Transact-SQL et de procédures stockées dans un environnement Microsoft SQL Server.		/20	Moins de 4 ans = 0 point Entre 4 et 5 ans = 5 points Entre 5 et 6 ans = 10 points Entre 6 et 7 ans = 15 points 7 ans et plus = 20 points	
C2	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projet, que la ressource proposée a de l'expérience dans la conception et le développement de bases de données relationnelles d'entreprise.		/20	Moins de 4 ans = 0 point Entre 4 et 6 ans = 5 points Entre 6 et 8 ans = 10 points Entre 8 et 10 ans = 15 points 10 ans et plus = 20 points	
C3	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projet, que la ressource proposée a de l'expérience dans le développement d'applications ASP.NET en se servant de C#.NET et d'applications JavaScript avec Microsoft Visual Studio.NET.		/15	Moins de 6 ans = 0 point Entre 6 et 8 ans = 5 points Entre 8 et 10 ans = 10 points 10 ans et plus = 15 points	
C4	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a réussi les examens de certification Microsoft Certified Solution Developer (MCS D) ou Microsoft Certified Professional Developer (MCPD). Les entrepreneurs doivent fournir une preuve des examens complétés		/5	1 point par examen pour chacun des éléments suivants : 70-480, 70-486, 70-487, 70-511, 70-513, 70-515, 70-516, 70-519	

	ou une copie de cette certification dans la proposition.			jusqu'à un maximum de 5 points OU 5 points seront accordés pour une certification complète MCSD ou MCPD.	
C5	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée a de l'expérience dans le développement d'applications Web ou de sites Web destinés au public qui sont conformes aux normes Web du gouvernement du Canada : Normalisation des sites Internet 2.0/Règles pour l'accessibilité des contenus Web (WCAG)/Boîte à outils de l'expérience Web (BOEW).		/10	1 projet = 5 points 2 projets et plus = 10 points	
C6	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans le développement de services Web en utilisant les protocoles SOAP et/ou J-SOON.		/15	Moins de 6 ans = 0 point Entre 6 et 8 ans = 5 points Entre 8 et 10 ans = 10 points 10 ans et plus = 15 points	
C7	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans le développement d'applications à l'aide de Microsoft Team Foundation Server.		/20	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 3 ans = 5 points Entre 3 et 4 ans = 10 points Entre 4 et 5 ans = 15 points	

				5 ans et plus = 20 points	
C8	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans le développement d'applications Web à l'aide de HTML5.		/10	1 projet = 5 points 2 projets et plus = 10 points	
C9.	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée au moins six (6) ans d'expérience de travail avec HTML et CSS.		/10	Moins de 6 ans = 0 point Entre 6 et 8 ans = 5 points 8 ans et plus = 10 points	
C10	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée au moins six (6) ans d'expérience de travail avec JavaScript ou JQuery.		/10	Moins de 6 ans = 0 point Entre 6 et 8 ans = 5 points 8 ans et plus = 10 points	
Note de passage = 100 sur 135			/135		

5. I.1 Spécialiste en conversion de données

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
O1	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises comme spécialiste en conversion de données conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous. Pour être pris en compte, les projets mentionnés en référence doivent intégrer au moins 50 % des tâches connexes énumérées à l'annexe A – Énoncé des travaux pour cette catégorie de ressources.		

	<p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		
O2	<p>L'entrepreneur doit fournir au moins deux (2) références de projets connexes menés au cours des cinq (5) dernières années qui peuvent valider les connaissances et l'expérience de la ressource conformément à l'exigence obligatoire 1. Ces renseignements devraient inclure le nom de l'organisation, le nom de la personne-ressource, son numéro de téléphone, son adresse électronique, le lien avec la personne-ressource, une description des projets ainsi que la date et la durée du contrat.</p> <p>Remarque : l'État acceptera deux (2) références provenant d'un (1) seul projet seulement si une ressource a été affectée au projet pendant au moins cinq (5) ans. Les références doivent être un superviseur direct, un gestionnaire ou un directeur ayant travaillé avec la ressource afin d'être admissibles (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p> <p>Les projets mentionnés en référence doivent avoir duré au moins six (6) mois.</p>		
O3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée est disposée à obtenir le dédouanement des marchandises contrôlées par l'entremise du Programme de dédouanement des marchandises contrôlées de TPSGC et qu'elle est en mesure de le faire. L'entrepreneur dispose d'un maximum de soixante (60) jours à compter de l'acceptation de l'AT pour libérer toutes les ressources proposées (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p>		
O4	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises dans la planification, la conception et le développement de processus de migration de données pour une migration à grande échelle*, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous :</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		

	<i>*Par migration à grande échelle, on entend la migration de données d'au moins quatre systèmes vers une seule application Siebel CRM, nécessitant la migration d'au moins 50 millions d'enregistrements.</i>		
O5	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises dans la modélisation de données, plus particulièrement avec l'application Siebel CRM d'Oracle utilisant Microsoft SQL Server 2008 ou version ultérieure, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous :</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		
O6	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises dans les activités de migration de données avec l'application Siebel CRM d'Oracle utilisant Microsoft SQL Server 2008 ou version ultérieure, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous :</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		
O7	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises dans la conception, le développement et la maintenance de processus de migration de données utilisant Siebel Enterprise Integration Manager (EIM), des scripts en langage SQL et de la plateforme SQL Server Integration Services de Microsoft avec des outils de données SQL Server (SSDT-BI), conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous :</p>		

	<p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		
O8	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises avec Siebel 7.5 ou versions ultérieures, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous :</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		
O9	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises dans l'utilisation de Siebel Tools, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous :</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		

Critères cotés		Expérience démontrée	Nombre max. de points	Notation	Résultat
C1	Le fournisseur doit démontrer, au moyen des descriptions de projet, que la ressource proposée a de l'expérience dans la conception, le développement et la maintenance de modèles logiques de données (MLD) en utilisant l'outil AllFusion ERwin Data Modeler.		/15	<p>Moins de 5 ans = 0 point</p> <p>Entre 5 et 10 ans = 5 points</p> <p>Entre 10 et 15 ans = 10 points</p>	

				15 ans et plus = 15 points	
C2	Le fournisseur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée a de l'expérience dans la mise en œuvre et la gestion des tables de codes (c.-à-d. données de départ, liste de valeurs).		/15	Moins de 5 ans = 0 point Entre 5 et 10 ans = 5 points Entre 10 et 15 ans = 10 points 15 ans et plus = 15 points	
C3	Le fournisseur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée a de l'expérience de l'utilisation de Siebel Enterprise Integration Manager (EIM) pour charger des quantités massives de données dans une base de données Siebel.		/10	Moins d'un an = 0 point Entre un et 6 ans = 5 points 6 ans et plus = 10 points	
C4	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen de descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience avec la plateforme SQL Server Integration Services (SSIS) en utilisant SSDT-BI.		/10	Moins d'un an = 0 point Entre 1 et 5 ans = 5 points 5 ans et plus = 10 points	
C5	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée a de l'expérience en matière de rédaction de scripts en langage SQL.		/15	Moins de 5 ans = 0 point Entre 5 et 10 ans = 5 points Entre 10 et 15 ans = 10 points 15 ans et plus = 15 points	
C6	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource		/10	Moins d'un an = 0 point	

	proposée possède de l'expérience dans l'élaboration et l'exécution de la validation et de la vérification de la migration des données.			Entre 1 et 5 ans = 5 points 5 ans et plus = 10 points	
C7	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée a de l'expérience dans le déploiement Siebel.		/5	Moins de 5 ans = 0 point 5 ans et plus = 5 points	
C8	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée a de l'expérience dans l'exécution d'activités et de tâches en tant qu'administrateur de la base de données.		/15	Moins de 5 ans = 0 point Entre 5 et 10 ans = 5 points Entre 10 et 15 ans = 10 points 15 ans et plus = 15 points	
C9.	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projet, que la ressource proposée détient au moins cinq (5) ans d'expérience dans l'utilisation de Team Foundation Server (TFS) pour le suivi des défauts, de bogues ou de problèmes et pour le contrôle des versions.		/5	Moins de 5 ans = 0 point Entre 5 et 7 ans = 1 point Entre 7 et 9 ans = 3 points 9 ans et plus = 5 points	
C10	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen de descriptions de projets, que la ressource proposée possède au moins cinq (5) ans d'expérience avec l'outil de gestion des exigences Blueprint.		/5	Moins de 5 ans = 0 point Entre 5 et 7 ans = 1 point Entre 7 et 9 ans = 3 points 9 ans et plus = 5 points	
Note de passage = 75 sur 105			/105		

6. P.11 - Spécialiste en assurance de la qualité

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
O1	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises comme spécialiste en assurance de la qualité conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous. Pour être pris en compte, les projets mentionnés en référence doivent intégrer au moins 50 % des tâches connexes énumérées à l'annexe A – Énoncé des travaux pour cette catégorie de ressources.</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		
O2	<p>L'entrepreneur doit fournir au moins deux (2) références de projets connexes menés au cours des cinq (5) dernières années qui peuvent valider les connaissances et l'expérience de la ressource conformément à l'exigence obligatoire 1. Ces renseignements devraient inclure le nom de l'organisation, le nom de la personne-ressource, son numéro de téléphone, son adresse électronique, le lien avec la personne-ressource, une description des projets ainsi que la date et la durée du contrat.</p> <p>Remarque : l'État acceptera deux (2) références provenant d'un (1) seul projet seulement si une ressource a été affectée au projet pendant au moins cinq (5) ans. Les références doivent être un superviseur direct, un gestionnaire ou un directeur ayant travaillé avec la ressource afin d'être admissibles (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p> <p>Les projets mentionnés en référence doivent avoir duré au moins six (6) mois.</p>		
O3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée est disposée à obtenir le dédouanement des marchandises contrôlées par l'entremise du Programme de dédouanement des marchandises contrôlées de TPSGC et qu'elle est en mesure de le faire. L'entrepreneur dispose d'un maximum de soixante (60) jours à compter de l'acceptation de l'AT pour libérer toutes les ressources proposées (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p>		

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
O4	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises dans l'élaboration, la documentation et l'exécution de plans d'essai, de stratégies d'essai, de scripts d'essai ou de jeux d'essai pour les applications Siebel CRM, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous :</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		
O5	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises cumulées au cours des douze (12) dernières années, dans l'utilisation de logiciels d'essai automatisés et d'autres progiciels ou outils d'essai personnalisés pour simuler la mise à l'essai du système et des applications, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous :</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		

Critères cotés	Expérience démontrée	Nombre max. de points	Notation	Résultat
----------------	----------------------	-----------------------	----------	----------

C1	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée a de l'expérience dans la mise à l'essai d'applications basées sur Siebel.		/20	Moins d'un an = 0 point Entre 1 et 3 ans = 5 points Entre 3 et 5 ans = 10 points Entre 5 et 7 ans = 15 points 7 ans et plus = 20 points	
C2	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée a de l'expérience dans la mise à l'essai d'applications .NET.		/20	Moins d'un an = 0 point Entre 1 et 3 ans = 5 points Entre 3 et 5 ans = 10 points Entre 5 et 7 ans = 15 points 7 ans et plus = 20 points	
C3	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée a de l'expérience dans la mise à l'essai d'interfaces entre les applications Siebel et les plateformes qui ne sont pas basées sur Siebel.		/20	Moins d'un an = 0 point Entre 1 et 3 ans = 5 points Entre 3 et 5 ans = 10 points Entre 5 et 7 ans = 15 points 7 ans et plus = 20 points	
C4	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience avec les		/20	Moins d'un an = 0 point	

	versions et les migrations sur une plateforme Siebel.			Entre 1 et 3 ans = 5 points Entre 3 et 5 ans = 10 points Entre 5 et 7 ans = 15 points 7 ans et plus = 20 points	
C5	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen de descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience avec l'outil de gestion des exigences Blueprint.		/15	Moins d'un an = 0 point Entre 1 et 2 ans = 5 points Entre 2 et 3 ans = 10 points 3 ans et plus = 15 points	
C6	L'entrepreneur doit démontrer, à l'aide de descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience avec Team Foundation Server (TFS) Test Manager pour exécuter et suivre les jeux d'essai et les défauts.		/15	Moins d'un an = 0 point Entre 1 et 2 ans = 5 points Entre 2 et 3 ans = 10 points 3 ans et plus = 15 points	
C7	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a travaillé plus de six (6) mois consécutifs au même projet dans les deux (2) dernières années.		/10	Moins de 6 mois = 0 point Entre 6 mois et 1 an = 5 points 1 an et plus = 10 points	

Note de passage = 90 sur 120		/120		
------------------------------	--	------	--	--

Champ de travail 2 - Infrastructure et Services d'administration de bases de données (ABD)

1. A.1 Architecte d'applications/de logiciels

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
O1	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises comme Architecte d'applications et de logiciels conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous. Pour être pris en compte, les projets mentionnés en référence doivent intégrer au moins 50 % des tâches connexes énumérées à l'annexe A – Énoncé des travaux pour cette catégorie de ressources.</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		
O2	<p>L'entrepreneur doit fournir au moins deux (2) références de projets connexes menés au cours des cinq (5) dernières années qui peuvent valider les connaissances et l'expérience de la ressource conformément à l'exigence obligatoire 1. Ces renseignements devraient inclure le nom de l'organisation, le nom de la personne-ressource, son numéro de téléphone, son adresse électronique, le lien avec la personne-ressource, une description des projets ainsi que la date et la durée du contrat.</p> <p>Remarque : l'État acceptera deux (2) références provenant d'un (1) seul projet seulement si une ressource a été affectée au projet pendant au moins cinq (5) ans. Les références doivent être un superviseur direct, un gestionnaire ou un directeur ayant travaillé avec la ressource afin d'être admissibles (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p> <p>Les projets mentionnés en référence doivent avoir duré au moins six (6) mois.</p>		

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée est disposée à obtenir le dédouanement des marchandises contrôlées par l'entremise du Programme de dédouanement des marchandises contrôlées de TPSGC et qu'elle est en mesure de le faire. L'entrepreneur dispose d'un maximum de soixante (60) jours à compter de l'acceptation de l'AT pour libérer toutes les ressources proposées (s'applique aux niveaux 1 à 3).		
O4	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises dans la conception, la configuration et la mise en œuvre d'applications opérationnelles faisant un usage intensif d'un produit commercial de type gestion des relations avec les clients (CRM) ou intégré à celui-ci, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous :</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		

Critères cotés		Expérience démontrée	Nombre max. de points	Notation	Résultat
C1	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée a de l'expérience dans l'analyse et la résolution de problèmes dans un environnement Microsoft (MS) Windows Server (2008 ou une version plus récente) complexe.		/20	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 5 ans = 5 points Entre 5 et 8 ans = 10 points	

				Entre 8 et 11 ans = 15 points 11 ans et plus = 20 points	
C2	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée a de l'expérience dans l'analyse, le dépannage et la résolution des problèmes avec Siebel (version 7x ou plus récente).		/20	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 5 ans = 5 points Entre 5 et 8 ans = 10 points Entre 8 et 11 ans = 15 points 11 ans et plus = 20 points	
C3	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée a de l'expérience dans la mise en grappe de Siebel en se servant de Microsoft Clustering.		/15	Moins d'un an = 0 point Entre 1 et 3 ans = 5 points Entre 3 et 5 ans = 10 points 5 ans et plus = 15 points	
C4	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée a de l'expérience dans l'équilibrage de charge Siebel en utilisant soit des solutions natives Siebel, soit des solutions matérielles.		/25	Moins d'un an = 0 point Entre 1 et 2 ans = 5 points Entre 2 et 3 ans = 10 points	

				Entre 3 et 4 ans = 15 points Entre 4 et 5 ans = 20 points 5 ans et plus = 25 points	
C5	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée a de l'expérience dans l'installation, la configuration et l'administration d'Oracle BI Publisher.		/15	1 à 2 projets = 5 points 3 à 4 projets = 10 points 5 projets et plus = 15 points	
C6	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée a de l'expérience dans l'automatisation des processus d'installation.		/5	1 à 2 projets = 1 point 3 à 4 projets = 3 points 5 projets et plus = 5 points	
Note de passage = 75 sur 100			/100		

2. A.8 Analyste de systèmes

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
O1	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises comme analyste de systèmes conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous. Pour être pris en compte, les projets mentionnés en référence doivent intégrer au moins 50 % des tâches connexes énumérées à l'annexe A – Énoncé des travaux pour cette catégorie de ressources.		

	<p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		
O2	<p>L'entrepreneur doit fournir au moins deux (2) références de projets connexes menés au cours des cinq (5) dernières années qui peuvent valider les connaissances et l'expérience de la ressource conformément à l'exigence obligatoire 1. Ces renseignements devraient inclure le nom de l'organisation, le nom de la personne-ressource, son numéro de téléphone, son adresse électronique, le lien avec la personne-ressource, une description des projets ainsi que la date et la durée du contrat.</p> <p>Remarque : l'État acceptera deux (2) références provenant d'un (1) seul projet seulement si une ressource a été affectée au projet pendant au moins cinq (5) ans. Les références doivent être un superviseur direct, un gestionnaire ou un directeur ayant travaillé avec la ressource afin d'être admissibles (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p> <p>Les projets mentionnés en référence doivent avoir duré au moins six (6) mois.</p>		
O3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée est disposée à obtenir le dédouanement des marchandises contrôlées par l'entremise du Programme de dédouanement des marchandises contrôlées de TPSGC et qu'elle est en mesure de le faire. L'entrepreneur dispose d'un maximum de soixante (60) jours à compter de l'acceptation de l'AT pour libérer toutes les ressources proposées (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p>		
O4	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises dans la conception, l'installation, la configuration et l'administration de produits WebSphere MQ, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous :</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		
O5	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée détient un titre d'ingénieur de systèmes de Microsoft (Microsoft</p>		

	<p>Certified Systems Engineer - MCSE)* ou une certification Microsoft Certified Systems Administrator (MCSA)*.</p> <p>Le soumissionnaire doit fournir une copie de l'attestation.</p> <p><i>*Aucune substitution ne sera acceptée.</i></p>		
--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--

Critères cotés		Expérience démontrée	Nombre max. de points	Notation	Résultat
C1	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée a de l'expérience dans la conception, l'installation, la configuration et l'administration de produits WebSphere MQ.		/20	Moins d'un an = 0 point Entre 1 et 4 ans = 5 points Entre 4 et 7 ans = 10 points Entre 7 et 10 ans = 15 points 10 ans et plus = 20 points	
C2	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans l'installation, la configuration et le dépannage des principaux systèmes d'exploitation (Serveur Win 2008 et 2012) dans un environnement Microsoft Active Directory.		/25	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 4 ans = 5 points Entre 4 et 6 ans = 10 points Entre 6 et 8 ans = 15 points Entre 8 et 10 ans = 20 points	

				10 ans et plus = 25 points	
C3	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience de la configuration et du dépannage d'Internet Information Services (IIS) versions 7 et ultérieures.		/25	moins d'un an - 0 point Entre 1 et 2 ans = 5 points Entre 2 et 3 ans = 10 points Entre 3 et 4 ans = 15 points Entre 4 et 5 ans = 20 points 5 ans et plus = 25 points	
C4	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée a de l'expérience dans le déploiement d'applications .NET.		/20	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 5 ans = 5 points Entre 5 et 8 ans = 10 points Entre 8 et 11 ans = 15 points 11 ans et plus = 20 points	
C5	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède une expérience de travail sur un ou des projets de plusieurs millions de dollars*.		/15	Moins de 1 an = 0 point 1 à 2 projets = 5 points 3 à 4 projets = 10 points	

	*On entend par plusieurs millions de dollars, un projet d'une valeur supérieure à 10 millions de dollars.			5 projets et plus = 15 points	
Note de passage = 75 sur 105			/105		

3. I.2 Administrateur de bases de données

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
O1	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises comme administrateur de bases de données, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous. Pour être pris en compte, les projets mentionnés en référence doivent intégrer au moins 50 % des tâches connexes énumérées à l'annexe A – Énoncé des travaux pour cette catégorie de ressources.</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		
O2	<p>L'entrepreneur doit fournir au moins deux (2) références de projets connexes menés au cours des cinq (5) dernières années qui peuvent valider les connaissances et l'expérience de la ressource conformément à l'exigence obligatoire 1. Ces renseignements devraient inclure le nom de l'organisation, le nom de la personne-ressource, son numéro de téléphone, son adresse électronique, le lien avec la personne-ressource, une description des projets ainsi que la date et la durée du contrat.</p> <p>Remarque : l'État acceptera deux (2) références provenant d'un (1) seul projet seulement si une ressource a été affectée au projet pendant au moins cinq (5) ans. Les références doivent être un superviseur direct, un gestionnaire ou un directeur ayant travaillé avec la ressource afin d'être admissibles (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p> <p>Les projets mentionnés en référence doivent avoir duré au moins six (6) mois.</p>		

O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée est disposée à obtenir le dédouanement des marchandises contrôlées par l'entremise du Programme de dédouanement des marchandises contrôlées de TPSGC et qu'elle est en mesure de le faire. L'entrepreneur dispose d'un maximum de soixante (60) jours à compter de l'acceptation de l'AT pour libérer toutes les ressources proposées (s'applique aux niveaux 1 à 3).		
O4	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises, cumulées au cours des douze (12) dernières années, de travail avec des bases de données et de l'utilisation de techniques et de processus de modélisation de données en tant que membre d'une équipe qui gère des projets complexes** de développement de logiciels de GI-TI, conformément aux niveaux d'expériences de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous :</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p> <p>** On entend par projets complexes des projets qui englobent de multiples produits commerciaux disponibles sur le marché (COTS), notamment applications frontales, dorsales, bases de données et intergiciels.</p>		

Critères cotés		Expérience démontrée	Nombre max. de points	Notation	Résultat
C1	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projet, que la ressource proposée possède de l'expérience de travail avec MS SQL Server dans au moins quatre (4) des domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Architecture de données, notamment : <ul style="list-style-type: none"> • modifier la conception des schémas, et 		/15	<p>Moins de 4 domaines = 0 point</p> <p>4 domaines = 5 points</p> <p>5 domaines = 10 points</p> <p>6 domaines = 15 points</p>	

	<p>modifier les applications, les tables et les structures de données existantes;</p> <ul style="list-style-type: none"> • effectuer des analyses d'impact et modifier les tables; • concevoir et mettre en œuvre l'archivage; • supprimer des documents. <ul style="list-style-type: none"> - Élaborer et coordonner les procédures de sauvegarde, de reprise après sinistre et de protection antivirus. - Élaborer, déployer et exécuter des scripts SQL depuis et vers différents environnements, pour soutenir la base de données SQL et l'application Siebel. - Fournir un soutien en matière de gestion et d'analyse des données, aux analystes, aux développeurs, aux testeurs, aux analystes d'affaires et de renseignements d'affaires. - Concevoir et mettre en œuvre des procédures qui assureront l'exactitude et l'exhaustivité des données stockées dans la base de données ainsi qu'un accès rapide à ces dernières. - Déboguer les problèmes de performance de la base de données ou des requêtes. 				
C2	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée a de l'expérience dans la configuration, la documentation, le déploiement de chacun des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réplication (p. ex. ALWAYS ON) 		/20	<p>Moins de 2 projets = 0 point</p> <p>2 projets = 5 points</p> <p>3 projets = 10 points</p> <p>4 projets = 15 points</p>	

	- Chiffrement (p. ex. TLS, TDE), vérification des données			5 projets et plus : 20 points	
C3	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans la conception, le développement et la mise en œuvre de procédures de sécurité pour les bases de données, y compris la gestion des accès et des comptes utilisateurs.		/20	Moins de 2 projets = 0 point 2 projets = 5 points 3 projets = 10 points 4 projets = 15 points 5 projets et plus : 20 points	
C4	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans la conception et l'adaptation de stratégies de conversion et de routines de bases de données.		/20	Moins de 2 projets = 0 point 2 projets = 5 points 3 projets = 10 points 4 projets = 15 points 5 projets et plus : 20 points	
C5	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans la mise en œuvre et le soutien du serveur de base de données MS SQL exploité pour appuyer une application Siebel.		/15	Moins d'un an = 0 point Entre 1 et 3 ans = 5 points Entre 3 et 5 ans = 10 points 5 ans et plus = 15 points	
Note de passage = 65 sur 90			/90		

4. I.6 – Analyste de réseaux

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
O1	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises comme analyste de réseaux conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous. Pour être pris en compte, les projets mentionnés en référence doivent intégrer au moins 50 % des tâches connexes énumérées à l'annexe A – Énoncé des travaux pour cette catégorie de ressources.</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		
O2	<p>L'entrepreneur doit fournir au moins deux (2) références de projets connexes menés au cours des cinq (5) dernières années qui peuvent valider les connaissances et l'expérience de la ressource conformément à l'exigence obligatoire 1. Ces renseignements devraient inclure le nom de l'organisation, le nom de la personne-ressource, son numéro de téléphone, son adresse électronique, le lien avec la personne-ressource, une description des projets ainsi que la date et la durée du contrat.</p> <p>Remarque : l'État acceptera deux (2) références provenant d'un (1) seul projet seulement si une ressource a été affectée au projet pendant au moins cinq (5) ans. Les références doivent être un superviseur direct, un gestionnaire ou un directeur ayant travaillé avec la ressource afin d'être admissibles (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p> <p>Les projets mentionnés en référence doivent avoir duré au moins six (6) mois.</p>		
O3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée est disposée à obtenir le dédouanement des marchandises contrôlées par l'entremise du Programme de dédouanement des marchandises contrôlées de TPSGC et qu'elle est en mesure de le faire. L'entrepreneur dispose d'un maximum de soixante (60) jours à compter de l'acceptation de l'AT pour</p>		

	libérer toutes les ressources proposées (s'applique aux niveaux 1 à 3).		
O4	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée détient un titre d'ingénieur de systèmes de Microsoft (Microsoft Certified Systems Engineer - MCSE)* ou une certification Microsoft Certified Systems Administrator (MCSA)*. L'entrepreneur doit fournir une copie de la certification.</p> <p><i>*Aucune substitution ne sera acceptée.</i></p>		

Critères cotés		Expérience démontrée	Nombre max. de points	Notation	Résultat
C1	L'entrepreneur oit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience de la mise en œuvre et de l'utilisation de l'application Microsoft System Center Operations Manager (SCOM).		/20	Moins d'un an - 0 point Entre 1 et 2 ans = 5 points Entre 2 et 3 ans = 10 points Entre 3 et 4 ans = 15 points 5 ans et plus = 20 points	
C2	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen de descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience de travail avec la technologie d'équilibrage de la charge et la configuration des applications nécessaires à l'utilisation d'un équilibreur de charge.		/20	Moins d'un an - 0 point Entre 1 et 2 ans = 5 points Entre 2 et 3 ans = 10 points Entre 3 et 4 ans = 15 points	

				4 ans et plus = 20 points	
C3	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen de descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience de l'installation, de la configuration et du dépannage du Serveur Microsoft SQL (version 2008 ou ultérieure).		/25	Moins d'un an - 0 point Entre 1 et 2 ans = 5 points Entre 2 et 3 ans = 10 points Entre 3 et 4 ans = 15 points Entre 4 et 5 ans = 20 points 5 ans et plus = 25 points	
C4	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen de descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience de travail avec le protocole TLS (protocole de sécurité de la couche transport) version 1.2 et de la mise en œuvre d'applications à l'aide de la technologie TLS 1.2.		/15	Moins d'un an = 0 point Entre 1 et 3 ans = 5 points Entre 3 et 5 ans = 10 points 5 ans et plus = 15 points	
C5	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans la mise en œuvre, la maintenance et le dépannage de pare-feu.		/15	Moins d'un an = 0 point Entre 1 et 3 ans = 5 points Entre 3 et 5 ans = 10 points 5 ans et plus = 15 points	
C6	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience de travail sur un ou des projets de GI-TI de plusieurs millions de dollars*.		/20	Moins d'un projet = 0 point 1 à 2 projets = 5 points	

	<i>*On entend par plusieurs millions de dollars, un projet d'une valeur supérieure à 10 millions de dollars.</i>			3 à 4 projets = 10 points 5 à 6 projets = 15 points 7 projets et plus = 20 points	
Note de passage = 85 sur 115			/115		

5. I.10 Architecte technique

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
O1	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises comme architecte technique conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous. Pour être pris en compte, les projets mentionnés en référence doivent intégrer au moins 50 % des tâches connexes énumérées à l'annexe A – Énoncé des travaux pour cette catégorie de ressources.</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		

O2	<p>L'entrepreneur doit fournir au moins deux (2) références de projets connexes menés au cours des cinq (5) dernières années qui peuvent valider les connaissances et l'expérience de la ressource conformément à l'exigence obligatoire 1. Ces renseignements devraient inclure le nom de l'organisation, le nom de la personne-ressource, son numéro de téléphone, son adresse électronique, le lien avec la personne-ressource, une description des projets ainsi que la date et la durée du contrat.</p> <p>Remarque : l'État acceptera deux (2) références provenant d'un (1) seul projet seulement si une ressource a été affectée au projet pendant au moins cinq (5) ans. Les références doivent être un superviseur direct, un gestionnaire ou un directeur ayant travaillé avec la ressource afin d'être admissibles (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p> <p>Les projets mentionnés en référence doivent avoir duré au moins six (6) mois.</p>		
O3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée est disposée à obtenir le dédouanement des marchandises contrôlées par l'entremise du Programme de dédouanement des marchandises contrôlées de TPSGC et qu'elle est en mesure de le faire. L'entrepreneur dispose d'un maximum de soixante (60) jours à compter de l'acceptation de l'AT pour libérer toutes les ressources proposées (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p>		
O4	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises au cours des quinze (15) dernières années dans la mise en œuvre d'applications ou de solutions de GI-TI, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous :</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		

Critères cotés		Expérience démontrée	Nombre max. de points	Notation	Résultat
C1	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience pour travailler, communiquer et négocier avec des clients, des équipes techniques et des fournisseurs dans le cadre de projets portant sur des applications de GI-TI.		/15	Moins de 3 ans = 0 point Entre 3 et 5 ans = 5 points Entre 5 et 7 ans = 10 points 7 ans et plus = 15 points	
C2	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée a de l'expérience dans la mise en œuvre et l'optimisation de l'architecture Siebel (version 7x ou ultérieure).		/15	Moins de 2 projets = 0 point 2 projets = 5 points 3 projets = 10 points 4 projets et plus = 15 points	
C3	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen de descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience de travail avec le protocole TLS (protocole de sécurité de la couche transport) version 1.2 et de la mise en œuvre d'applications à l'aide de la technologie TLS 1.2.		/15	Moins d'un an = 0 point Entre 1 et 3 ans = 5 points Entre 3 et 5 ans = 10 points 5 ans et plus = 15 points	
C4	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans la mise en œuvre de modifications logicielles et matérielles afin d'accroître les performances du système en formulant des recommandations		/15	Moins de 2 projets = 0 point 2 projets = 5 points 3 projets = 10 points	

	pour régler les goulots d'étranglement potentiels et réels.			4 projets et plus = 15 points	
C5	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience de travail sur un ou de multiples projets de GI-TI de plusieurs millions de dollars*. <i>*On entend par plusieurs millions de dollars, un projet d'une valeur supérieure à 10 millions de dollars.</i>		/15	Moins de 2 projets = 0 point 2 projets = 5 points 3 projets = 10 points 4 projets et plus = 15 points	
Note de passage = 55 sur 75			/75		

6. I.11 Architecte des technologies

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
O1	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises comme architecte des technologies conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous. Pour être pris en compte, les projets mentionnés en référence doivent intégrer au moins 50 % des tâches connexes énumérées à l'annexe A – Énoncé des travaux pour cette catégorie de ressources. Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience; Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience; Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.		
O2	L'entrepreneur doit fournir au moins deux (2) références de projets connexes menés au cours des cinq (5) dernières années qui peuvent valider les connaissances et l'expérience de la ressource conformément à l'exigence obligatoire 1. Ces renseignements devraient inclure le nom de l'organisation, le nom de la personne-ressource, son numéro de téléphone, son		

	<p>adresse électronique, le lien avec la personne-ressource, une description des projets ainsi que la date et la durée du contrat.</p> <p>Remarque : l'État acceptera deux (2) références provenant d'un (1) seul projet seulement si une ressource a été affectée au projet pendant au moins cinq (5) ans. Les références doivent être un superviseur direct, un gestionnaire ou un directeur ayant travaillé avec la ressource afin d'être admissibles (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p> <p>Les projets mentionnés en référence doivent avoir duré au moins six (6) mois.</p>		
O3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée est disposée à obtenir le dédouanement des marchandises contrôlées par l'entremise du Programme de dédouanement des marchandises contrôlées de TPSGC et qu'elle est en mesure de le faire. L'entrepreneur dispose d'un maximum de soixante (60) jours à compter de l'acceptation de l'AT pour libérer toutes les ressources proposées (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p>		
O4	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises au cours des quinze (15) dernières années avec les architectures de solution de GI-TI, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous :</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		

Critères cotés		Expérience démontrée	Nombre max. de points	Notation	Résultat
C1	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée a été l'un des principaux contributeurs* d'au moins trois (3) des documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Concept of Business Operations Overview 		/15	<p>Moins de 3 documents = 0 point</p> <p>Entre 3 et 4 documents = 5 points</p>	

	<ul style="list-style-type: none"> - Composantes fonctionnelles - Business Interaction Diagram - Architecture de l'information - Matrice des besoins en échange d'information - Application Component Catalog - Function to Application Allocation - Application Interface Diagram - Logical Application Architecture - Concept des opérations. - Logical Technology Architecture <p>*À confirmer au moyen de la vérification des références.</p>			<p>Entre 5 et 6 documents = 10 points</p> <p>7 documents et plus = 15 points</p>	
C2	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience pour travailler avec des clients, des équipes techniques et des fournisseurs dans le cadre de projets portant sur des applications de GI-TI.		/20	<p>Moins de 3 ans = 0 point</p> <p>Entre 3 et 6 ans = 5 points</p> <p>Entre 6 et 9 ans = 10 points</p> <p>Entre 9 et 12 ans = 15 points</p> <p>12 ans et plus = 20 points</p>	
C3	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans l'analyse des activités ou des options et la recommandation de solutions de GI-TI qui conviennent au contexte de l'entreprise.		/20	<p>Moins de 3 ans = 0 point</p> <p>Entre 3 et 6 ans = 5 points</p> <p>Entre 6 et 9 ans = 10 points</p> <p>Entre 9 et 12 ans = 15 points</p>	

				12 ans et plus = 20 points	
C4	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience pour interpréter les besoins opérationnels et les convertir ensuite en solutions technologiques stratégiques et intégrées pour la réalisation de projets de développement d'applications/de systèmes de GI-TI qui permettront de régler les problèmes opérationnels cernés.		/15	Moins de 2 projets = 0 point 2 projets = 5 points 3 projets = 10 points 4 projets et plus = 15 points	
C5	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience pour définir et évaluer les options de déploiement de systèmes et de solutions en vue de réduire les risques.		/15	Moins de 2 projets = 0 point 2 projets = 5 points 3 projets = 10 points 4 projets et plus = 15 points	
C6	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience pour évaluer le matériel et les logiciels quant à leur capacité de respecter les exigences précisées et pour accroître les performances du système, en formulant des recommandations pour régler les goulots d'étranglement potentiels et réels.		/15	Moins de 2 projets = 0 point 2 projets = 5 points 3 projets = 10 points 4 projets et plus = 15 points	
C7	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède une expérience de travail sur un ou des projets de GI-TI de plusieurs		/15	Moins de 2 projets = 0 point 2 projets = 5 points	

	millions de dollars*. *On entend par plusieurs millions de dollars, un projet d'une valeur supérieure à 10 millions de dollars.			3 projets = 10 points 4 projets et plus = 15 points	
Note de passage = 85 sur 115			/115		

7. B.14 Rédacteur technique

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
O1	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises comme rédacteur technique conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous. Pour être pris en compte, les projets mentionnés en référence doivent intégrer au moins 50 % des tâches connexes énumérées à l'annexe A – Énoncé des travaux pour cette catégorie de ressources.</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		
O2	<p>L'entrepreneur doit fournir au moins deux (2) références de projets connexes menés au cours des cinq (5) dernières années qui peuvent valider les connaissances et l'expérience de la ressource conformément à l'exigence obligatoire 1. Ces renseignements devraient inclure le nom de l'organisation, le nom de la personne-ressource, son numéro de téléphone, son adresse électronique, le lien avec la personne-ressource, une description des projets ainsi que la date et la durée du contrat.</p> <p>Remarque : l'État acceptera deux (2) références provenant d'un (1) seul projet seulement si une ressource a été affectée au projet pendant au moins cinq (5) ans. Les références doivent être un superviseur direct, un gestionnaire ou un directeur ayant travaillé avec la ressource afin d'être admissibles (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p>		

	Les projets mentionnés en référence doivent avoir duré au moins six (6) mois.		
O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée est disposée à obtenir le dédouanement des marchandises contrôlées par l'entremise du Programme de dédouanement des marchandises contrôlées de TPSGC et qu'elle est en mesure de le faire. L'entrepreneur dispose d'un maximum de soixante (60) jours à compter de l'acceptation de l'AT pour libérer toutes les ressources proposées (s'applique aux niveaux 1 à 3).		
O4	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projet, que la ressource proposée détient une expérience, acquise au cours des quinze (15) dernières années, comme rédacteur technique dans la détermination des exigences liées aux documents pour les projets de développement d'application, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous :</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		

Critères cotés		Expérience démontrée	Nombre max. de points	Notation	Résultat
C1	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans la conception de plans de documentation pour de systèmes d'envergure (plus de 1000 utilisateurs).		/15	1 à 2 projets = 5 points 3 à 4 projets = 10 points 5 projets et plus = 15 points	
C2	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans l'élaboration de documents techniques et		/20	1 à 2 projets = 5 points 3 à 4 projets = 10 points 5 à 6 projets = 15 points	

	pour les utilisateurs pour les systèmes de GI-TI.			7 projets et plus = 20 points	
C3	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans l'examen et l'évaluation de la documentation technique existante et dans l'élaboration et l'exécution de plans fondés sur les résultats.		/15	1 à 2 projets = 5 points 3 à 4 projets = 10 points 5 projets et plus = 15 points	
Note de passage = 35 sur 50			/50		

Champ de travail 3 – Services d'essai

1. A.10 Coordonnateur d'essais

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
O1	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises comme coordonnateur d'essais conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous. Pour être pris en compte, les projets mentionnés en référence doivent intégrer au moins 50 % des tâches connexes énumérées à l'annexe A – Énoncé des travaux pour cette catégorie de ressources.</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		
O2	<p>L'entrepreneur doit fournir au moins deux (2) références de projets connexes menés au cours des cinq (5) dernières années qui peuvent valider les connaissances et l'expérience de la ressource conformément à l'exigence obligatoire 1. Ces renseignements devraient inclure le nom de l'organisation, le nom de la personne-ressource, son numéro de téléphone, son adresse électronique, le lien avec la personne-ressource, une description des projets ainsi que la date et la durée du contrat.</p> <p>Remarque : l'État acceptera deux (2) références provenant d'un (1) seul projet seulement si une ressource a été affectée au projet pendant au moins cinq (5) ans. Les références doivent être un superviseur direct, un gestionnaire ou un directeur ayant travaillé avec la ressource afin d'être admissibles (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p> <p>Les projets mentionnés en référence doivent avoir duré au moins six (6) mois.</p>		
O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée est disposée à obtenir le dédouanement des marchandises contrôlées par l'entremise du Programme de dédouanement		

	des marchandises contrôlées de TPSGC et qu'elle est en mesure de le faire. L'entrepreneur dispose d'un maximum de soixante (60) jours à compter de l'acceptation de l'AT pour libérer toutes les ressources proposées (s'applique aux niveaux 1 à 3).		
O4	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises, cumulées au cours des vingt (20) dernières années, dans la conception d'environnements d'essais et de trousseaux d'essais pour systèmes et applications, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous :</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		
O5	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises, cumulées au cours des vingt (20) dernières années, en tant que développeur d'essais automatisés, en utilisant l'outil Neoload ou RFT (Rational Functional Tester), conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous :</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		
O6	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises, cumulées au cours des douze (12) dernières années, combinées dans tous les aspects de la mise à l'essai de logiciels et applications, c.-à-d. l'analyse, la planification, la performance, l'automatisation et l'acceptation par l'utilisateur, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous :</p>		

	Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience; Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience; Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.		
--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--

Critères cotés		Expérience démontrée	Nombre max. de points	Notation	Résultat
C1	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans le montage d'environnements d'essai, créer un cadre pour les applications Siebel CRM et .Net en utilisant les scripts et/ou le codage Java pour systèmes et applications.		/25	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 4 ans = 5 points Entre 4 et 6 ans = 10 points Entre 6 et 8 ans = 15 points Entre 8 et 10 ans = 20 points 10 ans et plus = 25 points	
C2	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans l'utilisation de logiciels d'essais automatisés et autres trousseaux ou outils d'essais conçus sur mesure visant à stimuler l'exécution des transactions d'essai des performances du système, ou de scripts d'essais fonctionnels automatisés à l'aide de Neoload ou de RFT** (Rational Functional Tester). **L'entrepreneur doit indiquer le logiciel et la version utilisés pour valider cette expérience.		/25	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 4 ans = 5 points Entre 4 et 6 ans = 10 points Entre 6 et 8 ans = 15 points Entre 8 et 10 ans = 20 points 10 ans et plus = 25 points	

C3	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience, acquise au cours des trente (30) dernières années, dans les essais de localisation.		/20	Moins de 3 ans = 0 point Entre 3 et 5 ans = 5 points Entre 5 et 7 ans = 10 points Entre 7 et 9 ans = 15 points 9 ans et plus = 20 points	
C4	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée a de l'expérience dans la mise à l'essai d'applications .Net.		/5	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 5 ans = 1 point Entre 5 et 8 ans = 3 points 8 ans et plus = 5 points	
C5	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans la mise à l'essai de produits Siebel (version 7x ou ultérieure).		/20	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 4 ans = 5 points Entre 4 et 6 ans = 10 points Entre 6 et 8 ans = 15 points 8 ans et plus = 20 points	
C6	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède l'expérience dans l'exécution d'au moins un (1) des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Certification dans les essais de performances • Certification dans les essais logiciels 		/10	Certification ou diplôme = 10 points	

	<ul style="list-style-type: none"> • Diplôme en génie informatique • Diplôme en science informatique • Diplôme en génie logiciel <p>Les exemples comprennent, sans toutefois s'y limiter : ATP - LoadRunner de HP, Rational Performance Tester d'IBM ou Rational Functional Tester (RTF).</p> <p>Une copie de la certification ou du diplôme doit être fournie avec la soumission.</p>				
C7	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède une expérience autonome dans la conception, l'examen et l'établissement de stratégies de consensus pour les essais de performances ou les essais fonctionnels automatisés.</p> <p>L'entrepreneur doit fournir au moins un (1) plan exhaustif d'essais de performances, qui a été produit et géré par la ressource proposée au cours des cinq (5) dernières années.</p>		/20	<p>1 projet = 5 points</p> <p>2 projets = 10 points</p> <p>3 projets = 15 points</p> <p>4 projets et plus = 20 points</p>	
C8	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience, acquise au cours des cinq (5) dernières années, pour cerner et formuler les problèmes, et présenter des solutions quant aux essais de performances ou fonctionnels automatisés. L'entrepreneur doit décrire, en détail, au moins un</p>		/25	<p>1 projet = 5 points</p> <p>2 projets = 10 points</p> <p>3 projets = 15 points</p> <p>4 projets = 20 points</p> <p>5 projets et plus = 25 points</p>	

	(1) des problèmes et les solutions connexes présentées.				
C9.	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen de descriptions de projets, que la ressource proposée possède une expérience, acquise au cours des vingt (20) dernières années, dans tous les types d'essais de systèmes logiciels suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> Analyse Planification Performances. Automatisation Acceptation par l'utilisateur 		/25	<p>Moins de 2 ans = 0 point</p> <p>Entre 2 et 4 ans = 5 points</p> <p>Entre 4 et 6 ans = 10 points</p> <p>Entre 6 et 8 ans = 15 points</p> <p>Entre 8 et 10 ans = 20 points</p> <p>10 ans et plus = 25 points</p>	
C10	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen de descriptions de projets, que la ressource proposée a travaillé plus de six (6) mois sur le même projet au cours des deux (2) dernières années.</p>		/10	<p>Moins de 6 mois = 0 point</p> <p>Entre 6 mois et 1 an = 5 points</p> <p>1 an et plus = 10 points</p>	
Note de passage = 140 sur 185			/185		

2. A.11 Essayeur

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
O1	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises comme essayeur, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous. Pour être pris en compte, les projets mentionnés		

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
	<p>en référence doivent intégrer au moins 50 % des tâches connexes énumérées à l'annexe A – Énoncé des travaux pour cette catégorie de ressources.</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		
O2	<p>L'entrepreneur doit fournir au moins deux (2) références de projets connexes menés au cours des cinq (5) dernières années qui peuvent valider les connaissances et l'expérience de la ressource conformément à l'exigence obligatoire 1. Ces renseignements devraient inclure le nom de l'organisation, le nom de la personne-ressource, son numéro de téléphone, son adresse électronique, le lien avec la personne-ressource, une description des projets ainsi que la date et la durée du contrat.</p> <p>Remarque : l'État acceptera deux (2) références provenant d'un (1) seul projet seulement si une ressource a été affectée au projet pendant au moins cinq (5) ans. Les références doivent être un superviseur direct, un gestionnaire ou un directeur ayant travaillé avec la ressource afin d'être admissibles (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p> <p>Les projets mentionnés en référence doivent avoir duré au moins six (6) mois.</p>		
O3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée est disposée à obtenir le dédouanement des marchandises contrôlées par l'entremise du Programme de dédouanement des marchandises contrôlées de TPSGC et qu'elle est en mesure de le faire. L'entrepreneur dispose d'un maximum de soixante (60) jours à compter de l'acceptation de l'AT pour libérer toutes les ressources proposées (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p>		
O4	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises, cumulées au cours des douze (12) dernières années, avec expérience pratique dans la rédaction de cas d'essais, et le développement de scripts d'essais et de trousseaux d'essais pour les systèmes et applications, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services</p>		

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
	professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous : Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience; Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience; Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.		
O5	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises, cumulées au cours des quinze (15) dernières années, en tant qu'essayeur utilisant l'outil Rational Functional Tester, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous : Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience; Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience; Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.		

Critères cotés		Expérience démontrée	Nombre max. de points	Notation	Résultat
C1	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans l'utilisation de logiciels d'essais automatisés et autres trousseaux ou outils d'essais conçus sur mesure visant à stimuler l'exécution des transactions d'essai des performances du système, ou de scripts d'essais fonctionnels automatisés à l'aide de Neoload		/25	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 4 ans = 5 points Entre 4 et 6 ans = 10 points Entre 6 et 8 ans = 15 points Entre 8 et 10 ans = 20 points	

	ou de RFT** (Rational Functional Tester). **L'entrepreneur doit indiquer le logiciel et la version utilisés pour valider cette expérience.			10 ans et plus = 25 points	
C2	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen de descriptions de projets, que la ressource proposée possède une expérience, acquise au cours des vingt (20) dernières années, dans tous les types d'essais de systèmes logiciels suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Analyse • Planification • Performances • Automatisation • Acceptation par l'utilisateur 		/25	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 4 ans = 5 points Entre 4 et 6 ans = 10 points Entre 6 et 8 ans = 15 points Entre 8 et 10 ans = 20 points 10 ans et plus = 25 points	
C3	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée a de l'expérience dans la mise à l'essai d'applications .Net.		/25	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 4 ans = 5 points Entre 4 et 6 ans = 10 points Entre 6 et 8 ans = 15 points Entre 8 et 10 ans = 20 points 10 ans et plus = 25 points	
C4	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans la mise à l'essai de produits Siebel (version 7x ou ultérieure).		/15	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 5 ans = 5 points Entre 5 et 8 ans = 10 points	

				8 ans et plus = 15 points	
C5	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède l'expérience de l'exécution d'au moins un (1) des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Certification dans les essais de performances • Certification dans les essais logiciels • Diplôme en génie informatique • Diplôme en science informatique • Diplôme en génie logiciel <p>Les exemples comprennent, sans toutefois s'y limiter : ATP - LoadRunner de HP, Rational Performance Tester d'IBM ou Rational Functional Tester (RTF).</p> <p>Une copie de la certification ou du diplôme doit être fournie avec la soumission.</p>		/10	Certification ou diplôme = 10 points	
C6	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans les essais de performances ou les essais fonctionnels automatisés.		/25	<p>Moins de 2 ans = 0 point</p> <p>Entre 2 et 4 ans = 5 points</p> <p>Entre 4 et 6 ans = 10 points</p> <p>Entre 6 et 8 ans = 15 points</p> <p>Entre 8 et 10 ans = 20 points</p> <p>10 ans et plus = 25 points</p>	
C7	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen de descriptions de		/25	Moins de 2 ans = 0 point	

	projets, que la ressource proposée possède une expérience, acquise au cours des vingt (20) dernières années, dans les essais de migration de données.			Entre 2 et 4 ans = 5 points Entre 4 et 6 ans = 10 points Entre 6 et 8 ans = 15 points Entre 8 et 10 ans = 20 points 10 ans et plus = 25 points	
C8	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience sur le produit Test Manager de Microsoft.		/15	Moins d'un an = 0 point Entre 1 et 3 ans = 5 points Entre 3 et 5 ans = 10 points 5 ans et plus = 15 points	
C9.	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède une expérience de travail sur des projets de plusieurs millions de dollars*. *On entend par plusieurs millions de dollars, un projet d'une valeur supérieure à 10 millions de dollars.		/5	Moins de 1 projet = 0 point 1 à 2 projets = 1 point 3 ou 4 projets – 3 points 5 projets et plus = 5 points	
C10	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen de descriptions de projets, que la ressource proposée a travaillé plus de six (6) mois sur le même projet au cours des deux (2) dernières années.		/15	Moins de 6 mois = 0 point Entre 6 mois et 1 an = 10 points 1 an et plus = 15 points	
Note de passage = 135 sur 185			/185		

Champ de travail 4 - Services d'entreprise

1. A.11 Essayeur

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
O1	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises comme essayeur, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous. Pour être pris en compte, les projets mentionnés en référence doivent intégrer au moins 50 % des tâches connexes énumérées à l'annexe A – Énoncé des travaux pour cette catégorie de ressources.</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		
O2	<p>L'entrepreneur doit fournir au moins deux (2) références de projets connexes menés au cours des cinq (5) dernières années qui peuvent valider les connaissances et l'expérience de la ressource conformément à l'exigence obligatoire 1. Ces renseignements devraient inclure le nom de l'organisation, le nom de la personne-ressource, son numéro de téléphone, son adresse électronique, le lien avec la personne-ressource, une description des projets ainsi que la date et la durée du contrat.</p> <p>Remarque : l'État acceptera deux (2) références provenant d'un (1) seul projet seulement si une ressource a été affectée au projet pendant au moins cinq (5) ans. Les références doivent être un superviseur direct, un gestionnaire ou un directeur ayant travaillé avec la ressource afin d'être admissibles (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p> <p>Les projets mentionnés en référence doivent avoir une durée minimale de six (6) mois.</p>		
O3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée est disposée à obtenir le dédouanement des marchandises contrôlées par l'entremise du Programme de dédouanement des marchandises contrôlées de TPSGC et qu'elle est en mesure de le faire. L'entrepreneur dispose d'un maximum</p>		

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
	de soixante (60) jours à compter de l'acceptation de l'AT pour libérer toutes les ressources proposées (s'applique aux niveaux 1 à 3).		
O4	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience pratique cumulative requises, cumulées au cours des douze (12) dernières années, dans la rédaction de cas d'essais, et le développement de scripts d'essais et de trousseaux d'essais pour les systèmes et applications, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous :</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		
O5	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises, cumulées au cours des quinze (15) dernières années, dans le codage ET l'exécution d'essais automatisés à l'aide de Rational Functional Tester*, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous :</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p> <p>*La version de Rational Function Tester doit être indiquée.</p>		
O6	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède une expérience pratique dans les *essais de performance des systèmes de TI d'envergure indispensables, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en</p>		

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
	<p>informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous :</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p> <p>*L'expérience doit comprendre tous les types d'essais suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Essais marginaux - Essais de charge - Essais d'autonomie - Essais avec données réelles - Essais d'évolutivité - Essais des pointes 		

Critères cotés		Expérience démontrée	Nombre max. de points	Notation	Résultat
C1	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède au moins cinq (5) ans d'expérience documentée, cumulés au cours des onze (11) dernières années, dans la rédaction de cas d'essais et dans le développement de scripts et de trousseaux d'essais pour les systèmes et les applications.		/20	<p>Moins de 5 ans = 0 point</p> <p>Entre 5 et 7 ans = 5 points</p> <p>Entre 7 et 9 ans = 10 points</p> <p>Entre 9 et 11 ans = 15 points</p> <p>11 ans et plus = 20 points</p>	
C2	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède au moins cinq (5) ans d'expérience		/25	<p>Moins de 3 ans = 0 point</p>	

	documentée, cumulés au cours des onze (11) dernières années, comme essayeur utilisant Rational Functional Tester*. *La version de Rational Function Tester doit être indiquée.			Entre 3 et 5 ans = 5 points Entre 7 et 9 ans = 15 points Entre 9 et 11 ans = 20 points 11 ans et plus = 25 points	
C3	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède au moins cinq (5) ans d'expérience, cumulés au cours des onze (11) dernières années, dans l'utilisation de logiciels d'essais automatisés et d'autres trousseaux ou outils d'essais conçus sur mesure pour stimuler l'exécution de transactions d'essai du système et de l'application en temps réel.		/20	Moins de 5 ans = 0 point Entre 5 et 7 ans = 5 points Entre 7 et 9 ans = 10 points Entre 9 et 11 ans = 15 points 11 ans et plus = 20 points	
C4	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède une expérience combinée, acquise au cours des cinq (5) dernières années, dans tous les aspects de la mise à l'essai de logiciels et applications, c.-à-d. l'analyse, la planification, la performance, l'automatisation et l'acceptation par l'utilisateur.		/10	Moins de 3 ans = 0 point Entre 3 et 5 ans = 5 points 5 ans et plus = 10 points	
C5	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans la rédaction de parcours de l'utilisateur et leur comparaison avec les processus opérationnels et les exigences.		/20	Moins de 5 ans = 0 point Entre 5 et 7 ans = 5 points Entre 7 et 9 ans = 10 points	

				Entre 9 et 11 ans = 15 points 11 ans et plus = 20 points	
C6	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans l'utilisation de logiciels d'essais automatisés et d'autres trousseaux ou outils d'essais conçus sur mesure pour stimuler l'exécution de transactions d'essais du système et de l'application.		/20	Moins de 5 ans = 0 point Entre 5 et 7 ans = 5 points Entre 7 et 9 ans = 10 points Entre 9 et 11 ans = 15 points 11 ans et plus = 20 points	
C7	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen de descriptions de projets, que la ressource proposée possède une expérience, acquise au cours des vingt (20) dernières années, de travail avec tous les niveaux d'essais de systèmes logiciels suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Analyse • Planification • Performances • Automatisation • Acceptation par l'utilisateur 		/20	Moins de 5 ans = 0 point Entre 5 et 7 ans = 5 points Entre 7 et 9 ans = 10 points Entre 9 et 11 ans = 15 points 11 ans et plus = 20 points	
C8	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée a de l'expérience dans la mise à l'essai d'applications .Net.		/15	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 5 ans = 5 points Entre 5 et 8 ans = 10 points 8 ans et plus = 15 points	

C9.	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans la mise à l'essai de produits Siebel (version 7x ou ultérieure).		/15	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 5 ans = 5 points Entre 5 et 8 ans = 10 points 8 ans et plus = 15 points	
Note de passage = 120 sur 165			/165		

2. B.1 Analyste des affaires

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
O1	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises comme analyste des affaires conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous. Pour être pris en compte, les projets mentionnés en référence doivent intégrer au moins 50 % des tâches connexes énumérées à l'annexe A – Énoncé des travaux pour cette catégorie de ressources.</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		
O2	<p>L'entrepreneur doit fournir au moins deux (2) références de projets connexes menés au cours des cinq (5) dernières années qui peuvent valider les connaissances et l'expérience de la ressource conformément à l'exigence obligatoire 1. Ces renseignements devraient inclure le nom de l'organisation, le nom de la personne-ressource, son numéro de téléphone, son adresse électronique, le lien</p>		

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
	<p>avec la personne-ressource, une description des projets ainsi que la date et la durée du contrat.</p> <p>Remarque : l'État acceptera deux (2) références provenant d'un (1) seul projet seulement si une ressource a été affectée au projet pendant au moins cinq (5) ans. Les références doivent être un superviseur direct, un gestionnaire ou un directeur ayant travaillé avec la ressource afin d'être admissibles (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p> <p>Les projets mentionnés en référence doivent avoir duré au moins six (6) mois.</p>		
O3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée est disposée à obtenir le dédouanement des marchandises contrôlées par l'entremise du Programme de dédouanement des marchandises contrôlées de TPSGC et qu'elle est en mesure de le faire.</p> <p>L'entrepreneur dispose d'un maximum de soixante (60) jours à compter de l'acceptation de l'AT pour libérer toutes les ressources proposées (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p>		
O4	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience de travail requises, cumulées au cours des quinze (15) dernières années, comme analyste des affaires dans le cadre de projets de solutions de GI-TI (les tâches comprennent : cerner et documenter les exigences opérationnelles, produire des maquettes de rapports selon les exigences du client, aider à la conception de cas d'essais d'acceptation de l'utilisateur), conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous :</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		

Critères cotés		Expérience démontrée	Nombre max. de points	Notation	Résultat
C1	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans au moins quatre (4) des tâches liées à l'analyse des activités dans le cadre de chacun des projets décrits. Les projets réalisés au cours des quinze (15) dernières années seront pris en compte et évalués.</p> <p>Voici des exemples de tâches qui seraient considérées comme acceptables (cette liste n'est pas exhaustive) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • définir les exigences fonctionnelles et non fonctionnelles à l'aide de documents sur les besoins opérationnels, de cas d'utilisation, de documents sur les exigences des systèmes, etc.; • décrire les processus actuels et futurs; • rédiger les critères d'acceptation des utilisateurs; • organiser des ateliers de collecte des exigences; • effectuer une décomposition fonctionnelle d'un système existant. 		/25	<p>Moins de 2 ans = 0 point</p> <p>Entre 2 et 4 ans = 5 points</p> <p>Entre 4 et 6 ans = 10 points</p> <p>Entre 6 et 8 ans = 15 points</p> <p>Entre 8 et 10 ans = 20 points</p> <p>10 ans et plus = 25 points</p>	
C2	<p>L'entrepreneur doit démontrer, en se servant des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience de travail comme analyste des affaires qui répond aux questions de concepteurs,</p>		/25	<p>Moins de 2 ans = 0 point</p> <p>Entre 2 et 4 ans = 5 points</p>	

	de développeurs ou d'analystes de l'assurance de la qualité découlant de leur examen des exigences opérationnelles au cours de la conception, du développement et des essais. Les projets réalisés au cours des quinze (15) dernières années seront pris en compte et évalués.			Entre 4 et 6 ans = 10 points Entre 6 et 8 ans = 15 points Entre 8 et 10 ans = 20 points 10 ans et plus = 25 points	
C3	L'entrepreneur doit démontrer, en se servant des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience de collaboration avec le client et de la participation aux séances de revue du système avec le client et les développeurs afin de valider les exigences et de documenter toutes les demandes de modifications fonctionnelles à apporter à la solution. Les projets réalisés au cours des quinze (15) dernières années seront pris en compte et évalués.		/25	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 4 ans = 5 points Entre 4 et 6 ans = 10 points Entre 6 et 8 ans = 15 points Entre 8 et 10 ans = 20 points 10 ans et plus = 25 points	
C4	L'entrepreneur doit démontrer, en se servant des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience de travail comme analyste des affaires dans le cadre d'un projet de GI-TI complexe pendant au moins douze (12) mois consécutifs au cours des quinze (15) dernières années. Aucun point ne sera accordé pour le travail d'un analyste des affaires sur un projet pendant moins de douze (12) mois. De multiples projets de plus de douze mois peuvent être regroupés pour donner un total cumulatif. Les soumissions		/25	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 4 ans = 5 points Entre 4 et 6 ans = 10 points Entre 6 et 8 ans = 15 points Entre 8 et 10 ans = 20 points 10 ans et plus = 25 points	

	doivent indiquer la date de début et de fin de la participation au projet de chaque ressource.				
C5	L'entrepreneur doit démontrer, en se servant des descriptions de projets, que la ressource proposée possède au moins cinq (5) ans d'expérience de travail avec un outil de gestion des exigences (p. ex. Blueprint) et de travail dans Excel pour produire des rapports.		/5	Moins de 5 ans = 0 point 5 ans et plus = 5 points	
C6	L'entrepreneur doit démontrer, en se servant des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience de travail comme analyste des affaires sur des systèmes de GI-TI ayant un budget dépassant 15 millions de dollars. Les projets réalisés au cours des quinze (15) dernières années seront pris en compte et évalués.		/20	Moins d'un (1) système de GI-TI = 0 point 1 système de GI-TI = 5 points 2 systèmes de GI-TI = 10 points 3 systèmes de GI-TI = 15 points Plus de 3 systèmes de GI-TI = 20 points	
Note de passage = 90 sur 110			/125		Veuillez sélectionner

3. B.9 Développeur de didacticiels

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
O1	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises comme développeur de didacticiels, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous. Les projets mentionnés en référence doivent démontrer que la		

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
	<p>ressource a accompli au moins 50 % des tâches connexes énumérées à l'annexe A – Énoncé des travaux pour cette catégorie de ressources.</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		
O2	<p>L'entrepreneur doit fournir au moins deux (2) références de projets connexes menés au cours des cinq (5) dernières années qui peuvent valider les connaissances et l'expérience de la ressource conformément à l'exigence obligatoire 1. Ces renseignements devraient inclure le nom de l'organisation, le nom de la personne-ressource, son numéro de téléphone, son adresse électronique, le lien avec la personne-ressource, une description des projets ainsi que la date et la durée du contrat.</p> <p>Remarque : l'État acceptera deux (2) références provenant d'un (1) seul projet seulement si une ressource a été affectée au projet pendant au moins cinq (5) ans. Les références doivent être un superviseur direct, un gestionnaire ou un directeur ayant travaillé avec la ressource afin d'être admissibles (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p> <p>Les projets mentionnés en référence doivent avoir duré au moins six (6) mois.</p>		
O3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée est disposée à obtenir le dédouanement des marchandises contrôlées par l'entremise du Programme de dédouanement des marchandises contrôlées de TPSGC et qu'elle est en mesure de le faire.</p> <p>L'entrepreneur dispose d'un maximum de soixante (60) jours à compter de l'acceptation de l'AT pour libérer toutes les ressources proposées (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p>		

Critères cotés		Expérience démontrée	Nombre max. de points	Notation	Résultat
C1	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée a de l'expérience dans l'évaluation/l'analyse des besoins de ses clients et doit formuler les recommandations appropriées.		/20	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 5 ans = 5 points Entre 5 et 8 ans = 10 points Entre 8 et 11 ans = 15 points 11 ans et plus = 20 points	
C2	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans le développement d'au moins quatre (4) types de contenu axé sur le client y compris les exemples suivants, sans toutefois s'y limiter : <ul style="list-style-type: none"> • Aide en ligne • Manuels imprimés • Exemples réalistes • Didacticiels • Formations à rythme libre • Documents de formation donnés par l'instructeur 		/20	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 5 ans = 5 points Entre 5 et 8 ans = 10 points Entre 8 et 11 ans = 15 points 11 ans et plus = 20 points	
C3	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans l'élaboration de documents de formation de GI-TI.		/20	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 5 ans = 5 points Entre 5 et 8 ans = 10 points Entre 8 et 11 ans = 15 points 11 ans et plus = 20 points	
C4	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de		/20	Moins de 10 ans = 0 point	

	projets, que la ressource proposée possède au moins dix (10) ans d'expérience de travail, cumulés au cours des quinze (15) dernières années, dans le développement de didacticiels de TI.			Entre 10 et 12 ans = 5 points Entre 12 et 14 ans = 10 points Entre 14 et 16 ans = 15 points 16 ans et plus = 20 points	
C5	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède au moins dix (10) ans d'expérience de travail, cumulés au cours des quinze (15) dernières années, dans l'analyse des besoins, et l'élaboration et la fourniture de documents de formation de GI-TI.		/20	Moins de 10 ans = 0 point Entre 10 et 12 ans = 5 points Entre 12 et 14 ans = 10 points Entre 14 et 16 ans = 15 points 16 ans et plus = 20 points	
C6	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée a fourni des documents de formation de GI-TI.		/10	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 5 ans = 5 points 5 ans et plus = 10 points	
C7	L'entrepreneur doit démontrer, en se servant des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans la gestion et la direction du développement de didacticiels de TI qui respectent les normes de gestion de projet.		/20	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 5 ans = 5 points Entre 5 et 8 ans = 10 points Entre 8 et 11 ans = 15 points	

				11 ans et plus = 20 points	
C8	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience de travail dans un vaste environnement de TI (environnement de plus de 5 000 postes de travail) au cours des quinze (15) dernières années.		/20	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 5 ans = 5 points Entre 5 et 8 ans = 10 points Entre 8 et 11 ans = 15 points 11 ans et plus = 20 points	
Note de passage = 110 sur 150			/150		Veuillez sélectionner

4. **B.14 Rédacteur technique**

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
O1	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises comme rédacteur technique, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous. Pour être pris en compte, les projets mentionnés en référence doivent intégrer au moins 50 % des tâches connexes énumérées à l'annexe A – Énoncé des travaux pour cette catégorie de ressources.</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		
O2	L'entrepreneur doit fournir au moins deux (2) références de projets connexes menés au cours des cinq (5) dernières années qui peuvent valider les connaissances et l'expérience de la ressource conformément à l'exigence obligatoire 1. Ces renseignements devraient inclure le nom		

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
	<p>de l'organisation, le nom de la personne-ressource, son numéro de téléphone, son adresse électronique, le lien avec la personne-ressource, une description des projets ainsi que la date et la durée du contrat.</p> <p>Remarque : l'État acceptera deux (2) références provenant d'un (1) seul projet seulement si une ressource a été affectée au projet pendant au moins cinq (5) ans. Les références doivent être un superviseur direct, un gestionnaire ou un directeur ayant travaillé avec la ressource afin d'être admissibles (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p> <p>Les projets mentionnés en référence doivent avoir duré au moins six (6) mois.</p>		
O3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée est disposée à obtenir le dédouanement des marchandises contrôlées par l'entremise du Programme de dédouanement des marchandises contrôlées de TPSGC et qu'elle est en mesure de le faire. L'entrepreneur dispose d'un maximum de soixante (60) jours à compter de l'acceptation de l'AT pour libérer toutes les ressources proposées (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p>		

Critères cotés		Expérience démontrée	Nombre max. de points	Notation	Résultat
C1	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans l'élaboration de plans de documents pour de systèmes d'envergure (plus de 1000 utilisateurs).		/15	<p>Moins de 1 projet = 0 point</p> <p>1 à 2 projets = 5 points</p> <p>3 à 4 projets = 10 points</p> <p>5 projets et plus = 15 points</p>	
C2	L'entrepreneur oit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource		/30	<p>Moins de 1 projet = 0 point</p>	

	proposée possède de l'expérience dans la rédaction de documents techniques et axés sur le client pour les systèmes de GI-TI.			1 à 2 projets = 5 points 3 à 4 projets = 10 points 5 à 6 projets = 15 points 7 à 8 projets = 20 points 9 à 10 projets = 25 points 10 projets et plus = 30 points	
C3	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans l'examen et l'évaluation des documents techniques existants, dans le but de formuler des recommandations aux intervenants du projet sur de possibles améliorations.		/15	Moins de 1 projet = 0 point 1 à 2 projets = 5 points 3 à 4 projets = 10 points 5 projets et plus = 15 points	
C4	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projet, que la ressource proposée possède au moins dix (10) ans d'expérience, cumulés au cours des 15 dernières années, comme rédacteur technique mandaté pour déterminer les exigences en matière de documentation pour les projets de développement d'applications.		/20	Moins de 10 ans = 0 point Entre 10 et 12 ans = 5 points Entre 12 et 14 ans = 10 points Entre 14 et 16 ans = 15 points 16 ans et plus = 20 points	
Note de passage = 60 sur 80			/80		Veuillez sélectionner

5. P.1 Conseiller en gestion du changement

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
O1	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises comme conseiller en gestion du changement, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous. Pour être pris en compte, les projets mentionnés en référence doivent intégrer au moins 50 % des tâches connexes énumérées à l'annexe A – Énoncé des travaux pour cette catégorie de ressources.</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		
O2	<p>L'entrepreneur doit fournir au moins deux (2) références de projets connexes menés au cours des cinq (5) dernières années qui peuvent valider les connaissances et l'expérience de la ressource conformément à l'exigence obligatoire 1. Ces renseignements devraient inclure le nom de l'organisation, le nom de la personne-ressource, son numéro de téléphone, son adresse électronique, le lien avec la personne-ressource, une description des projets ainsi que la date et la durée du contrat.</p> <p>Remarque : l'État acceptera deux (2) références provenant d'un (1) seul projet seulement si une ressource a été affectée au projet pendant au moins cinq (5) ans. Les références doivent être un superviseur direct, un gestionnaire ou un directeur ayant travaillé avec la ressource afin d'être admissibles (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p> <p>Les projets mentionnés en référence doivent avoir duré au moins six (6) mois.</p>		
O3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée est disposée à obtenir le dédouanement des marchandises contrôlées par l'entremise du Programme de dédouanement des marchandises contrôlées de TPSGC et qu'elle est en mesure de le faire. L'entrepreneur dispose d'un maximum de soixante (60) jours à compter de l'acceptation de l'AT pour libérer toutes les ressources proposées (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p>		

Critères cotés		Expérience démontrée	Nombre max. de points	Notation	Résultat
C1	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans l'exécution d'évaluations de l'état de préparation au changement et de la formulation de recommandations aux clients pour régler les points problématiques.		/20	Moins d'un an = 0 point Entre 1 et 3 ans = 5 points Entre 3 et 5 ans = 10 points Entre 5 et 7 ans = 15 points 7 ans et plus = 20 points	
C2	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans l'élaboration de produits de communication visant à promouvoir les exigences en matière de gestion du changement et dans l'adaptation de ces produits pour divers auditoires.		/20	Moins d'un an = 0 point Entre 1 et 3 ans = 5 points Entre 3 et 5 ans = 10 points Entre 5 et 7 ans = 15 points 7 ans et plus = 20 points	
C3	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans l'animation de discussions avec des intervenants, l'identification des améliorations à apporter aux processus opérationnels et la mise en œuvre réussie de ces améliorations.		/20	Moins d'un an = 0 point Entre 1 et 3 ans = 5 points Entre 3 et 5 ans = 10 points Entre 5 et 7 ans = 15 points 7 ans et plus = 20 points	
C4	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets,		/15	Moins de 10 ans = 0 point	

	que la ressource proposée possède au moins dix (10) ans d'expérience de travail cumulés au cours des quinze (15) dernières années dans la gestion du changement.			Entre 10 et 12 ans = 5 points Entre 12 et 14 ans = 10 points 14 ans et plus = 15 points	
C5	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède au moins cinq (5) ans d'expérience de travail cumulés au cours des dix (10) dernières années dans la direction des activités de gestion du changement dans le cadre de projets de TI dans un environnement regroupant au moins trois types de groupes d'utilisateurs (p. ex. utilisateurs ministériels, non gouvernementaux, citoyens, utilisateurs d'autres ministères du gouvernement, d'organismes).		/20	Moins de 5 ans = 0 point Entre 5 et 7 ans = 5 points Entre 7 et 9 ans = 10 points Entre 9 et 11 ans = 15 points 11 ans et plus = 20 points	
C6	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans la gestion des attentes des clients, la prestation de conseils, d'orientation et de mentorat, et l'établissement d'un consensus.		/20	Moins de 1 an = 0 point Entre 1 et 3 ans = 5 points Entre 3 et 5 ans = 10 points Entre 5 et 7 ans = 15 points 7 ans et plus = 20 points	
C7	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans la surveillance du rendement des activités de gestion du changement.		/15	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 5 ans = 5 points Entre 5 et 8 ans = 10 points	

				8 ans et plus = 15 points	
C8	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a terminé avec succès un certificat ou une certification en gestion du changement au cours des cinq dernières années. Une preuve de certification valide doit être fournie.		/10	Certification = 10 points	
Note de passage = 105 sur 140			/140		Veuillez sélectionner

6. P.9 Gestionnaire de projet

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
O1	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises comme gestionnaire de projet, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous. Les projets mentionnés en référence doivent démontrer que la ressource a accompli au moins 50 % des tâches connexes énumérées à l'annexe A – Énoncé des travaux pour cette catégorie de ressources. Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience; Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience; Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.		
O2	L'entrepreneur doit fournir au moins deux (2) références de projets connexes menés au cours des cinq (5) dernières années qui peuvent valider les connaissances et l'expérience de la ressource conformément à l'exigence obligatoire 1. Ces renseignements devraient inclure le nom de l'organisation, le nom de la personne-ressource, son numéro de téléphone, son adresse électronique, le lien avec la personne-ressource, une description des projets ainsi que la date et la durée du contrat.		

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
	<p>Remarque : l'État acceptera deux (2) références provenant d'un (1) seul projet seulement si une ressource a été affectée au projet pendant au moins cinq (5) ans. Les références doivent être un superviseur direct, un gestionnaire ou un directeur ayant travaillé avec la ressource afin d'être admissibles (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p> <p>Les projets mentionnés en référence doivent avoir duré au moins six (6) mois.</p>		
O3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée est disposée à obtenir le dédouanement des marchandises contrôlées par l'entremise du Programme de dédouanement des marchandises contrôlées de TPSGC et qu'elle est en mesure de le faire.</p> <p>L'entrepreneur dispose d'un maximum de soixante (60) jours à compter de l'acceptation de l'AT pour libérer toutes les ressources proposées (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p>		

Critères cotés		Expérience démontrée	Nombre max. de points	Notation	Résultat
C1	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans la direction de projets de gestion de l'information dans le secteur public ou de projets de technologie de l'information au sein d'une grande organisation.</p> <p>On entend par grande, une organisation comptant plus de 5 000 utilisateurs répartis dans diverses régions.</p>		/15	<p>Moins de 5 ans = 0 point</p> <p>Entre 5 et 10 ans = 5 points</p> <p>Entre 10 et 15 ans = 10 points</p> <p>15 ans et plus = 15 points</p>	
C2	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans la direction de projets de gestion de</p>		/10	<p>Moins d'un an = 0 point</p> <p>Entre 1 et 2 ans = 5 points</p>	

	l'information dans le secteur public ou de projets de technologie de l'information au sein d'une grande organisation œuvrant partout dans le monde (sur plus d'un [1] continent).			2 ans et plus = 10 points	
C3	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans la prestation de conseils stratégiques à la haute direction dans les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • produits livrables, contenu, portée et échéanciers du projet; • définir et documenter les objectifs de l'équipe; • produire des rapports sur l'exécution et le rendement du projet. 		/15	<p>Moins de 5 ans = 0 point</p> <p>Entre 5 et 10 ans = 5 points</p> <p>Entre 10 et 15 ans = 10 points</p> <p>15 ans et plus = 15 points</p>	
C4	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède au moins dix (10) ans d'expérience dans la gestion de projets d'envergure en tant que gestionnaire de projet au sein d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement fédéral.</p> <p>On entend par projets d'envergure des projets qui comptent des équipes multidisciplinaires matricielles et dont la valeur est d'au moins 5 millions de dollars.</p>		/20	<p>Moins de 10 ans = 0 point</p> <p>Entre 10 et 12 ans = 5 points</p> <p>Entre 12 et 14 ans = 10 points</p> <p>Entre 14 et 16 ans = 15 points</p> <p>16 ans et plus = 20 points</p>	
C5	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience comme gestionnaire de projet de la gestion de projets complexes comptant de multiples équipes dans tous les aspects de la gestion de projet suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gestion de la portée des projets 		/20	<p>Moins de 5 ans = 0 point</p> <p>Entre 5 et 10 ans = 10 points</p> <p>Entre 10 et 15 ans = 15 points</p> <p>15 ans et plus = 20 points</p>	

	<ul style="list-style-type: none"> Gestion du calendrier des projets Gestion des coûts liés au projet Demandes de changements de projets Gestion des communications relatives au projet Gestion des risques liés au projet Produits livrables du projet Documentation sur le projet Évaluation du projet Gestion des intervenants du projet 				
C6	<p>L'entrepreneur doit démontrer, en fournissant des copies des certificats, que la ressource proposée possède :</p> <ul style="list-style-type: none"> Certification PMP Prince 2 (Praticien ou Bases) <p>Remarque : Une copie du certificat doit être jointe à la soumission de l'entrepreneur.</p>		/10	<p>1 certification = 5 points</p> <p>2 certifications = 10 points</p>	
C7	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède au moins dix (10) ans d'expérience de travail, cumulés au cours des quinze (15) dernières années, dans les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> rédaction de propositions de projets; plans de projet; estimations des coûts; feuilles de route de projets. 		/20	<p>Moins de 10 ans = 0 point</p> <p>Entre 10 et 12 ans = 5 points</p> <p>Entre 12 et 14 ans = 10 points</p> <p>Entre 14 et 16 ans = 15 points</p> <p>16 ans et plus = 20 points</p>	
C8	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède au moins dix (10) ans d'expérience de travail, cumulés</p>		/20	<p>Moins de 10 ans = 0 point</p> <p>Entre 10 et 12 ans = 5 points</p>	

	<p>au cours des quinze (15) dernières années, dans l'exécution des tâches suivantes dans le cadre de projets :</p> <ul style="list-style-type: none"> planifier la porter, le calendrier, les coûts, les ressources humaines, les risques, les communications générales et l'approvisionnement; restructurer les processus opérationnels. 			<p>Entre 12 et 14 ans = 10 points</p> <p>Entre 14 et 16 ans = 15 points</p> <p>16 ans et plus = 20 points</p>	
C9.	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède une expérience de travail au sein d'un bureau de gestion de projets centralisé dans un vaste environnement de GI-TI.</p> <p>On entend par vaste environnement de TI, un environnement comptant plus de 5 000 utilisateurs répartis dans diverses régions.</p>		/30	<p>Moins de 5 ans = 0 point</p> <p>Entre 5 et 10 ans = 10 points</p> <p>Entre 10 et 15 ans = 20 points</p> <p>15 ans et plus = 30 points</p>	
C10	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience de la prestation de propositions de stratégies pouvant maximiser la réalisation et la réussite d'au moins un (1) projet de transformation des activités.</p>		/20	<p>1 projet = 10 points</p> <p>2 projets et plus = 20 points</p>	
C11	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède une expérience combinée de gestion des relations avec les intervenants dans le cadre d'un projet regroupant toutes les personnes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> intervenants internes; intervenants externes. 		/20	<p>1 projet = 10 points</p> <p>2 projets et plus = 20 points</p>	

	Pour être acceptés, les intervenants doivent être identifiés et l'entrepreneur doit expliquer leur participation en tant qu'intervenant (p. ex. quel est leur intérêt).				
Note de passage = 150 sur 200			/200		Veuillez sélectionner

Champ de travail 5 – Services de soutien de projet

1. A.1 Architecte d'applications/de logiciels

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
O1	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises comme architecte d'applications et de logiciels conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous. Pour être pris en compte, les projets mentionnés en référence doivent intégrer au moins 50 % des tâches connexes énumérées à l'annexe A – Énoncé des travaux pour cette catégorie de ressources.</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		
O2	<p>L'entrepreneur doit fournir au moins deux (2) références de projets connexes menés au cours des cinq (5) dernières années qui peuvent valider les connaissances et l'expérience de la ressource conformément à l'exigence obligatoire 1. Ces renseignements devraient inclure le nom de l'organisation, le nom de la personne-ressource, son numéro de téléphone, son adresse électronique, le lien avec la personne-ressource, une description des projets ainsi que la date et la durée du contrat.</p> <p>Remarque : l'État acceptera deux (2) références provenant d'un (1) seul projet seulement si une ressource a été affectée au projet pendant au moins cinq (5) ans. Les références doivent être un superviseur direct, un gestionnaire ou un directeur ayant travaillé avec la ressource afin d'être admissibles (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p> <p>Les projets mentionnés en référence doivent avoir duré au moins six (6) mois.</p>		
O3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée est disposée à obtenir le dédouanement des marchandises contrôlées par l'entremise du Programme</p>		

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
	de dédouanement des marchandises contrôlées de TPSGC et qu'elle est en mesure de le faire. L'entrepreneur dispose d'un maximum de soixante (60) jours à compter de l'acceptation de l'AT pour libérer toutes les ressources proposées (s'applique aux niveaux 1 à 3).		
O4	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises au cours des douze (12) dernières années dans l'animation de séances de consultation avec les intervenants, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous :</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p> <p>Les tâches* doivent comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> cueillette des exigences opérationnelles, techniques ou fonctionnelles qui sont nécessaires au développement de solutions opérationnelles ou d'application. <p>*Ces tâches peuvent comprendre la rencontre d'intervenants, dont la haute direction, le personnel technique, les clients et les gestionnaires de projet.</p>		

Critères cotés		Expérience démontrée	Nombre max. de points	Notation	Résultat
C1	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience, acquise au cours des vingt (20) dernières années, dans la gestion d'au moins quatre (4) des tâches suivantes en vue		/10	<p>Moins de 10 ans = 0 point</p> <p>Entre 10 et 15 ans = 5 points</p> <p>15 ans et plus = 10 points</p>	

	<p>de mettre en œuvre des applications ou solutions.</p> <p>Liste des tâches :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Validation des exigences opérationnelles • Conception des systèmes • Modélisation de données; • Développement de système • Assurance de la qualité • Architecture du système 				
C2	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience, acquise au cours des vingt (20) dernières années, pour transposer les exigences opérationnelles, dans le cadre d'un projet, en conception et rédaction de documents de spécifications techniques.		/15	<p>Moins de 10 ans = 0 point</p> <p>Entre 10 et 12 ans = 5 points</p> <p>Entre 12 et 14 ans = 10 points</p> <p>14 ans et plus = 15 points</p>	
C3	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience, acquise au cours des vingt (20) dernières années, dans l'intégration de différentes technologies ou différents produits provenant de divers fournisseurs visant à réaliser des projets de système ou d'application.		/15	<p>Moins de 10 ans = 0 point</p> <p>Entre 10 et 12 ans = 5 points</p> <p>Entre 12 et 14 ans = 10 points</p> <p>14 ans et plus = 15 points</p>	
C4	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience de travail comme architecte d'applications/de logiciels utilisant Blueprint (outil de gestion des exigences) et Excel et l'a acquise au cours des huit (8) dernières années.		/10	<p>Moins de 2 ans = 0 point</p> <p>Entre 2 et 4 ans = 5 points</p> <p>4 ans et plus = 10 points</p>	

C5	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience de travail avec Team Foundation Server (TFS) et l'a acquise au cours des huit (8) dernières années.		/10	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 4 ans = 5 points 4 ans et plus = 10 points	
C6	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience de travail avec .Net et l'a acquise au cours des huit (8) dernières années.		/10	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 4 ans = 5 points 4 ans et plus = 10 points	
C7	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience de travail avec Siebel et l'a acquise au cours des huit (8) dernières années.		/10	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 4 ans = 5 points 4 ans et plus = 10 points	
Note de passage = 60 sur 80			/80		

2. I.11 Architecte de la technologie

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
O1	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises comme architecte de la technologie, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous. Les projets mentionnés en référence doivent démontrer que la ressource a accompli au moins 50 % des tâches connexes énumérées à l'annexe A – Énoncé des travaux pour cette catégorie de ressources. Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;		

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
	<p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		
O2	<p>L'entrepreneur doit fournir au moins deux (2) références de projets connexes menés au cours des cinq (5) dernières années qui peuvent valider les connaissances et l'expérience de la ressource conformément à l'exigence obligatoire 1. Ces renseignements devraient inclure le nom de l'organisation, le nom de la personne-ressource, son numéro de téléphone, son adresse électronique, le lien avec la personne-ressource, une description des projets ainsi que la date et la durée du contrat.</p> <p>Remarque : l'État acceptera deux (2) références provenant d'un (1) seul projet seulement si une ressource a été affectée au projet pendant au moins cinq (5) ans. Les références doivent être un superviseur direct, un gestionnaire ou un directeur ayant travaillé avec la ressource afin d'être admissibles (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p> <p>Les projets mentionnés en référence doivent avoir duré au moins six (6) mois.</p>		
O3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée est disposée à obtenir le dédouanement des marchandises contrôlées par l'entremise du Programme de dédouanement des marchandises contrôlées de TPSGC et qu'elle est en mesure de le faire.</p> <p>L'entrepreneur dispose d'un maximum de soixante (60) jours à compter de l'acceptation de l'AT pour libérer toutes les ressources proposées (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p>		
O4	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience de travail requises, cumulées au cours des quinze (15) dernières années, de l'architecture de solution de GI-TI, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous :</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p>		

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
	Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience; Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.		
O5	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience de travail requises, cumulées au cours des quinze (15) dernières années, de la mise en œuvre d'applications ou de solutions, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous : Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience; Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience; Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.		

Critères cotés		Expérience démontrée	Nombre max. de points	Notation	Résultat
C1	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience de travail avec des clients, des équipes techniques et des fournisseurs dans le cadre de projets d'applications de GI-TI.		/20	Moins de 7 ans = 0 point Entre 7 et 10 ans = 5 points Entre 10 et 13 ans = 10 points Entre 13 et 16 ans = 15 points 16 ans et plus = 20 points	

C2	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans la réalisation d'analyses opérationnelles ou des options et de la recommandation de solutions de GI-TI qui conviennent au contexte de l'entreprise.		/25	Moins de 7 ans = 0 point Entre 5 et 9 ans = 5 points Entre 9 et 11 ans = 10 points Entre 11 et 13 ans = 15 points Entre 13 et 15 ans = 20 points 15 ans et plus = 25 points	
C3	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans l'interprétation des exigences opérationnelles et dans leur conversion en solutions technologiques stratégiques intégrées pour l'exécution de projets de système/d'application qui règlent les problèmes opérationnels cernés et répondent aux exigences.		/20	Moins de 2 projets = 0 point 2 projets = 5 points 4 projets = 10 points 4 projets = 15 points 5 projets et plus = 20 points	
C4	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans la création et la tenue à jour d'une Matrice de traçabilité des exigences de sécurité (MTES).		/20	Moins de 2 projets = 0 point 2 projets = 5 points 4 projets = 10 points 4 projets = 15 points 5 projets et plus = 20 points	
C5	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans		/20	Moins de 2 projets = 0 point	

	l'atténuation des risques en déterminant et en évaluant les options de déploiement d'un système et d'une solution.			2 projets = 5 points 3 projets = 10 points 4 projets = 15 points 5 projets et plus = 20 points	
C6	L'entrepreneur doit démontrer, à l'aide des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans l'évaluation du matériel et du logiciel et dans la formulation de recommandations pour répondre aux exigences précises visant à améliorer les performances du système et à régler les goulots d'étranglement potentiels et réels.		/20	Moins de 2 projets = 0 point 2 projets = 5 points 3 projets = 10 points 4 projets = 15 points 5 projets et plus = 20 points	
C7	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience de travail comme architecte de la technologie sur des projets d'une valeur minimale de 10 millions de dollars.		/15	Moins de 1 projet = 0 point 1 projet = 5 points 2 projets = 10 points 3 projets et plus = 15 points	
C8	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une certification sur l'architecture de la TI valide. Une copie de la certification doit être fournie avec la proposition.		/15	Certification = 15 points	
Note de passage = 115 sur 155			/155		Veuillez sélectionner

3. P.9 Gestionnaire de projet

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
O1	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises comme gestionnaire de projet, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous. Pour être pris en compte, les projets mentionnés en référence doivent intégrer au moins 50 % des tâches connexes énumérées à l'annexe A – Énoncé des travaux pour cette catégorie de ressources.</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		
O2	<p>L'entrepreneur doit fournir au moins deux (2) références de projets connexes menés au cours des cinq (5) dernières années qui peuvent valider les connaissances et l'expérience de la ressource conformément à l'exigence obligatoire 1. Ces renseignements devraient inclure le nom de l'organisation, le nom de la personne-ressource, son numéro de téléphone, son adresse électronique, le lien avec la personne-ressource, une description des projets ainsi que la date et la durée du contrat.</p> <p>Remarque : l'État acceptera deux (2) références provenant d'un (1) seul projet seulement si une ressource a été affectée au projet pendant au moins cinq (5) ans. Les références doivent être un superviseur direct, un gestionnaire ou un directeur ayant travaillé avec la ressource afin d'être admissibles (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p> <p>Les projets mentionnés en référence doivent avoir duré au moins six (6) mois.</p>		

O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée est disposée à obtenir le dédouanement des marchandises contrôlées par l'entremise du Programme de dédouanement des marchandises contrôlées de TPSGC et qu'elle est en mesure de le faire. L'entrepreneur dispose d'un maximum de soixante (60) jours à compter de l'acceptation de l'AT pour libérer toutes les ressources proposées (s'applique aux niveaux 1 à 3).		
O4	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience de travail requises, cumulées au cours des quinze (15) dernières années, en tant que gestionnaire de projet de GI-TI au sein d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement fédéral ou une organisation du secteur privé équivalente, en taille et en portée, conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous :</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p> <p>On entend par grands projets, des projets qui comptent des équipes multidisciplinaires matricielles et dont la valeur est au moins de 5 millions de dollars.</p>		Veuillez sélectionner

Critères cotés		Expérience démontrée	Nombre max. de points	Notation	Résultat
C1	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède au moins cinq (5) années d'expérience dans la gestion de projets complexes comprenant la responsabilité de gérer au moins cinq (5) des neuf (9) aspects suivants liés à la gestion de projets au cours des quinze (15) dernières années.</p> <p>1. Gestion de la portée</p>		/25	<p>Moins de 5 aspects = 0 point</p> <p>5 aspects = 5 points</p> <p>6 aspects = 10 points</p> <p>7 aspects = 15 points</p> <p>8 aspects = 20 points</p>	

	2. Gestion du temps 3. Gestion des coûts 4. Gestion de la qualité 5. Gestion des ressources humaines 6. Gestion de la communication 7. Gestion du risque 8. Gestion des approvisionnements 9. Gestion des intervenants			9 aspects = 25 points	
C2	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience, au cours des quinze (15) dernières années, dans la prestation de conseils à la haute direction de la GI-TI, comme des personnes occupant des postes de niveaux directeur exécutif, directeur général et/ou PDG ou l'équivalent.</p> <p>Les conseils peuvent porter sur les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • produits livrables, contenu, portée et échéanciers du projet; • production de rapports sur l'exécution et le rendement du projet. 		/20	Moins de 8 ans = 0 point Entre 8 et 10 ans = 5 points Entre 10 et 12 ans = 10 points Entre 12 et 14 ans = 15 points 14 ans et plus = 20 points	
C3	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée a acquis, au cours des quinze (15) dernières années, une expérience de travail sur Microsoft Project en tant que gestionnaire de projets de GI-TI.</p>		/20	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 5 ans = 5 points Entre 5 et 8 ans = 10 points Entre 8 et 11 ans = 15 points 11 ans et plus = 20 points	
C4	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience de travail, acquise au cours des quinze (15) dernières années, sur des</p>		/20	Moins de 1 projet de système de GI-TI = 0 point	

	projets de système de GI-TI d'une durée d'au moins douze (12) mois .			1 à 2 projets de système de GI-TI = 5 points 3 à 4 projets de système de GI-TI = 10 points 5 à 6 projets de système de GI-TI = 15 points 7 projets de système de GI-TI et plus = 20 points	
C5	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience de travail sur des projets de GI-TI en tant que gestionnaire de projet.</p> <p>Chaque projet doit avoir une valeur d'au moins quinze (15) millions de dollars et avoir été réalisé au cours des quinze (15) dernières années.</p> <p>Pour se qualifier, la personne proposée doit avoir été affectée au projet pendant au moins 12 mois consécutifs.</p>		/15	Moins de 1 projet de système de GI-TI = 0 point 1 à 2 projets de système de GI-TI = 5 points 2 projets de système de GI-TI = 10 points 3 projets de système de GI-TI et plus = 15 points	
C6	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience de travail, acquise au cours des cinq (5) dernières années, avec Team Foundation Server (TFS) .		/10	Moins d'un an = 0 point 1 an et plus = 10 points	
C7	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans la planification et la coordination de toutes les ressources nécessaires pour exécuter l'EAU et la formation		/20	Moins de 5 ans = 0 point Entre 5 et 8 ans = 5 points Entre 8 et 11 ans = 10 points	

	(y compris les critères d'acceptation du système) des systèmes de GI-TI dans les deux langues officielles.			Entre 11 et 14 ans = 15 points 14 ans et plus = 20 points	
C8	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans la gestion des changements de GI-TI et dans la planification et la coordination de toutes les ressources nécessaires à la conception, au déploiement et à la migration de l'application de GI-TI mise en service.		/25	Moins de 8 ans = 0 point Entre 8 et 10 ans = 5 points Entre 10 et 12 ans = 10 points Entre 12 et 14 ans = 15 points Entre 14 et 16 ans = 20 points 16 ans et plus = 25 points	
C9.	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans la direction de projets de gestion de l'information ou de projets de technologie de l'information au sein d'une grande organisation. On entend par grande, une organisation comptant plus de 5 000 utilisateurs répartis dans diverses régions.		/30	Moins de 5 ans = 0 point Entre 5 et 7 ans = 5 points Entre 7 et 9 ans = 10 points Entre 9 et 11 ans = 15 points Entre 11 et 13 ans = 20 points Entre 13 et 15 ans = 25 points 15 ans et plus = 30 points	

C10	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans la direction de projets de gestion de l'information ou de projets de technologie de l'information au sein d'une grande organisation œuvrant partout dans le monde (sur plus d'un [1] continent).		/15	Moins de 1 projet = 0 point Entre 1 et 2 projets = 5 points Entre 3 et 4 projets = 10 points 5 projets et plus = 15 points	
C11	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède une expérience combinée comme gestionnaire de projet de la gestion de projets complexes comptant de multiples équipes dans tous les aspects de la gestion de projet suivants : <ol style="list-style-type: none"> 1. Gestion de l'intégration des projets 2. Gestion de la portée des projets 3. Gestion du calendrier des projets 4. Gestion des coûts liés au projet 5. Gestion des communications relatives au projet 6. Gestion des risques liés au projet 7. Gestion de l'approvisionnement du projet 8. gestion des intervenants du projet. 		/15	Moins de 5 ans = 0 point Entre 5 et 10 ans = 5 points Entre 10 et 15 ans = 10 points 15 ans et plus - 15 points	
R12	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée détient au moins une des certifications suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Certification PMP • Prince 2 (Praticien ou Bases) • ou une autre certification reconnue par un organisme international. 		/10	1 certification = 5 points 2 certifications = 10 points	

	Une copie du certificat doit être jointe à la proposition de l'entrepreneur.				
R13	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède une expérience au sein d'un bureau de gestion de projets central ou dans un bureau de GI-TI dans un vaste environnement de GI-TI*.</p> <p>*On entend par vaste environnement de TI, un environnement comptant plus de 5 000 utilisateurs répartis dans diverses régions.</p>		/30	<p>Moins de 5 ans = 0 point</p> <p>Entre 5 et 7 ans = 5 points</p> <p>Entre 7 et 9 ans = 10 points</p> <p>Entre 9 et 11 ans = 15 points</p> <p>Entre 11 et 13 ans = 20 points</p> <p>Entre 13 et 15 ans = 25 points</p> <p>15 ans et plus = 30 points</p>	
C14	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède une expérience combinée dans la gestion des relations avec les intervenants sur un projet comptant tous les intervenants suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. intervenants internes; 2. intervenants externes publics; 3. intervenants externes privés. 		/20	<p>1 projet = 10 points</p> <p>2 projets et plus = 20 points</p>	
Note de passage = 205 sur 275			/275		Veuillez sélectionner

4. P.10 Ordonnancier de projet

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
O1	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède les années d'expérience requises comme ordonnancier de projet,		

N°	Critères obligatoires	Expérience démontrée (à remplir par l'entrepreneur)	Satisfait/ne satisfait pas aux exigences
	<p>conformément aux niveaux d'expérience de l'arrangement en matière d'approvisionnement des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) énoncés ci-dessous. Pour être pris en compte, les projets mentionnés en référence doivent intégrer au moins 50 % des tâches connexes énumérées à l'annexe A – Énoncé des travaux pour cette catégorie de ressources.</p> <p>Niveau 1 : moins de 5 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 2 : 5 à 10 ans d'expérience;</p> <p>Niveau 3 : plus de 10 ans d'expérience.</p>		
O2	<p>L'entrepreneur doit fournir au moins deux (2) références de projets connexes menés au cours des cinq (5) dernières années qui peuvent valider les connaissances et l'expérience de la ressource conformément à l'exigence obligatoire 1. Ces renseignements devraient inclure le nom de l'organisation, le nom de la personne-ressource, son numéro de téléphone, son adresse électronique, le lien avec la personne-ressource, une description des projets ainsi que la date et la durée du contrat.</p> <p>Remarque : l'État acceptera deux (2) références provenant d'un (1) seul projet seulement si une ressource a été affectée au projet pendant au moins cinq (5) ans. Les références doivent être un superviseur direct, un gestionnaire ou un directeur ayant travaillé avec la ressource afin d'être admissibles (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p> <p>Les projets mentionnés en référence doivent avoir duré au moins six (6) mois.</p>		
O3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée est disposée à obtenir le dédouanement des marchandises contrôlées par l'entremise du Programme de dédouanement des marchandises contrôlées de TPSGC et qu'elle est en mesure de le faire. L'entrepreneur dispose d'un maximum de soixante (60) jours à compter de l'acceptation de l'AT pour libérer toutes les ressources proposées (s'applique aux niveaux 1 à 3).</p>		

Critères cotés		Expérience démontrée	Nombre max. de points	Notation	Résultat
C1	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède au moins cinq (5) ans d'expérience dans la gestion/l'ordonnancement de projet. Pour se qualifier, la ressource proposée doit avoir été responsable d'au moins quatre (4) des sept (7) aspects suivants de la gestion/l'ordonnancement du projet (au cours des 15 dernières années).</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. préparer un calendrier principal du projet; 2. effectuer une analyse de la valeur acquise; 3. déterminer, gérer et analyser des chemins critiques; 4. élaborer une structure de répartition du travail; 5. effectuer le nivellement des ressources; 6. effectuer le séquençement des tâches/activités; 7. créer des diagrammes de Gantt. 		/20	<p>Moins de 4 aspects = 0 point</p> <p>4 aspects sur 7 = 5 points</p> <p>5 aspects sur 7 = 10 points</p> <p>6 aspects sur 7 = 15 points</p> <p>7 aspects sur 7 = 20 points</p>	
C2	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède au moins trois (3) ans d'expérience dans la gestion/l'ordonnancement de projet. Pour se qualifier, la ressource proposée doit avoir été responsable d'au moins quatre (4) des sept (7) aspects suivants de la gestion/l'ordonnancement du projet (au cours des 15 dernières années).</p>		/20	<p>Moins de 4 aspects = 0 point</p> <p>4 aspects sur 7 = 5 points</p> <p>5 aspects sur 7 = 10 points</p> <p>6 aspects sur 7 = 15 points</p>	

	<ol style="list-style-type: none"> 1. préparer un calendrier principal du projet; 2. effectuer une analyse de la valeur acquise; 3. déterminer, gérer et analyser des chemins critiques; 4. élaborer une structure de répartition du travail; 5. effectuer le nivellement des ressources; 6. effectuer le séquençement des tâches/activités; 7. créer des diagrammes de Gantt. 			7 aspects sur 7 = 20 points	
C3	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans les techniques et processus de gestion de projet comme membre d'une équipe gérant des projets de développement de GI-TI complexes** (au cours des 10 dernières années).</p> <p>** Un projet complexe est un projet dont la complexité et les risques du projet sont classés au niveau 4 conformément aux lignes directrices du Conseil du Trésor, que l'on retrouve ici https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/biens-property/sngp-npms/pcra-ecrp/risqueproj-riskmnl-fra.html#p22.</p>		/20	<p>Moins d'un an = 0 point</p> <p>Entre 1 et 3 ans = 5 points</p> <p>Entre 3 et 5 ans = 10 points</p> <p>Entre 5 et 7 ans = 15 points</p> <p>7 ans et plus = 20 points</p>	
C4	<p>L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience de travail avec Microsoft Project comme ordonnancier de projet.</p>		/15	<p>Moins de 2 ans = 0 point</p> <p>Entre 2 et 5 ans = 5 points</p> <p>Entre 5 et 8 ans = 10 points</p> <p>8 ans et plus = 15 points</p>	

C5	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée a acquis, au cours des 15 dernières années, de l'expérience comme ordonnancier de projet au sein d'un bureau de gestion de projet central dans un vaste environnement de TI (environnement de plus de 5 000 postes de travail).		/15	Moins de 2 ans = 0 point Entre 2 et 5 ans = 5 points Entre 5 et 8 ans = 10 points 8 ans et plus : 15 points	
C6	L'entrepreneur doit démontrer, au moyen des descriptions de projets, que la ressource proposée possède de l'expérience dans l'ordonnancement de projets de développement et de mise en œuvre de systèmes de GI-TI d'une valeur dépassant les 15 millions de dollars (expérience acquise au cours des 15 dernières années). Pour se qualifier, la ressource proposée doit avoir occupé ce poste dans le cadre du projet pendant une durée minimale de 6 mois consécutifs au cours des dernières années.		/15	1 projet de système de GI-TI = 5 points 2 projets de système de GI-TI = 10 points 3 projets de système de GI-TI et plus = 15 points	
Note de passage = 75 sur 105			/105		Veuillez sélectionner

APPENDICE D DE L'ANNEXE A

ATTESTATIONS À L'ÉTAPE DE L'AUTORISATION DE TÂCHES

Les attestations ci-après doivent être utilisées, le cas échéant. Si elles s'appliquent, elles doivent être signées et jointes à l'offre de prix de l'entrepreneur au moment de sa soumission au Canada.

1. ATTESTATION D'ÉTUDES ET D'EXPÉRIENCE

L'entrepreneur atteste par la présente que tous les renseignements fournis dans les curriculum vitæ et autres documents soumis pour l'exécution des travaux, plus particulièrement l'information relative aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels ont été vérifiés par ses soins et qu'ils sont complets et exacts. De plus, l'entrepreneur garantit que chaque personne qu'il propose pour l'exigence est capable d'effectuer les travaux décrits dans l'autorisation de tâches.

Nom en caractères d'imprimerie et signature de la personne autorisée

Date

2. ATTESTATION DE LA DISPONIBILITÉ DU PERSONNEL

L'entrepreneur atteste que, s'il est autorisé à fournir des services dans le cadre de cette autorisation de tâches, les personnes proposées dans la proposition de prix pourront commencer les travaux dans un délai raisonnable suivant la date d'émission de l'autorisation de tâches approuvée, ou dans le délai précisé dans le formulaire d'autorisation de tâches, et qu'elles demeureront disponibles pour réaliser les travaux requis.

Nom en caractères d'imprimerie et signature de la personne autorisée

Date

3. ATTESTATION DU STATUT DU PERSONNEL

Si l'entrepreneur a proposé une personne qui n'est pas un de ses employés, il atteste qu'il a la permission de la personne d'offrir ses services pour l'exécution des travaux liés à cette autorisation de tâches et de soumettre son curriculum vitæ au Canada. En tout temps pendant la durée du contrat, l'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par la personne concernée, de la permission donnée à l'entrepreneur ainsi que de sa disponibilité. Le non-respect de la demande peut être considéré comme un manquement au contrat en vertu des conditions générales.

Nom en caractères d'imprimerie et signature de la personne autorisée

Date

4. ATTESTATION LINGUISTIQUE

L'entrepreneur atteste que chaque ressource proposée en réponse au présent projet d'autorisation de tâches :

Unilingue anglais - maîtrise l'anglais. Les personnes proposées doivent communiquer en anglais tant à l'oral qu'à l'écrit, sans aide, et en faisant peu d'erreurs.

Unilingue français - maîtrise le français. Les personnes proposées doivent être en mesure de communiquer en français tant à l'oral qu'à l'écrit, sans aide, et en faisant peu d'erreurs.

Bilingue - maîtrise les deux langues officielles du Canada (français et anglais). Les personnes proposées doivent être en mesure de communiquer en français et en anglais tant à l'oral qu'à l'écrit, sans aide, et en faisant peu d'erreurs.

Nom en caractères d'imprimerie et signature de la personne autorisée

Date

PIÈCE JOINTE 1

FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION

FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION		
Dénomination sociale du soumissionnaire		
Représentant autorisé du soumissionnaire aux fins d'évaluation (p. ex. pour obtenir des précisions)	Nom	
	Titre	
	Adresse	
	Numéro de téléphone	
	Numéro de télécopieur	
	Adresse électronique	
Numéro d'entreprise-approvisionnement (NEA) du soumissionnaire [voir les instructions et conditions uniformisées 2003] [Remarque à l'intention des soumissionnaires : Le NEA donné doit correspondre à la dénomination sociale utilisée dans la soumission. Si ce n'est pas le cas, le soumissionnaire sera déterminé en fonction de la dénomination sociale fournie plutôt qu'en fonction du NEA, et le soumissionnaire devra fournir le NEA qui correspond à la dénomination sociale du soumissionnaire.]		
Compétence du contrat : Province ou territoire du Canada choisi par le soumissionnaire et qui aura les compétences sur tout contrat subséquent (si différent de celui précisé dans la demande)		
Anciens fonctionnaires Pour obtenir une définition d'« ancien fonctionnaire », voir la clause intitulée « Ancien fonctionnaire », dans la Partie 2 de la demande de soumissions.	Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension tel qu'il est défini dans la demande de soumissions? Oui _____ Non _____ Si oui, fournir les renseignements demandés à l'article intitulé « Ancien fonctionnaire » dans la Partie 2.	
	Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des effectifs? Oui _____ Non _____	

	Si oui, fournir les renseignements demandés à l'article intitulé « Ancien fonctionnaire » dans la Partie 2.	
Niveau d'attestation de sécurité du soumissionnaire [Indiquer le niveau et la date d'attribution] [Remarque à l'intention des soumissionnaires : Le nom dans l'attestation de sécurité doit correspondre à la dénomination sociale du soumissionnaire. Si ce n'est pas le cas, l'attestation n'est pas valide pour le soumissionnaire.]		
Volet de travail couvert par la présente soumission : Les soumissionnaires doivent indiquer quel volet de travail ils proposent d'approvisionner dans cette soumission (si le soumissionnaire a présenté une offre pour un ou plusieurs volets de travail, indiquez uniquement le volet de travail couvert par la présente soumission).	Volet de travail	Oui/Non
	Volet de travail 1	
	Volet de travail 2	
	Volet de travail 3	
	Volet de travail 4	
	Volet de travail 5	
En apposant ma signature ci-après, j'atteste, au nom du soumissionnaire, que j'ai lu la demande de soumissions en entier, y compris les documents incorporés par renvoi dans la demande et que : 1. le soumissionnaire considère que lui-même et les ressources qu'il propose peuvent répondre aux exigences obligatoires décrites dans la demande de soumissions; 2. la soumission est valide pour la période indiquée dans la demande de soumissions; 3. tous les renseignements fournis dans cette soumission sont complets et exacts; 4. si un contrat est attribué au soumissionnaire, ce dernier acceptera toutes les modalités déterminées dans les clauses du contrat subséquent comprises dans la demande de soumissions.		
Signature du représentant autorisé du soumissionnaire		

PIÈCE JOINTE 2

CRITÈRES D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS

Remarque : Les soumissionnaires peuvent répondre à un seul volet de travail, ou tous les volets. Chaque volet de travail sera évalué séparément, et jusqu'à deux contrats pourront être octroyés par volet de travail.

PIÈCE JOINTE 2

CRITÈRES D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS

Volet de travail 1 – Gestion de données

1. Sommaire de l'évaluation (Volet de travail 1)

No	Critères obligatoires	Conforme Oui/Non
O1 ^{PC}	Expérience de l'entreprise (contrats)	
	• Contrat de référence n° 1	
	• Contrat de référence n° 2	
	• Contrat de référence n° 3	
O2 ^{PC}	Expérience de l'entreprise (ressources)	
O3 ^{PC}	Expérience de l'entreprise (marchandises contrôlées)	
O4 ^{PC}	Expérience de l'entreprise	
No	Critères cotés	Nombre maximal de points
R1	Contrats de référence	30
	1) Contrat de référence n° 1	
	2) Contrat de référence n° 2	
	3) Contrat de référence n° 3	
R2	Certification en gestion de la qualité ISO	25
R3	Expérience de l'entreprise (ressources bilingues)	20
R4	Processus de gestion des ressources	160
R5	Expérience de l'entreprise en sus de O4	100
Nombre maximal total de points		335
Note de passage (70 % du nombre maximal total de points)		234,5

2. Critères d'évaluation obligatoires

Point	Critères obligatoires	Expérience démontrée
O1 ^{PC}	Le soumissionnaire doit fournir trois (3) contrats cités en référence ayant une valeur cumulative d'au moins 15 000 000 \$ qui ont été conclus au cours des cinq (5) années précédant la date d'émission de la présente DP et qui satisfont aux critères suivants :	

	<ol style="list-style-type: none">1. Chaque contrat doit avoir une valeur facturée minimale de 5 000 000 \$ (en dollars canadiens, taxes incluses) à la date d'émission de la présente DP;2. Au moins deux (2) des contrats doivent porter sur la prestation de services professionnels en informatique. <p>Le document suivant doit accompagner la soumission pour chaque contrat :</p> <ol style="list-style-type: none">a) Une lettre (mentionnant un numéro de série de contrat ou un autre identificateur unique de contrat) du client du soumissionnaire (avec lequel le soumissionnaire n'a pas de lien de dépendance) montrant que le soumissionnaire lui a fourni des services de l'ordre de 5 000 000 \$.	
O2 ^{PC}	<p>Pour l'un (1) des contrats mentionnés à O1, le soumissionnaire doit démontrer, en utilisant l'annexe A de la pièce jointe 2, qu'il a affecté directement au moins quinze (15) ressources simultanément pendant une période de six (6) mois.</p> <p>Pour que la soumission soit acceptée, le soumissionnaire doit joindre à sa soumission une lettre d'attestation signée du client indiquant qu'au moins quinze (15) ressources ont été affectées simultanément pendant une période de six (6) mois.</p>	
O3 ^{PC}	<p>Le soumissionnaire doit démontrer qu'il détient une autorisation valide délivrée par Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) pour accéder à des marchandises contrôlées. Une copie de cette autorisation doit être jointe à la soumission.</p>	

O4 ^{PC}	<p>Le soumissionnaire doit démontrer un nombre minimal de jours facturés pour TOUTES les catégories de ressources indiquées ci-dessous.</p> <p>Pour que la soumission soit acceptée :</p> <ol style="list-style-type: none">1) Les jours facturés doivent être liés à la prestation de services professionnels en informatique;2) Au moins deux (2) des contrats fournis doivent porter sur des ressources de niveau SECRET ou supérieur;3) Les jours facturés doivent dater des cinq (5) années précédant la date d'émission de la présente DP;4) Les jours facturés doivent être associés à un maximum de quatre (4) contrats;5) Le contrat de référence doit avoir été octroyé directement au soumissionnaire et ne doit pas comprendre la société mère, les filiales ou les autres sociétés affiliées du soumissionnaire, ni ses sous-traitants;6) Les travaux effectués par une catégorie de ressources donnée doivent comprendre au moins 50 % des tâches connexes énumérées à l'annexe A – Énoncé des travaux pour cette catégorie de ressources;7) Le soumissionnaire doit fournir un Formulaire de réponse sur les jours facturés dûment rempli pour chaque catégorie de ressources en utilisant l'annexe B de la pièce jointe 2. <table border="1" data-bbox="321 1108 1084 1499"><thead><tr><th>Catégorie de ressources</th><th>Niveau</th><th>Nombre minimal de jours facturés*</th></tr></thead><tbody><tr><td>Architecte d'applications et de logiciels</td><td>3</td><td>1 000</td></tr><tr><td>Programmeur/développeur de logiciels</td><td>3</td><td>3 000</td></tr><tr><td>Programmeur-analyste</td><td>3</td><td>3 000</td></tr><tr><td>Spécialiste en conversion de données</td><td>3</td><td>900</td></tr><tr><td>Analyste/spécialiste de l'assurance de la qualité</td><td>3</td><td>1 000</td></tr></tbody></table> <p>* Les jours facturés ne peuvent être indiqués en référence pour plus d'une catégorie de ressources. Un (1) jour facturé = 7,5 heures.</p>	Catégorie de ressources	Niveau	Nombre minimal de jours facturés*	Architecte d'applications et de logiciels	3	1 000	Programmeur/développeur de logiciels	3	3 000	Programmeur-analyste	3	3 000	Spécialiste en conversion de données	3	900	Analyste/spécialiste de l'assurance de la qualité	3	1 000	
Catégorie de ressources	Niveau	Nombre minimal de jours facturés*																		
Architecte d'applications et de logiciels	3	1 000																		
Programmeur/développeur de logiciels	3	3 000																		
Programmeur-analyste	3	3 000																		
Spécialiste en conversion de données	3	900																		
Analyste/spécialiste de l'assurance de la qualité	3	1 000																		

3. Critères d'évaluation cotés

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
R1	<p>Le soumissionnaire doit démontrer une expérience allant au-delà du critère obligatoire O1 :</p> <p>Le soumissionnaire doit fournir trois (3) contrats cités en référence ayant une valeur cumulative d'au moins 15 000 000 \$ qui ont été conclus au cours des cinq (5) années précédant la date d'émission de la présente DP et qui satisfont aux critères suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Chaque contrat doit avoir une valeur facturée minimale de 5 000 000 \$ (en dollars canadiens, taxes incluses) à la date d'émission de la présente DP; 2. Au moins deux (2) des contrats doivent porter sur la prestation de services professionnels en informatique. <p>Le document suivant doit accompagner la soumission pour chaque contrat :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) Une lettre (mentionnant un numéro de série de contrat ou un autre identificateur unique de contrat) du client du soumissionnaire (avec lequel le soumissionnaire n'a pas de lien de dépendance) montrant que le soumissionnaire lui a fourni des services de l'ordre de 5 000 000 \$. 	/30	<p>>15 M\$ à 18 M\$ = 10 points</p> <p>>18 M\$ à 20 M\$ = 20 points</p> <p>>20 M\$ = 30 points</p> <p>Maximum de 30 points</p>	
R2	<p>Le soumissionnaire doit démontrer qu'il possède une certification valide en gestion de la qualité ISO ou qu'il a entrepris le processus d'inscription à cette fin.</p> <p>Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission une preuve de certification ou d'inscription en vue d'obtenir cette certification. L'État n'acceptera que les lettres provenant d'un vérificateur externe ISO pour confirmer le processus d'inscription à la certification ISO d'un soumissionnaire.</p>	/25	<p>Certification ISO 9001:2015 ou inscription en vue d'obtenir cette certification = 25 points</p> <p>Maximum de 25 points</p>	
R3	<p>La <i>Loi sur les langues officielles</i> énonce que le français et l'anglais sont les langues de travail des institutions fédérales. Le leadership à cet égard repose sur la volonté de tous les gestionnaires de respecter les droits des employés relatifs à la langue de travail, de créer et de maintenir un milieu de travail propice à l'usage du français et de l'anglais dans les régions bilingues (p. ex. en tenant des réunions bilingues) ainsi que d'informer les employés quant à l'importance des langues officielles pour ce qui est de l'excellence des services offerts aux Canadiens.</p>	/20	<ul style="list-style-type: none"> • Moins de 5 ressources bilingues = 0 point • 5 à 9 ressources bilingues = 4 points 	

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
	Pour les contrats fournis en référence au point O1, le soumissionnaire doit démontrer son expérience en ce qui a trait à la formation d'équipes constituées de ressources <u>bilingues</u> .		<ul style="list-style-type: none"> 10 à 14 ressources bilingues = 8 points 15 à 19 ressources bilingues = 12 points 20 à 25 ressources bilingues = 16 points Plus de 25 ressources bilingues = 20 points Maximum de 20 points	
R4	Processus de gestion des ressources Le soumissionnaire doit décrire l'approche et les processus relatifs à la gestion de ses ressources de services professionnels qui seront utilisés pour s'assurer de la capacité du soumissionnaire à proposer, dans les cinq (5) jours suivant la réception d'une autorisation de tâches, des ressources qualifiées à Affaires mondiales Canada, ainsi que pour s'assurer de sa capacité à réduire au minimum le roulement de ces ressources. Au besoin, le soumissionnaire doit démontrer de quelle façon la même approche et les mêmes processus ont été utilisés avec succès pour soutenir un des contrats cités en référence fournis en réponse à l'exigence obligatoire O1 ci-dessus, c'est-à-dire l'expérience de l'entreprise.			
R4.1	Recrutement des ressources			
	a) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle les approches et les processus proposés devraient donner lieu à l'affectation de ressources qualifiées à Affaires mondiales Canada dans les cinq (5) jours suivant la réception d'une autorisation de tâches. Cette évaluation sera établie au moyen des éléments suivants : <ol style="list-style-type: none"> Le soumissionnaire détermine et décrit les risques liés au recrutement des ressources; Le soumissionnaire démontre que tous les aspects des risques ont été cernés et gérés à l'aide d'une stratégie d'atténuation; Le soumissionnaire fournit une description détaillée des processus qui soutiennent la stratégie d'atténuation; 	/30	Un maximum de 30 points sera attribué comme suit : 30 points – 5 éléments abordés (i. à v.) 20 points – 4 éléments abordés (i. à v.) 10 points – 3 éléments abordés (i. à v.)	

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
	iv. Le soumissionnaire démontre que les processus ont été mis en œuvre au sein de l'organisation comme procédures normales d'exploitation; v. Le soumissionnaire fait preuve d'une approche souple qui permet de régler les situations difficiles ou inattendues.		0 point – Moins de 3 éléments abordés (i. à v.)	
	b) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle le soumissionnaire a démontré qu'il a déjà utilisé avec succès l'approche décrite dans la réponse au point a) ci-dessus pour soutenir un autre client.	/10	Jusqu'à 10 points supplémentaires seront attribués en fonction des éléments suivants (seulement si un minimum de 10 points a été accordé ci-dessus) : <ul style="list-style-type: none"> • 10 points – Tous les éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés; • 5 points – Au moins trois (3) éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés; • 0 point – Aucun des éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire 	

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
			aire au point a) ci-dessus n'a été démontré.	
R4.2	Sélection des ressources			
	<p>a) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle la description de l'approche et des processus proposés devrait donner lieu à l'affectation de ressources qualifiées qui conviennent bien aux postes. Cette évaluation sera établie au moyen des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Le soumissionnaire détermine et décrit les risques liés à la sélection des ressources; ii. Le soumissionnaire démontre que tous les aspects des risques ont été compris et gérés à l'aide d'une stratégie d'atténuation; iii. Le soumissionnaire fournit une description détaillée des processus qui soutiennent la stratégie d'atténuation; iv. Le soumissionnaire démontre que les processus ont été mis en œuvre au sein de l'organisation comme procédures normales d'exploitation; v. Le soumissionnaire fait preuve d'une approche souple qui permet de régler les situations difficiles ou inattendues. 	/30	<p>Un maximum de 30 points sera attribué comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 30 points – 5 éléments abordés (i. à v.) • 20 points – 4 éléments abordés (i. à v.) • 10 points – 3 éléments abordés (i. à v.) • 0 point – Moins de 3 éléments abordés (i. à v.) 	
	<p>b) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle le soumissionnaire a démontré qu'il a déjà utilisé avec succès l'approche décrite pour soutenir un autre client.</p>	/10	<p>Jusqu'à 10 points supplémentaires seront attribués en fonction des éléments suivants (seulement si un minimum de 10 points a été accordé ci-dessus) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 10 points – Tous les éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point 	

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
			a) ci-dessus ont été démontrés; • 5 points – Au moins trois (3) éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés; • 0 point – Aucun des éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus n'a été démontré.	
R4.3	Formation et perfectionnement continus des ressources			
	a) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle la description de l'approche et des processus proposés devrait donner lieu à l'affectation de ressources qui sont compétentes et qui connaissent l'environnement de TI du client, ainsi que les outils de soutien que celui-ci utilise. Cette évaluation sera établie au moyen des éléments suivants : <ol style="list-style-type: none"> Le soumissionnaire détermine et décrit les risques liés à la formation et au perfectionnement continus des ressources; Le soumissionnaire démontre que tous les aspects des risques ont été compris et gérés à l'aide d'une stratégie d'atténuation; Le soumissionnaire fournit une description détaillée des processus qui soutiennent la stratégie d'atténuation; Le soumissionnaire démontre que les processus ont été mis en œuvre au sein de l'organisation comme procédures normales d'exploitation; 	/30	Un maximum de 30 points sera attribué comme suit : <ul style="list-style-type: none"> 30 points – 5 éléments abordés (i. à v.) 20 points – 4 éléments abordés (i. à v.) 10 points – 3 éléments abordés (i. à v.) 0 point – Moins de 3 éléments 	

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
	v. Le soumissionnaire fait preuve d'une approche souple qui permet de régler les situations difficiles ou inattendues.		abordés (i. à v.)	
	b) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle le soumissionnaire a démontré qu'il a déjà utilisé avec succès l'approche décrite pour soutenir un autre client.	/10	<p>Jusqu'à 10 points supplémentaires seront attribués en fonction des éléments suivants (seulement si un minimum de 10 points a été accordé ci-dessus) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 10 points – Tous les éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés; • 5 points – Au moins trois (3) éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés; • 0 point – Aucun des éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus 	

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
			n'a été démontré.	
R4.4	Maintien en poste des ressources			
	<p>a) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle la description de l'approche et des processus proposés devrait donner lieu à l'affectation de ressources qui sont compétentes et qui connaissent l'environnement de TI du client, ainsi que les outils de soutien que celui-ci utilise. Cette évaluation sera établie au moyen des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Le soumissionnaire détermine et décrit les risques liés au maintien en poste des ressources; ii. Le soumissionnaire démontre que tous les aspects des risques ont été compris et gérés à l'aide d'une stratégie d'atténuation; iii. Le soumissionnaire fournit une description détaillée des processus qui soutiennent la stratégie d'atténuation; iv. Le soumissionnaire démontre que les processus ont été mis en œuvre au sein de l'organisation comme procédures normales d'exploitation; v. Le soumissionnaire fait preuve d'une approche souple qui permet de régler les situations difficiles ou inattendues. 	/30	<p>Un maximum de 30 points sera attribué comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 30 points – 5 éléments abordés (i. à v.) • 20 points – 4 éléments abordés (i. à v.) • 10 points – 3 éléments abordés (i. à v.) • 0 point – Moins de 3 éléments abordés (i. à v.) 	
	<p>b) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle le soumissionnaire a démontré qu'il a déjà utilisé avec succès l'approche décrite pour soutenir un autre client.</p>	/10	<p>Jusqu'à 10 points supplémentaires seront attribués en fonction des éléments suivants (seulement si un minimum de 10 points a été accordé ci-dessus) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 10 points – Tous les éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus 	

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
			<p>ont été démontrés;</p> <ul style="list-style-type: none"> • 5 points – Certains éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés; • 0 point – L'approche proposée en réponse au point a) ci-dessus n'a pas été démontrée. 	
R5	Le soumissionnaire doit démontrer l'expérience qu'il a acquise, en nombre de jours facturés, en sus du nombre minimal de jours facturés par catégorie pour le critère O4.	/100	<p>Le « nombre total de jours facturés » démontré par le soumissionnaire dans la réponse au critère O4 servira à évaluer ce critère.</p> <p>On attribuera des points au soumissionnaire conformément à l'exemple de scénario d'évaluation qui figure à gauche.</p> <p>Dans cet exemple, le soumissionnaire obtiendrait 41,33 points sur une possibilité de 100 points.</p>	

					Réponse du soumissionnaire			
Point	Critères cotés				Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)	
	EXEMPLE DE SCÉNARIO D'ÉVALUATION							
	JOURS FACTURÉS							
	Catégorie	(A)	(B)	(C)				(D)
		Total du soumissionnaire	Nombre minimal de jours facturés indiqués pour O4	Jours facturés en sus de O4				% d'augmentation (max. 100)
				(C) = (A) – (B)				(D) = (C) / (B) *100
	Architecte d'applications et de logiciels	1 200	1 000	200				20,00
	Programmeur/développeur de logiciels	3 100	3 000	100				3,33
	Programmeur-analyste	3 500	3 000	500				16,67
	Spécialiste en conversion de données	1 500	900	600				66,67
	Analyste/spécialiste de l'assurance de la qualité	2 000	1 000	1 000				100,00
	NOTE DU SOUMISSIONNAIRE = SOMME DE (D) POUR TOUTES LES CATÉGORIES/5 (arrondi au centième près)							41,33

PIÈCE JOINTE 2

CRITÈRES D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS

Volet de travail 2 – Services d'application

1. Sommaire de l'évaluation (Volet de travail 2)

No	Critères obligatoires	Conforme Oui/Non
O1 ^{PC}	Expérience de l'entreprise (contrats)	
	• Contrat de référence n° 1	
	• Contrat de référence n° 2	
	• Contrat de référence n° 3	
O2 ^{PC}	Expérience de l'entreprise (ressources)	
O3 ^{PC}	Expérience de l'entreprise (marchandises contrôlées)	
O4 ^{PC}	Expérience de l'entreprise	
No	Critères cotés	Nombre maximal de points
R1	Contrats de référence	30
	1) Contrat de référence n° 1	
	2) Contrat de référence n° 2	
	3) Contrat de référence n° 3	
R2	Certification en gestion de la qualité ISO	25
R3	Expérience de l'entreprise (ressources bilingues)	20
R4	Processus de gestion des ressources	160
R5	Expérience de l'entreprise en sus de O4	100
Nombre maximal total de points		335
Note de passage (70 % du nombre maximal total de points)		234,5

2. Critères d'évaluation obligatoires

Point	Critères obligatoires	Expérience démontrée
O1 ^{PC}	<p>Le soumissionnaire doit fournir trois (3) contrats cités en référence ayant une valeur cumulative d'au moins 15 000 000 \$ qui ont été conclus au cours des cinq (5) années précédant la date d'émission de la présente DP et qui satisfont aux critères suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Chaque contrat doit avoir une valeur facturée minimale de 5 000 000 \$ (en dollars canadiens, taxes incluses) à la date d'émission de la présente DP; 2. Au moins deux (2) des contrats doivent porter sur la prestation de services professionnels en informatique. <p>Le document suivant doit accompagner la soumission pour chaque contrat :</p>	

	Une lettre (mentionnant un numéro de série de contrat ou un autre identificateur unique de contrat) du client du soumissionnaire (avec lequel le soumissionnaire n'a pas de lien de dépendance) montrant que le soumissionnaire lui a fourni des services de l'ordre de 5 000 000 \$.	
02 ^{PC}	<p>Pour l'un (1) des contrats mentionnés à O1, le soumissionnaire doit démontrer, en utilisant l'annexe A de la pièce jointe 2, qu'il a affecté directement au moins quinze (15) ressources simultanément pendant une période de six (6) mois.</p> <p>Pour que la soumission soit acceptée, le soumissionnaire doit joindre à sa soumission une lettre d'attestation signée du client indiquant qu'au moins quinze (15) ressources ont été affectées simultanément pendant une période de six (6) mois.</p>	
03 ^{PC}	Le soumissionnaire doit démontrer qu'il détient une autorisation valide délivrée par SPAC pour accéder à des marchandises contrôlées. Une copie de cette autorisation doit être jointe à la soumission.	
04 ^{PC}	<p>Le soumissionnaire doit démontrer un nombre minimal de jours facturés pour TOUTES les catégories de ressources indiquées ci-dessous.</p> <p>Pour que la soumission soit acceptée :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Les jours facturés doivent être liés à la prestation de services professionnels en informatique; 2) Au moins deux (2) des contrats fournis doivent porter sur des ressources de niveau SECRET ou supérieur; 3) Les jours facturés doivent dater des cinq (5) années précédant la date d'émission de la présente DP; 4) Les jours facturés doivent être associés à un maximum de quatre (4) contrats; 5) Le contrat de référence doit avoir été conclu directement avec le soumissionnaire et non avec un sous-traitant ou une société affiliée du soumissionnaire; 6) Les travaux effectués par une catégorie de ressources donnée doivent comprendre au moins 50 % des tâches connexes énumérées à l'annexe A – Énoncé des travaux pour cette catégorie de ressources; 7) Le soumissionnaire doit fournir un Formulaire de réponse sur les jours facturés dûment rempli pour chaque catégorie de ressources en utilisant l'annexe B de la pièce jointe 2. 	

Catégorie de ressources	Niveau	Nombre minimal de
-------------------------	--------	-------------------

			jours facturés*	
	Architecte d'applications et de logiciels	3	1 500	
	Analyste de systèmes	3	2 000	
	Administrateur de bases de données	3	750	
	Analyste de réseaux	3	500	
	Architecte technique	3	500	
	Architecte en technologie	3	1 000	
	Rédacteur technique	3	250	
	* Les jours facturés ne peuvent être indiqués en référence pour plus d'une catégorie de ressources. Un (1) jour facturé = 7,5 heures.			

3. Critères d'évaluation cotés

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
R1	<p>Le soumissionnaire doit démontrer une expérience allant au-delà du critère obligatoire O1 :</p> <p>Le soumissionnaire doit fournir trois (3) contrats cités en référence ayant une valeur cumulative d'au moins 15 000 000 \$ qui ont été conclus au cours des cinq (5) années précédant la date d'émission de la présente DP et qui satisfont aux critères suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Chaque contrat doit avoir une valeur facturée minimale de 5 000 000 \$ (en dollars canadiens, taxes incluses) à la date d'émission de la présente DP; 2. Au moins deux (2) des contrats doivent porter sur la prestation de services professionnels en informatique. <p>Le document suivant doit accompagner la soumission pour chaque contrat :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) Une lettre (mentionnant un numéro de série de contrat ou un autre identificateur unique de contrat) du client du soumissionnaire (avec lequel le soumissionnaire n'a pas de lien de dépendance) montrant que le soumissionnaire lui a fourni des services de l'ordre de 5 000 000 \$. 	/30	<p>>15 M\$ à 18 M\$ = 10 points</p> <p>>18 M\$ à 20 M\$ = 20 points</p> <p>>20 M\$ = 30 points</p> <p>Maximum de 30 points</p>	
R2	<p>Le soumissionnaire doit démontrer qu'il possède une certification valide en gestion de la qualité ISO ou qu'il a entrepris le processus d'inscription à cette fin.</p> <p>Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission une preuve de certification ou d'inscription en vue d'obtenir cette certification. L'État n'acceptera que les lettres provenant d'un vérificateur externe ISO pour confirmer le processus d'inscription à la certification ISO d'un soumissionnaire.</p>	/25	<p>Certification ISO 9001:2015 ou inscription en vue d'obtenir cette certification = 25 points</p> <p>Maximum de 25 points</p>	
R3	<p>La <i>Loi sur les langues officielles</i> énonce que le français et l'anglais sont les langues de travail des institutions fédérales. Le leadership à cet égard repose sur la volonté de tous les gestionnaires de respecter les droits des employés relatifs à la langue de travail, de créer et de maintenir un milieu de travail propice à l'usage du français et de l'anglais dans les régions bilingues (p. ex. en tenant des réunions bilingues) ainsi que d'informer les employés quant à l'importance des langues officielles pour ce qui est de l'excellence des services offerts aux Canadiens.</p>	/20	<ul style="list-style-type: none"> • Moins de 5 ressources bilingues = 0 point • 5 à 9 ressources bilingues = 4 points • 10 à 14 ressources 	

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
	Pour les contrats fournis en référence au point O1, le soumissionnaire doit démontrer son expérience en ce qui a trait à la formation d'équipes constituées de ressources <u>bilingues</u> .		bilingues = 8 points <ul style="list-style-type: none"> 15 à 19 ressources bilingues = 12 points 20 à 25 ressources bilingues = 16 points Plus de 25 ressources bilingues = 20 points Maximum de 20 points	
R4	Processus de gestion des ressources Le soumissionnaire doit décrire l'approche et les processus relatifs à la gestion de ses ressources de services professionnels qui seront utilisés pour s'assurer de la capacité du soumissionnaire à proposer, dans les cinq (5) jours suivant la réception d'une autorisation de tâches, des ressources qualifiées à Affaires mondiales Canada, ainsi que pour s'assurer de sa capacité à réduire au minimum le roulement de ces ressources. Au besoin, le soumissionnaire doit démontrer de quelle façon la même approche et les mêmes processus ont été utilisés avec succès pour soutenir un des contrats cités en référence fournis en réponse à l'exigence obligatoire O1 ci-dessus, c'est-à-dire l'expérience de l'entreprise.			
R4.1	Recrutement des ressources			
	a) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle les approches et les processus proposés devraient donner lieu à l'affectation de ressources qualifiées à Affaires mondiales Canada dans les cinq (5) jours suivant la réception d'une autorisation de tâches. Cette évaluation sera établie au moyen des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> i. Le soumissionnaire détermine et décrit les risques liés au recrutement des ressources; ii. Le soumissionnaire démontre que tous les aspects des risques ont été cernés et gérés à l'aide d'une stratégie d'atténuation; iii. Le soumissionnaire fournit une description détaillée des processus qui soutiennent la stratégie d'atténuation; iv. Le soumissionnaire démontre que les processus ont été mis en œuvre au sein de l'organisation comme procédures normales d'exploitation; v. Le soumissionnaire fait preuve d'une approche souple qui permet de régler les situations difficiles ou inattendues. 	/30	Un maximum de 30 points sera attribué comme suit : 30 points – 5 éléments abordés (i. à v.) 20 points – 4 éléments abordés (i. à v.) 10 points – 3 éléments abordés (i. à v.)	

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
			0 point – Moins de 3 éléments abordés (i. à v.)	
	b) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle le soumissionnaire a démontré qu'il a déjà utilisé avec succès l'approche décrite dans la réponse au point a) ci-dessus pour soutenir un autre client.	/10	<p>Jusqu'à 10 points supplémentaires seront attribués en fonction des éléments suivants (seulement si un minimum de 10 points a été accordé ci-dessus) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 10 points – Tous les éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés; • 5 points – Au moins trois (3) éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés; • 0 point – Aucun des éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus 	

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
			n'a été démontré.	
R4.2	Sélection des ressources			
	<p>a) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle la description de l'approche et des processus proposés devrait donner lieu à l'affectation de ressources qualifiées qui conviennent bien aux postes. Cette évaluation sera établie au moyen des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Le soumissionnaire détermine et décrit les risques liés à la sélection des ressources; ii. Le soumissionnaire démontre que tous les aspects des risques ont été compris et gérés à l'aide d'une stratégie d'atténuation; iii. Le soumissionnaire fournit une description détaillée des processus qui soutiennent la stratégie d'atténuation; iv. Le soumissionnaire démontre que les processus ont été mis en œuvre au sein de l'organisation comme procédures normales d'exploitation; v. Le soumissionnaire fait preuve d'une approche souple qui permet de régler les situations difficiles ou inattendues. 	/30	<p>Un maximum de 30 points sera attribué comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 30 points – 5 éléments abordés (i. à v.) • 20 points – 4 éléments abordés (i. à v.) • 10 points – 3 éléments abordés (i. à v.) • 0 point – Moins de 3 éléments abordés (i. à v.) 	
	<p>b) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle le soumissionnaire a démontré qu'il a déjà utilisé avec succès l'approche décrite pour soutenir un autre client.</p>	/10	<p>Jusqu'à 10 points supplémentaires seront attribués en fonction des éléments suivants (seulement si un minimum de 10 points a été accordé ci-dessus) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 10 points – Tous les éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés; 	

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
			<ul style="list-style-type: none"> • 5 points – Au moins trois (3) éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés; • 0 point – Aucun des éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus n'a été démontré. 	
R4.3	Formation et perfectionnement continus des ressources			
	<p>a) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle la description de l'approche et des processus proposés devrait donner lieu à l'affectation de ressources qui sont compétentes et qui connaissent l'environnement de TI du client, ainsi que les outils de soutien que celui-ci utilise. Cette évaluation sera établie au moyen des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Le soumissionnaire détermine et décrit les risques liés à la formation et au perfectionnement continus des ressources; ii. Le soumissionnaire démontre que tous les aspects des risques ont été compris et gérés à l'aide d'une stratégie d'atténuation; iii. Le soumissionnaire fournit une description détaillée des processus qui soutiennent la stratégie d'atténuation; iv. Le soumissionnaire démontre que les processus ont été mis en œuvre au sein de l'organisation comme procédures normales d'exploitation; v. Le soumissionnaire fait preuve d'une approche souple qui permet de régler les situations difficiles ou inattendues. 	/30	<p>Un maximum de 30 points sera attribué comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 30 points – 5 éléments abordés (i. à v.) • 20 points – 4 éléments abordés (i. à v.) • 10 points – 3 éléments abordés (i. à v.) • 0 point – Moins de 3 éléments abordés (i. à v.) 	

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
	b) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle le soumissionnaire a démontré qu'il a déjà utilisé avec succès l'approche décrite pour soutenir un autre client.	/10	<p>Jusqu'à 10 points supplémentaires seront attribués en fonction des éléments suivants (seulement si un minimum de 10 points a été accordé ci-dessus) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 10 points – Tous les éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés; • 5 points – Au moins trois (3) éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés; • 0 point – Aucun des éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus n'a été démontré. 	
R4.4	Maintien en poste des ressources			

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
	<p>a) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle la description de l'approche et des processus proposés devrait donner lieu à l'affectation de ressources qui sont compétentes et qui connaissent l'environnement de TI du client, ainsi que les outils de soutien que celui-ci utilise. Cette évaluation sera établie au moyen des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Le soumissionnaire détermine et décrit les risques liés au maintien en poste des ressources; ii. Le soumissionnaire démontre que tous les aspects des risques ont été compris et gérés à l'aide d'une stratégie d'atténuation; iii. Le soumissionnaire fournit une description détaillée des processus qui soutiennent la stratégie d'atténuation; iv. Le soumissionnaire démontre que les processus ont été mis en œuvre au sein de l'organisation comme procédures normales d'exploitation; v. Le soumissionnaire fait preuve d'une approche souple qui permet de régler les situations difficiles ou inattendues. 	/30	<p>Un maximum de 30 points sera attribué comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 30 points – 5 éléments abordés (i. à v.) • 20 points – 4 éléments abordés (i. à v.) • 10 points – 3 éléments abordés (i. à v.) • 0 point – Moins de 3 éléments abordés (i. à v.) 	
	<p>b) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle le soumissionnaire a démontré qu'il a déjà utilisé avec succès l'approche décrite pour soutenir un autre client.</p>	/10	<p>Jusqu'à 10 points supplémentaires seront attribués en fonction des éléments suivants (seulement si un minimum de 10 points a été accordé ci-dessus) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 10 points – Tous les éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés; • 5 points – Certains éléments décrits dans 	

					Réponse du soumissionnaire			
Point	Critères cotés				Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)	
						la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés; <ul style="list-style-type: none">• 0 point – L'approche proposée en réponse au point a) ci-dessus n'a pas été démontrée.		
R5	Le soumissionnaire doit démontrer l'expérience qu'il a acquise, en nombre de jours facturés, en sus du nombre minimal de jours facturés par catégorie pour le critère O4.				/100	Le « nombre total de jours facturés » démontré par le soumissionnaire dans la réponse au critère O4 servira à évaluer ce critère. On attribuera des points au soumissionnaire conformément à l'exemple de scénario d'évaluation qui figure à gauche. Dans cet exemple, le soumissionnaire obtiendrait 65,95 points sur une possibilité de 100 points.		
	EXEMPLE DE SCÉNARIO D'ÉVALUATION							
	JOURS FACTURÉS							
	Catégorie	(A)	(B)	(C)				(D)
		Total du soumissionnaire	Nombre minimal de jours facturés indiqués pour O4	Jours facturés en sus de O4				% d'augmentation (max. 100)
				(C) = (A) – (B)				(D) = (C) / (B) *100
	Architecte d'applications et de logiciels	2 500	1 500	1000				66,67
	Analyste de systèmes	3 500	2 000	1 500				75,00
	Administrateur de bases de données	1 500	750	750				100,00
	Analyste de réseaux	750	500	250				50,00
	Architecte technique	600	500	100				20,00
	Architecte en technologie	1 500	1 000	500				50,00
	Rédacteur technique	600	250	350				100,00
	NOTE DU SOUMISSIONNAIRE = SOMME DE (D) POUR TOUTES LES CATÉGORIES/7 (arrondi au centième près)							65,95

PIÈCE JOINTE 2

CRITÈRES D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS

Volet de travail 3 – Services d'essais

1. Sommaire de l'évaluation (Volet de travail 3)

No	Critères obligatoires	Conforme Oui/Non
O1 ^{PC}	Expérience de l'entreprise (contrats)	
	• Contrat de référence n° 1	
	• Contrat de référence n° 2	
	• Contrat de référence n° 3	
O2 ^{PC}	Expérience de l'entreprise (ressources)	
O3 ^{PC}	Expérience de l'entreprise (marchandises contrôlées)	
O4 ^{PC}	Expérience de l'entreprise	
No	Critères cotés	Nombre maximal de points
R1	Contrats de référence	30
	1) Contrat de référence n° 1	
	2) Contrat de référence n° 2	
	3) Contrat de référence n° 3	
R2	Certification en gestion de la qualité ISO	25
R3	Expérience de l'entreprise (ressources bilingues)	20
R4	Processus de gestion des ressources	160
R5	Expérience de l'entreprise en sus de O4	100
Nombre maximal total de points		335
Note de passage (70 % du nombre maximal total de points)		234,5

2. Critères d'évaluation obligatoires

Point	Critères obligatoires	Expérience démontrée
O1 ^{PC}	<p>Le soumissionnaire doit fournir trois (3) contrats cités en référence ayant une valeur cumulative d'au moins 15 000 000 \$ qui ont été conclus au cours des cinq (5) années précédant la date d'émission de la présente DP et qui satisfont aux critères suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Chaque contrat doit avoir une valeur facturée minimale de 5 000 000 \$ (en dollars canadiens, taxes incluses) à la date d'émission de la présente DP; 2. Au moins deux (2) des contrats doivent porter sur la prestation de services professionnels en informatique. <p>Le document suivant doit accompagner la soumission pour chaque contrat :</p>	

	Une lettre (mentionnant un numéro de série de contrat ou un autre identificateur unique de contrat) du client du soumissionnaire (avec lequel le soumissionnaire n'a pas de lien de dépendance) montrant que le soumissionnaire lui a fourni des services de l'ordre de 5 000 000 \$.	
O2 ^{PC}	<p>Pour l'un (1) des contrats mentionnés à O1, le soumissionnaire doit démontrer, en utilisant l'annexe A de la pièce jointe 2, qu'il a affecté directement au moins quinze (15) ressources simultanément pendant une période de six (6) mois.</p> <p>Pour que la soumission soit acceptée, le soumissionnaire doit joindre à sa soumission une lettre d'attestation signée du client indiquant qu'au moins quinze (15) ressources ont été affectées simultanément pendant une période de six (6) mois.</p>	
O3 ^{PC}	Le soumissionnaire doit démontrer qu'il détient une autorisation valide délivrée par SPAC pour accéder à des marchandises contrôlées. Une copie de cette autorisation doit être jointe à la soumission.	
O4 ^{PC}	<p>Le soumissionnaire doit démontrer un nombre minimal de jours facturés pour TOUTES les catégories de ressources indiquées ci-dessous.</p> <p>Pour que la soumission soit acceptée :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Les jours facturés doivent être liés à la prestation de services professionnels en informatique; 2) Au moins deux (2) des contrats fournis doivent porter sur des ressources de niveau SECRET ou supérieur; 3) Les jours facturés doivent dater des cinq (5) années précédant la date d'émission de la présente DP; 4) Les jours facturés doivent être associés à un maximum de quatre (4) contrats; 5) Le contrat de référence doit avoir été conclu directement avec le soumissionnaire et non avec un sous-traitant ou une société affiliée du soumissionnaire; 6) Les travaux effectués par une catégorie de ressources donnée doivent comprendre au moins 50 % des tâches connexes énumérées à l'annexe A – Énoncé des travaux pour cette catégorie de ressources; 7) Le soumissionnaire doit fournir un Formulaire de réponse sur les jours facturés dûment rempli pour chaque catégorie de ressources en utilisant l'annexe B de la pièce jointe 2. 	

Catégorie de ressources	Niveau	Nombre minimal de
-------------------------	--------	-------------------

			jours facturés*	
	Coordonnateur des essais	3	2 500	
	Testeur	3	7 000	
	* Les jours facturés ne peuvent être indiqués en référence pour plus d'une catégorie de ressources. Un (1) jour facturé = 7,5 heures.			

3. Critères d'évaluation cotés

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
R1	<p>Le soumissionnaire doit démontrer une expérience allant au-delà du critère obligatoire O1 :</p> <p>Le soumissionnaire doit fournir trois (3) contrats cités en référence ayant une valeur cumulative d'au moins 15 000 000 \$ qui ont été conclus au cours des cinq (5) années précédant la date d'émission de la présente DP et qui satisfont aux critères suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Chaque contrat doit avoir une valeur facturée minimale de 5 000 000 \$ (en dollars canadiens, taxes incluses) à la date d'émission de la présente DP; 2. Au moins deux (2) des contrats doivent porter sur la prestation de services professionnels en informatique. <p>Le document suivant doit accompagner la soumission pour chaque contrat :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) Une lettre (mentionnant un numéro de série de contrat ou un autre identificateur unique de contrat) du client du soumissionnaire (avec lequel le soumissionnaire n'a pas de lien de dépendance) montrant que le soumissionnaire lui a fourni des services de l'ordre de 5 000 000 \$. 	/30	<p>>15 M\$ à 18 M\$ = 10 points</p> <p>>18 M\$ à 20 M\$ = 20 points</p> <p>>20 M\$ = 30 points</p> <p>Maximum de 30 points</p>	
R2	<p>Le soumissionnaire doit démontrer qu'il possède une certification valide en gestion de la qualité ISO ou qu'il a entrepris le processus d'inscription à cette fin.</p> <p>Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission une preuve de certification ou d'inscription en vue d'obtenir cette certification. L'État n'acceptera que les lettres provenant d'un vérificateur externe ISO pour confirmer le processus d'inscription à la certification ISO d'un soumissionnaire.</p>	/25	<p>Certification ISO 9001:2015 ou inscription en vue d'obtenir cette certification = 25 points</p> <p>Maximum de 25 points</p>	
R3	<p>La <i>Loi sur les langues officielles</i> énonce que le français et l'anglais sont les langues de travail des institutions fédérales. Le leadership à cet égard repose sur la volonté de tous les gestionnaires de respecter les droits des employés relatifs à la langue de travail, de créer et de maintenir un milieu de travail propice à l'usage du français et de l'anglais dans les régions bilingues (p. ex. en tenant des réunions bilingues) ainsi que d'informer les employés quant à l'importance des langues officielles pour ce qui est de l'excellence des services offerts aux Canadiens.</p> <p>Pour les contrats fournis en référence au point O1, le soumissionnaire doit démontrer son expérience en ce qui a</p>	/20	<ul style="list-style-type: none"> • Moins de 5 ressources bilingues = 0 point • 5 à 9 ressources bilingues = 4 points • 10 à 14 ressources 	

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
	trait à la formation d'équipes constituées de ressources bilingues.		bilingues = 8 points • 15 à 19 ressources bilingues = 12 points • 20 à 25 ressources bilingues = 16 points • Plus de 25 ressources bilingues = 20 points Maximum de 20 points	
R4	Processus de gestion des ressources Le soumissionnaire doit décrire l'approche et les processus relatifs à la gestion de ses ressources de services professionnels qui seront utilisés pour s'assurer de la capacité du soumissionnaire à proposer, dans les cinq (5) jours suivant la réception d'une autorisation de tâches, des ressources qualifiées à Affaires mondiales Canada, ainsi que pour s'assurer de sa capacité à réduire au minimum le roulement de ces ressources. Au besoin, le soumissionnaire doit démontrer de quelle façon la même approche et les mêmes processus ont été utilisés avec succès pour soutenir un des contrats cités en référence fournis en réponse à l'exigence obligatoire O1 ci-dessus, c'est-à-dire l'expérience de l'entreprise.			
R4.1	Recrutement des ressources			
	a) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle les approches et les processus proposés devraient donner lieu à l'affectation de ressources qualifiées à Affaires mondiales Canada dans les cinq (5) jours suivant la réception d'une autorisation de tâches. Cette évaluation sera établie au moyen des éléments suivants : i. Le soumissionnaire détermine et décrit les risques liés au recrutement des ressources; ii. Le soumissionnaire démontre que tous les aspects des risques ont été cernés et gérés à l'aide d'une stratégie d'atténuation; iii. Le soumissionnaire fournit une description détaillée des processus qui soutiennent la stratégie d'atténuation; iv. Le soumissionnaire démontre que les processus ont été mis en œuvre au sein de l'organisation comme procédures normales d'exploitation; v. Le soumissionnaire fait preuve d'une approche souple qui permet de régler les situations difficiles ou inattendues.	/30	Un maximum de 30 points sera attribué comme suit : 30 points – 5 éléments abordés (i. à v.) 20 points – 4 éléments abordés (i. à v.) 10 points – 3 éléments abordés (i. à v.) 0 point – Moins de 3 éléments abordés (i. à v.)	

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
	b) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle le soumissionnaire a démontré qu'il a déjà utilisé avec succès l'approche décrite dans la réponse au point a) ci-dessus pour soutenir un autre client.	/10	<p>Jusqu'à 10 points supplémentaires seront attribués en fonction des éléments suivants (seulement si un minimum de 10 points a été accordé ci-dessus) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 10 points – Tous les éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés; • 5 points – Au moins trois (3) éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés; • 0 point – Aucun des éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus n'a été démontré. 	
R4.2	Sélection des ressources			
	<p>a) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle la description de l'approche et des processus proposés devrait donner lieu à l'affectation de ressources qualifiées qui conviennent bien aux postes. Cette évaluation sera établie au moyen des éléments suivants :</p> <p>i. Le soumissionnaire détermine et décrit les risques liés à la sélection des ressources;</p>	/30	<p>Un maximum de 30 points sera attribué comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 30 points – 5 éléments abordés (i. à v.) 	

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
	ii. Le soumissionnaire démontre que tous les aspects des risques ont été compris et gérés à l'aide d'une stratégie d'atténuation; iii. Le soumissionnaire fournit une description détaillée des processus qui soutiennent la stratégie d'atténuation; iv. Le soumissionnaire démontre que les processus ont été mis en œuvre au sein de l'organisation comme procédures normales d'exploitation; v. Le soumissionnaire fait preuve d'une approche souple qui permet de régler les situations difficiles ou inattendues.		<ul style="list-style-type: none"> • 20 points – 4 éléments abordés (i. à v.) • 10 points – 3 éléments abordés (i. à v.) • 0 point – Moins de 3 éléments abordés (i. à v.) 	
	b) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle le soumissionnaire a démontré qu'il a déjà utilisé avec succès l'approche décrite pour soutenir un autre client.	/10	Jusqu'à 10 points supplémentaires seront attribués en fonction des éléments suivants (seulement si un minimum de 10 points a été accordé ci-dessus) : <ul style="list-style-type: none"> • 10 points – Tous les éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés; • 5 points – Au moins trois (3) éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés; • 0 point – Aucun des éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) 	

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
			ci-dessus n'a été démontré.	
R4.3	Formation et perfectionnement continus des ressources			
	<p>a) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle la description de l'approche et des processus proposés devrait donner lieu à l'affectation de ressources qui sont compétentes et qui connaissent l'environnement de TI du client, ainsi que les outils de soutien que celui-ci utilise. Cette évaluation sera établie au moyen des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Le soumissionnaire détermine et décrit les risques liés à la formation et au perfectionnement continus des ressources; ii. Le soumissionnaire démontre que tous les aspects des risques ont été compris et gérés à l'aide d'une stratégie d'atténuation; iii. Le soumissionnaire fournit une description détaillée des processus qui soutiennent la stratégie d'atténuation; iv. Le soumissionnaire démontre que les processus ont été mis en œuvre au sein de l'organisation comme procédures normales d'exploitation; v. Le soumissionnaire fait preuve d'une approche souple qui permet de régler les situations difficiles ou inattendues. 	/30	<p>Un maximum de 30 points sera attribué comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 30 points – 5 éléments abordés (i. à v.) • 20 points – 4 éléments abordés (i. à v.) • 10 points – 3 éléments abordés (i. à v.) • 0 point – Moins de 3 éléments abordés (i. à v.) 	
	<p>b) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle le soumissionnaire a démontré qu'il a déjà utilisé avec succès l'approche décrite pour soutenir un autre client.</p>	/10	<p>Jusqu'à 10 points supplémentaires seront attribués en fonction des éléments suivants (seulement si un minimum de 10 points a été accordé ci-dessus) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 10 points – Tous les éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés; • 5 points – Au moins trois (3) éléments 	

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
			décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés; <ul style="list-style-type: none"> 0 point – Aucun des éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus n'a été démontré. 	
R4.4	Maintien en poste des ressources			
	<p>a) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle la description de l'approche et des processus proposés devrait donner lieu à l'affectation de ressources qui sont compétentes et qui connaissent l'environnement de TI du client, ainsi que les outils de soutien que celui-ci utilise. Cette évaluation sera établie au moyen des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Le soumissionnaire détermine et décrit les risques liés au maintien en poste des ressources; ii. Le soumissionnaire démontre que tous les aspects des risques ont été compris et gérés à l'aide d'une stratégie d'atténuation; iii. Le soumissionnaire fournit une description détaillée des processus qui soutiennent la stratégie d'atténuation; iv. Le soumissionnaire démontre que les processus ont été mis en œuvre au sein de l'organisation comme procédures normales d'exploitation; v. Le soumissionnaire fait preuve d'une approche souple qui permet de régler les situations difficiles ou inattendues. 	/30	<p>Un maximum de 30 points sera attribué comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> 30 points – 5 éléments abordés (i. à v.) 20 points – 4 éléments abordés (i. à v.) 10 points – 3 éléments abordés (i. à v.) 0 point – Moins de 3 éléments abordés (i. à v.) 	
	<p>b) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle le soumissionnaire a démontré qu'il a déjà utilisé avec succès l'approche décrite pour soutenir un autre client.</p>	/10	<p>Jusqu'à 10 points supplémentaires seront attribués en fonction des éléments suivants (seulement si un minimum de 10 points a été accordé ci-dessus) :</p>	

			Réponse du soumissionnaire																																				
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)																																			
			<ul style="list-style-type: none"> • 10 points – Tous les éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés; • 5 points – Certains éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés; • 0 point – L'approche proposée en réponse au point a) ci-dessus n'a pas été démontrée. 																																				
R5	<p>Le soumissionnaire doit démontrer l'expérience qu'il a acquise, en nombre de jours facturés, en sus du nombre minimal de jours facturés par catégorie pour le critère O4.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="5">EXEMPLE DE SCÉNARIO D'ÉVALUATION</th></tr> <tr> <th colspan="5">JOURS FACTURÉS</th></tr> <tr> <th>Catégorie</th><th>(A) Total du soumissionnaire</th><th>(B) Nombre minimal de jours facturés indiqués pour O4</th><th>(C) Jours facturés en sus de O4</th><th>(D) % d'augmentation (max. 100)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td></td><td></td><td></td><td>$(C) = (A) - (B)$</td><td>$(D) = (C) / (B) * 100$</td></tr> <tr> <td>Coordonnateur des essais</td><td>3 200</td><td>2 500</td><td>700</td><td>28,00</td></tr> <tr> <td>Testeur</td><td>10 000</td><td>7 000</td><td>3 000</td><td>42,86</td></tr> <tr> <td colspan="4">NOTE DU SOUMISSIONNAIRE = SOMME DE (D) POUR TOUTES LES CATÉGORIES/2 (arrondi au centième près)</td><td>35,43</td></tr> </tbody> </table>	EXEMPLE DE SCÉNARIO D'ÉVALUATION					JOURS FACTURÉS					Catégorie	(A) Total du soumissionnaire	(B) Nombre minimal de jours facturés indiqués pour O4	(C) Jours facturés en sus de O4	(D) % d'augmentation (max. 100)				$(C) = (A) - (B)$	$(D) = (C) / (B) * 100$	Coordonnateur des essais	3 200	2 500	700	28,00	Testeur	10 000	7 000	3 000	42,86	NOTE DU SOUMISSIONNAIRE = SOMME DE (D) POUR TOUTES LES CATÉGORIES/2 (arrondi au centième près)				35,43	/100	<p>Le « nombre total de jours facturés » démontré par le soumissionnaire dans la réponse au critère O4 servira à évaluer ce critère.</p> <p>On attribuera des points au soumissionnaire conformément à l'exemple de scénario d'évaluation qui figure à gauche.</p> <p>Dans cet exemple, le soumissionnaire</p>	
EXEMPLE DE SCÉNARIO D'ÉVALUATION																																							
JOURS FACTURÉS																																							
Catégorie	(A) Total du soumissionnaire	(B) Nombre minimal de jours facturés indiqués pour O4	(C) Jours facturés en sus de O4	(D) % d'augmentation (max. 100)																																			
			$(C) = (A) - (B)$	$(D) = (C) / (B) * 100$																																			
Coordonnateur des essais	3 200	2 500	700	28,00																																			
Testeur	10 000	7 000	3 000	42,86																																			
NOTE DU SOUMISSIONNAIRE = SOMME DE (D) POUR TOUTES LES CATÉGORIES/2 (arrondi au centième près)				35,43																																			

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
			obtiendrait 35,43 points sur une possibilité de 100 points.	

PIÈCE JOINTE 2

CRITÈRES D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS

Volet de travail 4 – Services techniques

1. Sommaire de l'évaluation (Volet de travail 4)

No	Critères obligatoires	Conforme Oui/Non
O1 ^{PC}	Expérience de l'entreprise (contrats)	
	• Contrat de référence n° 1	
	• Contrat de référence n° 2	
	• Contrat de référence n° 3	
O2 ^{PC}	Expérience de l'entreprise (ressources)	
O3 ^{PC}	Expérience de l'entreprise (marchandises contrôlées)	
O4 ^{PC}	Expérience de l'entreprise	
No	Critères cotés	Nombre maximal de points
R1	Contrats de référence	30
	1) Contrat de référence n° 1	
	2) Contrat de référence n° 2	
	3) Contrat de référence n° 3	
R2	Certification en gestion de la qualité ISO	25
R3	Expérience de l'entreprise (ressources bilingues)	20
R4	Processus de gestion des ressources	160
R5	Expérience de l'entreprise en sus de O4	100
Nombre maximal total de points		335
Note de passage (70 % du nombre maximal total de points)		234,5

2. Critères d'évaluation obligatoires

Point	Critères obligatoires	Expérience démontrée
O1 ^{PC}	<p>Le soumissionnaire doit fournir trois (3) contrats cités en référence ayant une valeur cumulative d'au moins 15 000 000 \$ qui ont été conclus au cours des cinq (5) années précédant la date d'émission de la présente DP et qui satisfont aux critères suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Chaque contrat doit avoir une valeur facturée minimale de 5 000 000 \$ (en dollars canadiens, taxes incluses) à la date d'émission de la présente DP; 2. Au moins deux (2) des contrats doivent porter sur la prestation de services professionnels en informatique. <p>Le document suivant doit accompagner la soumission pour chaque contrat :</p>	

		jours facturés*	
	Testeur	3	2 000
	Analyste des activités	3	3 000
	Concepteur de didacticiels	3	s.o.
	Rédacteur technique	3	1 000
	Conseiller en gestion du changement	3	700
	Gestionnaire de projet	3	3 500
* Les jours facturés ne peuvent être indiqués en référence pour plus d'une catégorie de ressources. Un (1) jour facturé = 7,5 heures.			

3. Critères d'évaluation cotés

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
R1	<p>Le soumissionnaire doit démontrer une expérience allant au-delà du critère obligatoire O1 :</p> <p>Le soumissionnaire doit fournir trois (3) contrats cités en référence ayant une valeur cumulative d'au moins 15 000 000 \$ qui ont été conclus au cours des cinq (5) années précédant la date d'émission de la présente DP et qui satisfont aux critères suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Chaque contrat doit avoir une valeur facturée minimale de 5 000 000 \$ (en dollars canadiens, taxes incluses) à la date d'émission de la présente DP; 2. Au moins deux (2) des contrats doivent porter sur la prestation de services professionnels en informatique. <p>Le document suivant doit accompagner la soumission pour chaque contrat :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) Une lettre (mentionnant un numéro de série de contrat ou un autre identificateur unique de contrat) du client du soumissionnaire (avec lequel le soumissionnaire n'a pas de lien de dépendance) montrant que le soumissionnaire lui a fourni des services de l'ordre de 5 000 000 \$. 	/30	<p>>15 M\$ à 18 M\$ = 10 points</p> <p>>18 M\$ à 20 M\$ = 20 points</p> <p>>20 M\$ = 30 points</p> <p>Maximum de 30 points</p>	

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
R2	<p>Le soumissionnaire doit démontrer qu'il possède une certification valide en gestion de la qualité ISO ou qu'il a entrepris le processus d'inscription à cette fin.</p> <p>Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission une preuve de certification ou d'inscription en vue d'obtenir cette certification. L'État n'acceptera que les lettres provenant d'un vérificateur externe ISO pour confirmer le processus d'inscription à la certification ISO d'un soumissionnaire.</p>	/25	<p>Certification ISO 9001:2015 ou inscription en vue d'obtenir cette certification = 25 points</p> <p>Maximum de 25 points</p>	
R3	<p>La <i>Loi sur les langues officielles</i> énonce que le français et l'anglais sont les langues de travail des institutions fédérales. Le leadership à cet égard repose sur la volonté de tous les gestionnaires de respecter les droits des employés relatifs à la langue de travail, de créer et de maintenir un milieu de travail propice à l'usage du français et de l'anglais dans les régions bilingues (p. ex. en tenant des réunions bilingues) ainsi que d'informer les employés quant à l'importance des langues officielles pour ce qui est de l'excellence des services offerts aux Canadiens.</p> <p>Pour les contrats fournis en référence au point O1, le soumissionnaire doit démontrer son expérience en ce qui a trait à la formation d'équipes constituées de ressources <u>bilingues</u>.</p>	/20	<ul style="list-style-type: none"> Moins de 5 ressources bilingues = 0 point 5 à 9 ressources bilingues = 4 points 10 à 14 ressources bilingues = 8 points 15 à 19 ressources bilingues = 12 points 20 à 25 ressources bilingues = 16 points Plus de 25 ressources bilingues = 20 points <p>Maximum de 20 points</p>	
R4	<p>Processus de gestion des ressources</p> <p>Le soumissionnaire doit décrire l'approche et les processus relatifs à la gestion de ses ressources de services professionnels qui seront utilisés pour s'assurer de la capacité du soumissionnaire à proposer, dans les cinq (5) jours suivant la réception d'une autorisation de tâches, des ressources qualifiées à Affaires mondiales Canada, ainsi que pour s'assurer de sa capacité à réduire au minimum le roulement de ces ressources. Au besoin, le soumissionnaire doit démontrer de quelle façon la même approche et les mêmes processus ont été utilisés avec succès pour soutenir un des contrats cités en référence fournis en réponse à l'exigence obligatoire O1 ci-dessus, c'est-à-dire l'expérience de l'entreprise.</p>			
R4.1	Recrutement des ressources			

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
	<p>a) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle les approches et les processus proposés devraient donner lieu à l'affectation de ressources qualifiées à Affaires mondiales Canada dans les cinq (5) jours suivant la réception d'une autorisation de tâches. Cette évaluation sera établie au moyen des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Le soumissionnaire détermine et décrit les risques liés au recrutement des ressources; ii. Le soumissionnaire démontre que tous les aspects des risques ont été cernés et gérés à l'aide d'une stratégie d'atténuation; iii. Le soumissionnaire fournit une description détaillée des processus qui soutiennent la stratégie d'atténuation; iv. Le soumissionnaire démontre que les processus ont été mis en œuvre au sein de l'organisation comme procédures normales d'exploitation; v. Le soumissionnaire fait preuve d'une approche souple qui permet de régler les situations difficiles ou inattendues. 	/30	<p>Un maximum de 30 points sera attribué comme suit :</p> <p>30 points – 5 éléments abordés (i. à v.)</p> <p>20 points – 4 éléments abordés (i. à v.)</p> <p>10 points – 3 éléments abordés (i. à v.)</p> <p>0 point – Moins de 3 éléments abordés (i. à v.)</p>	
	<p>b) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle le soumissionnaire a démontré qu'il a déjà utilisé avec succès l'approche décrite dans la réponse au point a) ci-dessus pour soutenir un autre client.</p>	/10	<p>Jusqu'à 10 points supplémentaires seront attribués en fonction des éléments suivants (seulement si un minimum de 10 points a été accordé ci-dessus) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 10 points – Tous les éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés; • 5 points – Au moins trois (3) éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont 	

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
			<p>été démontrés;</p> <ul style="list-style-type: none"> • 0 point – Aucun des éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus n'a été démontré. 	
R4.2	Sélection des ressources			
	<p>a) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle la description de l'approche et des processus proposés devrait donner lieu à l'affectation de ressources qualifiées qui conviennent bien aux postes. Cette évaluation sera établie au moyen des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Le soumissionnaire détermine et décrit les risques liés à la sélection des ressources; ii. Le soumissionnaire démontre que tous les aspects des risques ont été compris et gérés à l'aide d'une stratégie d'atténuation; iii. Le soumissionnaire fournit une description détaillée des processus qui soutiennent la stratégie d'atténuation; iv. Le soumissionnaire démontre que les processus ont été mis en œuvre au sein de l'organisation comme procédures normales d'exploitation; v. Le soumissionnaire fait preuve d'une approche souple qui permet de régler les situations difficiles ou inattendues. 	/30	<p>Un maximum de 30 points sera attribué comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 30 points – 5 éléments abordés (i. à v.) • 20 points – 4 éléments abordés (i. à v.) • 10 points – 3 éléments abordés (i. à v.) • 0 point – Moins de 3 éléments abordés (i. à v.) 	
	<p>b) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle le soumissionnaire a démontré qu'il a déjà utilisé avec succès l'approche décrite pour soutenir un autre client.</p>	/10	<p>Jusqu'à 10 points supplémentaires seront attribués en fonction des éléments suivants (seulement si un minimum de 10 points a été accordé ci-dessus) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 10 points – Tous les éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire 	

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
			<p>ire au point a) ci-dessus ont été démontrés;</p> <ul style="list-style-type: none"> • 5 points – Au moins trois (3) éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés; • 0 point – Aucun des éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus n'a été démontré. 	
R4.3	Formation et perfectionnement continus des ressources			
	<p>a) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle la description de l'approche et des processus proposés devrait donner lieu à l'affectation de ressources qui sont compétentes et qui connaissent l'environnement de TI du client, ainsi que les outils de soutien que celui-ci utilise. Cette évaluation sera établie au moyen des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Le soumissionnaire détermine et décrit les risques liés à la formation et au perfectionnement continus des ressources; ii. Le soumissionnaire démontre que tous les aspects des risques ont été compris et gérés à l'aide d'une stratégie d'atténuation; iii. Le soumissionnaire fournit une description détaillée des processus qui soutiennent la stratégie d'atténuation; iv. Le soumissionnaire démontre que les processus ont été mis en œuvre au sein de l'organisation comme procédures normales d'exploitation; v. Le soumissionnaire fait preuve d'une approche souple qui permet de régler les situations difficiles ou inattendues. 	/30	<p>Un maximum de 30 points sera attribué comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 30 points – 5 éléments abordés (i. à v.) • 20 points – 4 éléments abordés (i. à v.) • 10 points – 3 éléments abordés (i. à v.) • 0 point – Moins de 3 éléments abordés (i. à v.) 	
	b) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle le soumissionnaire a démontré qu'il	/10	Jusqu'à 10 points supplémentaires	

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
	a déjà utilisé avec succès l'approche décrite pour soutenir un autre client.		seront attribués en fonction des éléments suivants (seulement si un minimum de 10 points a été accordé ci-dessus) : <ul style="list-style-type: none"> • 10 points – Tous les éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés; • 5 points – Au moins trois (3) éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés; • 0 point – Aucun des éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus n'a été démontré. 	
R4.4	Maintien en poste des ressources			
	<p>a) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle la description de l'approche et des processus proposés devrait donner lieu à l'affectation de ressources qui sont compétentes et qui connaissent l'environnement de TI du client, ainsi que les outils de soutien que celui-ci utilise. Cette évaluation sera établie au moyen des éléments suivants :</p> <p>i. Le soumissionnaire détermine et décrit les risques liés à la formation et au perfectionnement continus des ressources;</p>	/30	<p>Un maximum de 30 points sera attribué comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 30 points – 5 éléments abordés (i. à v.) • 20 points – 4 éléments abordés (i. à v.) 	

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
	ii. Le soumissionnaire démontre que tous les aspects des risques ont été compris et gérés à l'aide d'une stratégie d'atténuation; iii. Le soumissionnaire fournit une description détaillée des processus qui soutiennent la stratégie d'atténuation; iv. Le soumissionnaire démontre que les processus ont été mis en œuvre au sein de l'organisation comme procédures normales d'exploitation; v. Le soumissionnaire fait preuve d'une approche souple qui permet de régler les situations difficiles ou inattendues.		<ul style="list-style-type: none"> • 10 points – 3 éléments abordés (i. à v.) • 0 point – Moins de 3 éléments abordés (i. à v.) 	
	b) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle le soumissionnaire a démontré qu'il a déjà utilisé avec succès l'approche décrite pour soutenir un autre client.	/10	Jusqu'à 10 points supplémentaires seront attribués en fonction des éléments suivants (seulement si un minimum de 10 points a été accordé ci-dessus) : <ul style="list-style-type: none"> • 10 points – Tous les éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés; • 5 points – Certains éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés; • 0 point – L'approche proposée en réponse au point a) ci-dessus n'a pas été démontrée. 	

			Réponse du soumissionnaire							
Point	Critères cotés			Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)				
R5	Le soumissionnaire doit démontrer l'expérience qu'il a acquise, en nombre de jours facturés, en sus du nombre minimal de jours facturés par catégorie pour le critère O4.			/100	Le « nombre total de jours facturés » démontré par le soumissionnaire dans la réponse au critère O4 servira à évaluer ce critère. On attribuera des points au soumissionnaire conformément à l'exemple de scénario d'évaluation qui figure à gauche. Dans cet exemple, le soumissionnaire obtiendrait 38,36 points sur une possibilité de 100 points.					
	EXEMPLE DE SCÉNARIO D'ÉVALUATION									
	JOURS FACTURÉS									
	Catégorie	(A)	(B)				(C)	(D)		
		Total du soumissionnaire	Nombre minimal de jours facturés indiqués pour O4				Jours facturés en sus de O4	% d'augmentation (max. 100)		
							(C) = (A) – (B)	(D) = (C) / (B) *100		
		Testeur	3 400				2 000	1 400	70,00	
	Analyste des activités	3 600	3 000				600	20,00		
	Concepteur de didacticiels		s.o.				s.o.	s.o.		
	Rédacteur technique	1 475	1 000				475	47,50		
	Conseiller en gestion du changement	1 500	700				800	100,00		
	Gestionnaire de projet	5 050	3 500				1 550	44,29		
	NOTE DU SOUMISSIONNAIRE = SOMME DE (D) POUR TOUTES LES CATÉGORIES/5 (arrondi au centième près)						38,36			

PIÈCE JOINTE 2

CRITÈRES D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS

Volet de travail 5 – Services de soutien de projet

1. Sommaire de l'évaluation (Volet de travail 5)

No	Critères obligatoires	Conforme Oui/Non
O1 ^{PC}	Expérience de l'entreprise (contrats)	
	• Contrat de référence n° 1	
	• Contrat de référence n° 2	
	• Contrat de référence n° 3	
O2 ^{PC}	Expérience de l'entreprise (ressources)	
O3 ^{PC}	Expérience de l'entreprise (marchandises contrôlées)	
O4 ^{PC}	Expérience de l'entreprise	
No	Critères cotés	Nombre maximal de points
R1	Contrats de référence	30
	1) Contrat de référence n° 1	
	2) Contrat de référence n° 2	
	3) Contrat de référence n° 3	
R2	Certification en gestion de la qualité ISO	25
R3	Expérience de l'entreprise (ressources bilingues)	20
R4	Processus de gestion des ressources	160
R5	Expérience de l'entreprise en sus de O4	100
Nombre maximal total de points		335
Note de passage (70 % du nombre maximal total de points)		234,5

2. Critères d'évaluation obligatoires

Point	Critères obligatoires	Expérience démontrée
O1^{PC}	<p>Le soumissionnaire doit fournir trois (3) contrats cités en référence ayant une valeur cumulative d'au moins 15 000 000 \$ qui ont été conclus au cours des cinq (5) années précédant la date d'émission de la présente DP et qui satisfont aux critères suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Chaque contrat doit avoir une valeur facturée minimale de 5 000 000 \$ (en dollars canadiens, taxes incluses) à la date d'émission de la présente DP; 2. Au moins deux (2) des contrats doivent porter sur la prestation de services professionnels en informatique. 	

			jours facturés*	
	Architecte d'applications et de logiciels	3	2 000	
	Architecte en technologie	3	1 500	
	Gestionnaire de projet	3	2 500	
	Ordonnanceur de projet	3	1 200	
<p>* Les jours facturés ne peuvent être indiqués en référence pour plus d'une catégorie de ressources. Un (1) jour facturé = 7,5 heures.</p>				

3. Critères d'évaluation cotés

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
R1	<p>Le soumissionnaire doit démontrer une expérience allant au-delà du critère obligatoire O1 :</p> <p>Le soumissionnaire doit fournir trois (3) contrats cités en référence ayant une valeur cumulative d'au moins 15 000 000 \$ qui ont été conclus au cours des cinq (5) années précédant la date d'émission de la présente DP et qui satisfont aux critères suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Chaque contrat doit avoir une valeur facturée minimale de 5 000 000 \$ (en dollars canadiens, taxes incluses) à la date d'émission de la présente DP; 2. Au moins deux (2) des contrats doivent porter sur la prestation de services professionnels en informatique. <p>Le document suivant doit accompagner la soumission pour chaque contrat :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) Une lettre (mentionnant un numéro de série de contrat ou un autre identificateur unique de contrat) du client du soumissionnaire (avec lequel le soumissionnaire n'a pas de lien de dépendance) montrant que le soumissionnaire lui a fourni des services de l'ordre de 5 000 000 \$. 	/30	<p>>15 M\$ à 18 M\$ = 10 points</p> <p>>18 M\$ à 20 M\$ = 20 points</p> <p>>20 M\$ = 30 points</p> <p>Maximum de 30 points</p>	
R2	<p>Le soumissionnaire doit démontrer qu'il possède une certification valide en gestion de la qualité ISO ou qu'il a entrepris le processus d'inscription à cette fin.</p> <p>Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission une preuve de certification ou d'inscription en vue d'obtenir cette certification. L'État n'acceptera que les lettres provenant d'un vérificateur externe ISO pour confirmer le processus d'inscription à la certification ISO d'un soumissionnaire.</p>	/25	<p>Certification ISO 9001:2015 ou inscription en vue d'obtenir cette certification = 25 points</p>	

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
			Maximum de 25 points	
R3	<p>La <i>Loi sur les langues officielles</i> énonce que le français et l'anglais sont les langues de travail des institutions fédérales. Le leadership à cet égard repose sur la volonté de tous les gestionnaires de respecter les droits des employés relatifs à la langue de travail, de créer et de maintenir un milieu de travail propice à l'usage du français et de l'anglais dans les régions bilingues (p. ex. en tenant des réunions bilingues) ainsi que d'informer les employés quant à l'importance des langues officielles pour ce qui est de l'excellence des services offerts aux Canadiens.</p> <p>Pour les contrats fournis en référence au point O1, le soumissionnaire doit démontrer son expérience en ce qui a trait à la formation d'équipes constituées de ressources <u>bilingues</u>.</p>	/20	<ul style="list-style-type: none"> Moins de 5 ressources bilingues = 0 point 5 à 9 ressources bilingues = 4 points 10 à 14 ressources bilingues = 8 points 15 à 19 ressources bilingues = 12 points 20 à 25 ressources bilingues = 16 points Plus de 25 ressources bilingues = 20 points 	
R4	<p>Processus de gestion des ressources</p> <p>Le soumissionnaire doit décrire l'approche et les processus relatifs à la gestion de ses ressources de services professionnels qui seront utilisés pour s'assurer de la capacité du soumissionnaire à proposer, dans les cinq (5) jours suivant la réception d'une autorisation de tâches, des ressources qualifiées à Affaires mondiales Canada, ainsi que pour s'assurer de sa capacité à réduire au minimum le roulement de ces ressources. Au besoin, le soumissionnaire doit démontrer de quelle façon la même approche et les mêmes processus ont été utilisés avec succès pour soutenir un des contrats cités en référence fournis en réponse à l'exigence obligatoire O1 ci-dessus, c'est-à-dire l'expérience de l'entreprise.</p>			

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
R4.1	Recrutement des ressources			
	<p>a) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle les approches et les processus proposés devraient donner lieu à l'affectation de ressources qualifiées à Affaires mondiales Canada dans les cinq (5) jours suivant la réception d'une autorisation de tâches. Cette évaluation sera établie au moyen des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Le soumissionnaire détermine et décrit les risques liés au recrutement des ressources; ii. Le soumissionnaire démontre que tous les aspects des risques ont été cernés et gérés à l'aide d'une stratégie d'atténuation; iii. Le soumissionnaire fournit une description détaillée des processus qui soutiennent la stratégie d'atténuation; iv. Le soumissionnaire démontre que les processus ont été mis en œuvre au sein de l'organisation comme procédures normales d'exploitation; v. Le soumissionnaire fait preuve d'une approche souple qui permet de régler les situations difficiles ou inattendues. 	/30	<p>Un maximum de 30 points sera attribué comme suit :</p> <p>30 points – 5 éléments abordés (i. à v.)</p> <p>20 points – 4 éléments abordés (i. à v.)</p> <p>10 points – 3 éléments abordés (i. à v.)</p> <p>0 point – Moins de 3 éléments abordés (i. à v.)</p>	
	<p>b) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle le soumissionnaire a démontré qu'il a déjà utilisé avec succès l'approche décrite dans la réponse au point a) ci-dessus pour soutenir un autre client.</p>	/10	<p>Jusqu'à 10 points supplémentaires seront attribués en fonction des éléments suivants (seulement si un minimum de 10 points a été accordé ci-dessus) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 10 points – Tous les éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés; • 5 points – Au moins trois (3) éléments 	

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
			<p>décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés;</p> <ul style="list-style-type: none"> • 0 point – Aucun des éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus n'a été démontré. 	
R4.2	Sélection des ressources			
	<p>a) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle la description de l'approche et des processus proposés devrait donner lieu à l'affectation de ressources qualifiées qui conviennent bien aux postes. Cette évaluation sera établie au moyen des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Le soumissionnaire détermine et décrit les risques liés à la sélection des ressources; ii. Le soumissionnaire démontre que tous les aspects des risques ont été compris et gérés à l'aide d'une stratégie d'atténuation; iii. Le soumissionnaire fournit une description détaillée des processus qui soutiennent la stratégie d'atténuation; iv. Le soumissionnaire démontre que les processus ont été mis en œuvre au sein de l'organisation comme procédures normales d'exploitation; v. Le soumissionnaire fait preuve d'une approche souple qui permet de régler les situations difficiles ou inattendues. 	/30	<p>Un maximum de 30 points sera attribué comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 30 points – 5 éléments abordés (i. à v.) • 20 points – 4 éléments abordés (i. à v.) • 10 points – 3 éléments abordés (i. à v.) • 0 point – Moins de 3 éléments abordés (i. à v.) 	
	<p>b) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle le soumissionnaire a démontré qu'il a déjà utilisé avec succès l'approche décrite pour soutenir un autre client.</p>	/10	<p>Jusqu'à 10 points supplémentaires seront attribués en fonction des éléments</p>	

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
			suivants (seulement si un minimum de 10 points a été accordé ci-dessus) : <ul style="list-style-type: none"> • 10 points – Tous les éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés; • 5 points – Au moins trois (3) éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés; • 0 point – Aucun des éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus n'a été démontré. 	
R4.3	Formation et perfectionnement continus des ressources			
	a) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle la description de l'approche et des processus proposés devrait donner lieu à l'affectation de ressources qui sont compétentes et qui connaissent l'environnement de TI du client, ainsi que les outils de soutien que celui-ci utilise.	/30	Un maximum de 30 points sera attribué comme suit : <ul style="list-style-type: none"> • 30 points – 5 éléments 	

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
	<p>Cette évaluation sera établie au moyen des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Le soumissionnaire détermine et décrit les risques liés à la formation et au perfectionnement continus des ressources; ii. Le soumissionnaire démontre que tous les aspects des risques ont été compris et gérés à l'aide d'une stratégie d'atténuation; iii. Le soumissionnaire fournit une description détaillée des processus qui soutiennent la stratégie d'atténuation; iv. Le soumissionnaire démontre que les processus ont été mis en œuvre au sein de l'organisation comme procédures normales d'exploitation; v. Le soumissionnaire fait preuve d'une approche souple qui permet de régler les situations difficiles ou inattendues. 		<p>abordés (i. à v.)</p> <ul style="list-style-type: none"> • 20 points – 4 éléments abordés (i. à v.) • 10 points – 3 éléments abordés (i. à v.) • 0 point – Moins de 3 éléments abordés (i. à v.) 	
	<p>b) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle le soumissionnaire a démontré qu'il a déjà utilisé avec succès l'approche décrite pour soutenir un autre client.</p>	/10	<p>Jusqu'à 10 points supplémentaires seront attribués en fonction des éléments suivants (seulement si un minimum de 10 points a été accordé ci-dessus) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 10 points – Tous les éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés; • 5 points – Au moins trois (3) éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point 	

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
			a) ci-dessus ont été démontrés; <ul style="list-style-type: none"> • 0 point – Aucun des éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus n'a été démontré. 	
R4.4	Maintien en poste des ressources			
	a) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle la description de l'approche et des processus proposés devrait donner lieu à l'affectation de ressources qui sont compétentes et qui connaissent l'environnement de TI du client, ainsi que les outils de soutien que celui-ci utilise. Cette évaluation sera établie au moyen des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> i. Le soumissionnaire détermine et décrit les risques liés au maintien en poste des ressources; ii. Le soumissionnaire démontre que tous les aspects des risques ont été compris et gérés à l'aide d'une stratégie d'atténuation; iii. Le soumissionnaire fournit une description détaillée des processus qui soutiennent la stratégie d'atténuation; iv. Le soumissionnaire démontre que les processus ont été mis en œuvre au sein de l'organisation comme procédures normales d'exploitation; v. Le soumissionnaire fait preuve d'une approche souple qui permet de régler les situations difficiles ou inattendues. 	/30	Un maximum de 30 points sera attribué comme suit : <ul style="list-style-type: none"> • 30 points – 5 éléments abordés (i. à v.) • 20 points – 4 éléments abordés (i. à v.) • 10 points – 3 éléments abordés (i. à v.) • 0 point – Moins de 3 éléments abordés (i. à v.) 	
	b) La réponse du soumissionnaire sera évaluée selon la mesure dans laquelle le soumissionnaire a démontré qu'il a déjà utilisé avec succès l'approche décrite pour soutenir un autre client.	/10	Jusqu'à 10 points supplémentaires seront attribués en fonction des éléments suivants (seulement si un minimum de 10 points a été	

			Réponse du soumissionnaire	
Point	Critères cotés	Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
			accordé ci-dessus) : <ul style="list-style-type: none"> • 10 points – Tous les éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés; • 5 points – Certains éléments décrits dans la réponse du soumissionnaire au point a) ci-dessus ont été démontrés; • 0 point – L'approche proposée en réponse au point a) ci-dessus n'a pas été démontrée. 	
R5	Le soumissionnaire doit démontrer l'expérience qu'il a acquise, en nombre de jours facturés, en sus du nombre minimal de jours facturés par catégorie pour le critère O4.	/100	Le « nombre total de jours facturés » démontré par le soumissionnaire dans la réponse au critère O4 servira à évaluer ce critère. On attribuera des points au soumissionnaire conformément à l'exemple de scénario	

					Réponse du soumissionnaire				
Point	Critères cotés				Max. de points	Critères d'évaluation	Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)		
	EXEMPLE DE SCÉNARIO D'ÉVALUATION					d'évaluation qui figure à gauche. Dans cet exemple, le soumissionnaire obtiendrait 30,33 points sur une possibilité de 100 points.			
	JOURS FACTURÉS								
	Catégorie	(A)	(B)	(C)				(D)	
		Total du soumissionnaire	Nombre minimal de jours facturés indiqués pour O4	Jours facturés en sus de O4				% d'augmentation (max. 100)	
				(C) = (A) – (B)				(D) = (C) / (B) *100	
		Architecte d'applications et de logiciels	2 450	2 000				450	22,50
	Architecte en technologie	1 750	1 500	250				16,67	
	Gestionnaire de projet	3 200	2 500	700				28,00	
	Ordonnanceur de projet	1 850	1 200	650				54,17	
	NOTE DU SOUMISSIONNAIRE = SOMME DE (D) POUR TOUTES LES CATÉGORIES/4 (arrondi au centième près)							30,33	

ANNEXE A DE LA PIÈCE JOINTE 2

FORMULAIRE DE RÉPONSE SUR LE PLACEMENT DES RESSOURCES

Description des contrats cités en référence pour l'entreprise		(À remplir par le soumissionnaire)
Renseignements sur le client	Nom de l'organisation cliente	
	Adresse	
	Numéro du bon de commande ou du contrat	
	Titre du projet	
	Nom et titre de la personne-ressource du client	
	Numéro de téléphone et/ou adresse courriel de la personne-ressource	
Pour chaque ressource énumérée ci-après, le soumissionnaire doit préciser ses dates de début et de fin (mm/aaaa à mm/aaaa)		
• Ressource n° 1 :		
• Ressource n° 2 :		
• Ressource n° 3 :		
• Ressource n° 4 :		
• Ressource n° 5 :		
• Ressource n° 6 :		
• Ressource n° 7 :		
• Ressource n° 8 :		
• Ressource n° 9 :		
• Ressource n° 10 :		
• Ressource n° 11 :		
• Ressource n° 12 :		
• Ressource n° 13 :		
• Ressource n° 14 :		
• Ressource n° 15 :		

ANNEXE B DE LA PIÈCE JOINTE 2

FORMULAIRE DE RÉPONSE SUR LES JOURS FACTURÉS

Pour répondre au critère 7) du point O4, le soumissionnaire doit démontrer une expérience contractuelle en ce qui a trait à la fourniture de toutes les catégories de ressources, et ce, pour le nombre minimal de jours facturés par catégorie, au cours des cinq (5) années précédant la date d'émission de la présente DP. Toutes les ressources proposées doivent avoir effectué au moins 50 % des tâches connexes énoncées à l'annexe A – Énoncé des travaux dans la catégorie de ressources où elles sont proposées.

Il ne suffit pas de reprendre simplement les tâches; le soumissionnaire doit expliquer les responsabilités et démontrer la façon dont la ressource a exécuté le travail.

Niveau et catégorie de ressources	Renvoi au numéro de référence du contrat	Renvoi au numéro de référence du contrat	Renvoi au numéro de référence du contrat	Renvoi au numéro de référence du contrat	Tâche de l'annexe A – EDT	Tâche exécutée dans le cadre du contrat (incluant la justification)
	Période de facturation : ____/____/____ (jj/mm/aa) à ____/____/____ (jj/mm/aa)	Période de facturation : ____/____/____ (jj/mm/aa) à ____/____/____ (jj/mm/aa)	Période de facturation : ____/____/____ (jj/mm/aa) à ____/____/____ (jj/mm/aa)	Période de facturation : ____/____/____ (jj/mm/aa) à ____/____/____ (jj/mm/aa)		

PIÈCE JOINTE 3**BARÈME DE PRIX****VOLET 1: SERVICES DE DÉVELOPPEMENT D'APPLICATIONS**

Période initiale du contrat		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme (à compléter par le soumissionnaire)
Architecte d'applications et de logiciels – Siebel	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Architecte d'applications et de logiciels - .Net	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Programmeur ou développeur de logiciels - Siebel	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Programmeur-analyste	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Spécialiste en conversion de données	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Spécialiste ou analyste de l'assurance de la qualité	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3

Période d'option 1		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme (à compléter par le soumissionnaire)
Architecte d'applications et de logiciels – Siebel	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Architecte d'applications et de logiciels - .Net	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Programmeur ou développeur de logiciels - Siebel	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Programmeur-analyste	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Spécialiste en conversion de données	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Spécialiste ou analyste de l'assurance de la qualité	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3

Période d'option 2		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme (à compléter par le soumissionnaire)
Architecte d'applications et de logiciels – Siebel	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Architecte d'applications et de logiciels - .Net	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Programmeur ou développeur de logiciels - Siebel	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Programmeur-analyste	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Spécialiste en conversion de données	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Spécialiste ou analyste de l'assurance de la qualité	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3

WORKSTREAM 2: SERVICES D'INFRASTRUCTURE ET D'ADMINISTRATION DE BASES DE DONNÉES (ABD)

Période initiale du contrat		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme (à compléter par le soumissionnaire)
Architecte d'applications et de logiciels	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Analyste de systèmes	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Administrateur de bases de données	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Analyste de réseau	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Architecte technique	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Architecte de la technologie	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Rédacteur technique	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3

Période d'option 1		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme (à compléter par le soumissionnaire)
Architecte d'applications et de logiciels	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Analyste de systèmes	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Administrateur de bases de données	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Analyste de réseau	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Architecte technique	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Architecte de la technologie	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Rédacteur technique	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3

Période d'option 2		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme (à compléter par le soumissionnaire)
Architecte d'applications et de logiciels	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Analyste de systèmes	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Administrateur de bases de données	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Analyste de réseau	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Architecte technique	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Architecte de la technologie	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Rédacteur technique	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3

WORKSTREAM 3: SERVICES DE MISE À L'ESSAI

Période initiale du contrat		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme (à compléter par le soumissionnaire)
Coordonnateur des essais	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Testeur	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3

Période d'option 1		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme (à compléter par le soumissionnaire)
Coordonnateur des essais	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Testeur	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3

Période d'option 2		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme (à compléter par le soumissionnaire)
Coordonnateur des essais	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Testeur	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3

WORKSTREAM 4: SERVICES OPÉRATIONNELS

Période initiale du contrat		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme (à compléter par le soumissionnaire)
Testeur	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Analyste des activités	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Développeur de didacticiels	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Rédacteur technique	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Expert-conseil en gestion du changement	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Gestionnaire de projet	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3

Période d'Option 1		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme (à compléter par le soumissionnaire)
Testeur	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Analyste des activités	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Développeur de didacticiels	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Rédacteur technique	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Expert-conseil en gestion du changement	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Gestionnaire de projet	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3

Période d'Option 2		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme (à compléter par le soumissionnaire)
Testeur	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Analyste des activités	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Développeur de didacticiels	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Rédacteur technique	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Expert-conseil en gestion du changement	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Gestionnaire de projet	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3

WORKSTREAM 5: SERVICES DE DÉVELOPPEMENT D'APPLICATIONS

Période initiale du contrat		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme (à compléter par le soumissionnaire)
Architecte d'applications et de logiciels	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Architecte de la technologie	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Gestionnaire de projet	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Ordonnancier de projet	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3

Période d'Option 1		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme (à compléter par le soumissionnaire)
Architecte d'applications et de logiciels	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Architecte de la technologie	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Gestionnaire de projet	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Ordonnancier de projet	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3

Période d'Option 2		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme (à compléter par le soumissionnaire)
Architecte d'applications et de logiciels	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Architecte de la technologie	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Gestionnaire de projet	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3
Ordonnancier de projet	3	
	2	90% of Level 3
	1	80% of level 3

PIÈCE JOINTE 4

PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION

Je, le soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat. Le Canada se réserve le droit d'exiger des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. Le non-respect de toute demande ou exigence imposée par le Canada peut rendre la soumission irrecevable ou constituer un manquement au contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, consulter le site Web du Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada.

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [Si aucune date n'est indiquée, la date de clôture des soumissions sera utilisée.]

Répondre aux questions A et B.

A. Cocher une seule case :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur régi par le gouvernement fédéral assujetti à la [Loi sur l'équité en matière d'emploi](#).
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou à temps partiel au Canada.
- A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada.
- ☐ A5.1 Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi](#) valide avec le Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada et que cet accord est en vigueur.

OU

- ☐ A5.2 Le soumissionnaire atteste qu'il a présenté le formulaire « Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi » (LAB1168) au Programme du travail d'Emploi et développement social Canada. Comme il s'agit d'une condition d'attribution du contrat, l'entrepreneur doit remplir le formulaire « Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi » (LAB1168), le signer en bonne et due forme et le transmettre au Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada.

B. Cocher une seule case :

- ☐ B1. Le soumissionnaire ne fait pas partie d'une coentreprise.

OU

- ☐ B2. Le soumissionnaire fait partie d'une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe intitulée « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation » remplie. (Voir la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)



SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE

1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine		Global Affairs Canada		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction SED	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance			3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant		
4. Brief Description of Work / Brève description du travail To obtain Informatics Professional services on an as required basis to support the Import and Export Control System (EICS II) Upgrade Program. EICS controls the flow of goods between Canada and its trading partners, this is a major upgrade to the platform and its functionality.					
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?				<input type="checkbox"/> No Non	<input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?				<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis					
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)				<input type="checkbox"/> No Non	<input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.				<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?				<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès					
Canada <input checked="" type="checkbox"/>		NATO / OTAN <input type="checkbox"/>		Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>	
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion					
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>		All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>		No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>	
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>					
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>		Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>		Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:		Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:		Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	
7. c) Level of information / Niveau d'information					
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input checked="" type="checkbox"/>		NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>		PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>		NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>		PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input checked="" type="checkbox"/>		NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>		PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input checked="" type="checkbox"/>		NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>		CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
SECRET SECRET <input checked="" type="checkbox"/>		COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>				TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>				TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	

**PART A (continued) / PARTIE A (suite)**

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non ☐ Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes
Non ☐ Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis



RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ



CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL



SECRET
SECRET



TOP SECRET
TRÈS SECRET



TOP SECRET- SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT



NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL



NATO SECRET
NATO SECRET



COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET



SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS

Special comments:

Commentaires spéciaux : _____

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☒ No ☐ Yes
Non ☐ Oui

If Yes, will unscreened personnel be escorted?

Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?



No ☐ Yes
Non ☐ Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)**INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS**

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non ☐ Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non ☐ Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes
Non ☐ Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non ☐ Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes
Non ☐ Oui



Government of Canada
Gouvernement du Canada

COMMON-PS-SRCL#20

Contract Number / Numéro du contrat

08915 - 170500

Security Classification / Classification de sécurité

UNCLASSIFIED

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET	NATO RESTRICTED	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET
				CONFIDENTIEL		TRÈS SECRET	NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIEL		COSMIC TRÈS SECRET	A	B	C	CONFIDENTIEL		TRÈS SECRET
Information / Assets Renseignements / Biens Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

08915-170500

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION

13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

F. CAMIRÉ

Title - Titre

EXECUTIVE DIRECTOR

Signature

Telephone No. - N° de téléphone

343-203-0916

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

Francois.Camire@

Date

April 08, 2019

14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme international.gc.ca

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Andreea Stoinesteanu

Title - Titre

Contract Security Coordinator

Signature

Andreea Stoinesteanu

Telephone No. - N° de téléphone

343-203-3069

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

andreea.stoinesteanu@international.gc.ca

Date

2019-04-17

15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached?

Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?

☐ No

Non

☐ Yes

Oui

16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Hicham Laassouli

Title - Titre

Supply Specialist

Signature

laassouli,
hicham

Digitally signed by laassouli,
hicham
Date: 2019.06.07 11:14:21
-04'00'

Telephone No. - N° de téléphone

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

Date

17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Title - Titre

Signature

Saumur, Jacques O

Digitally signed by Saumur, Jacques O
DN: c=CA, o=GC, ou=PWGSC-TPSGC,
cn=Saumur, Jacques O
Date: 2017.02.03 14:24:27 -05'00'

Telephone No. - N° de téléphone

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

Date

Jacques Saumur

Contract Security Officer

Contracts Security Division | Division des contrats sécurité /

Contract Security Program | Programme de sécurité des contrats /

Public Services and Procurement Canada | Services publics et Approvisionnement Canada

Jacques.Saumur@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Telephone | Téléphone 613-948-1732

Facsimile | Télécopieur 613-948-1712



TASK AUTHORIZATION FORM FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHES

PART 1 (completed by the Technical/Project Authority) / PARTIE 1 (complété par le Responsable technique / Chargé du projet)

A. General Information / Informations générales

Contract Number / Numéro du contrat : <input type="text"/>				
Contractor Name / Nom du Contracteur : <input type="text"/>				
Task Authorization (TA) No. / N° de l'autorisation de tâches (AT) :	Commitment No. / N° de l'engagement :	Financial Coding / Code financier :	Date of Issuance / Date d'émission :	Response required by / Réponse requise par :
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

B. For Amendments Only / Aux fins de modification seulement

Amendment No. / N° de la modification :	<input type="text"/>
Reason for the Amendment / Raison pour la modification : <input type="text"/>	

C. TA Requirements / Exigences relatives à l'AT

Required Resource(s) / Ressource(s) requise(s)

Category / Catégorie	Level / Niveau	Estimated Level of Effort (days) / Niveau d'effort estimatif (jours)	Linguistic Profile / Profile linguistique	Required Level(s) of Security / Niveau(x) de sécurité requis	
					<input type="button" value="+"/>
					<input type="button" value="-"/>

Statement of Work (tasks, deliverables, reports, etc.) / Énoncé des travaux (tâches, livrables, rapports, etc.)

Period of Services / Période de service:

Initial Start Date / Date de début initiale :	<input type="text"/>	Initial End Date / Date de fin initiale :	<input type="text"/>
Extended End Date (See Reason for the Amendment) / Date de fin prolongée (voir Raison pour la modification) :		<input type="text"/>	
<input type="checkbox"/> Option To Extend Initial End Date / Option pour prolonger la date de fin initiale			

Travel Requirement(s) / Exigence(s) de voyage :	<input type="text"/>
Work Location(s) / Lieu(x) de travail :	<input type="text"/>

PART 2 (completed by the Contractor and/or the Technical/Project Authority) / PARTIE 2 (complété par le Contracteur et/ou le Responsable technique / Chargé du projet)

A. Contractor Resource(s) / Ressource(s) du Contracteur

Note: once approved, only the following resources may provide services under this TA. / Nota : une fois approuvée, seules les ressources suivantes peuvent fournir des services sous la présente AT.



TASK AUTHORIZATION FORM FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHES

Name / Nom	Category / Catégorie	Level / Niveau	Linguistic Profile / Profil linguistique	Level of Security / Niveau de sécurité	PWGSC Security File No. / N° du dossier de sécurité TPSGC	
						<div>+ -</div>

B. Estimated Cost / Coût estimatif

Category / Catégorie	Level / Niveau	Per Diem Rate / Taux journalier	Estimated Level of Effort (days) / Niveau d'effort estimatif (jours)	Total Cost / Coût estimatif	
					<div><div>+</div><div>-</div></div>
Estimated Cost / Coût estimatif					
Total Estimated Travel and Living Cost / Estimé des frais de déplacement et de subsistance				\$0.00	
Taxe rate applied / Taux d'imposition appliqué (%)	14.975	Applicable Taxes / Taxes applicables		\$0.00	
Total Estimated Cost / Coût total estimatif				\$0.00	

PART 3 - TA APPROVAL BY CANADA / PARTIE 3 - APPROBATION DE L'AT PAR LE CANADA

By signing this TA, the authorized client authority and/or the PWGSC Contracting Authority certify(ies) that the content of this TA is in accordance with the conditions of the Contract.

En apposant sa signature sur l'AT, le client autorisé et/ou l'autorité contractante de TPSGC atteste(nt) que le contenu de cette AT est conforme aux conditions du contrat.

The client's authorization limit is **\$300,000.00**. When the value of a TA and its amendments (including GST/HST) is in excess of this limit, the TA must be signed by the authorized client and forwarded to the PWGSC Contracting Authority for authorization.

La limite d'autorisation du client est **\$300,000.00**. Lorsque la valeur de l'AT et ses modifications (incluant la TPS/TVH) dépasse cette limite, l'AT doit être signée par le client autorisé et transmise à l'autorité contractante de TPSGC pour autorisation.

Name of Authorized Client / Nom du client autorisé _____ Date _____

Name of Contracting Authority / Nom de
l'autorité contractante _____ Date _____

Signature _____

Signature _____

PART 4 - CONTRACTOR SIGNATURE / PARTIE 4 - SIGNATURE DU CONTRACTEUR

Name and Title of individual authorized to sign on behalf of the Contractor / Nom et titre
de la personne autorisée à signer au nom de l'entrepreneur _____

Signature _____ Date _____